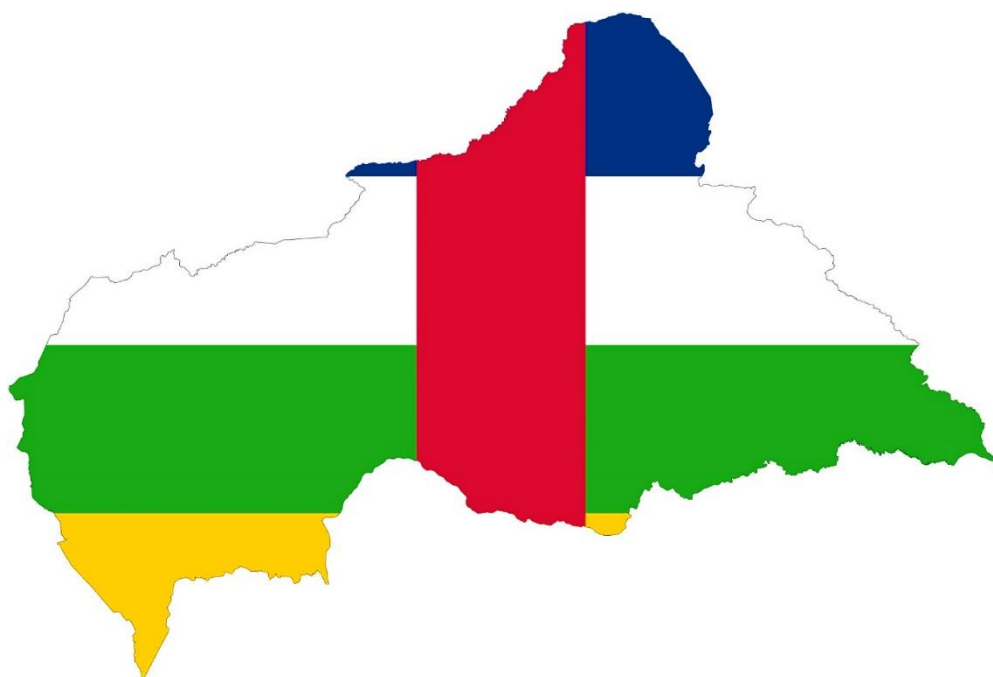


# Nations Unies en République Centrafricaine



## **Bilan Commun de Pays**

**février 2017**

# SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE</b> .....	<b>2</b>
<b>Avertissement</b> .....	<b>4</b>
<b>Acronymes</b> .....	<b>5</b>
<b>Avant-Propos</b> .....	<i>Error! Bookmark not defined.</i>
<b>Résumé Exécutif</b> .....	<b>7</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>9</b>
<b>I- Contexte général de la RCA</b> .....	<b>9</b>
1.1. Situation géographique .....	12
1.2. Démographie .....	13
1.3. Culture et Religions .....	13
1.4. Faune et Flore .....	14
1.5. Organisation Administrative .....	14
<b>II- Analyse basée sur les droits (les problèmes majeurs de développement)</b> .....	<b>15</b>
2.1. Paix, justice Sécurité et cohésion sociale .....	15
2.1.1. Etat des lieux .....	15
2.1.2. La négation des droits .....	18
2.2. Le bien-être social .....	24
2.2.1. Etat des lieux .....	24
2.2.2. Négation des droits .....	24
2.3. Relèvement économique et gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement .....	34
2.3.1. Etat des lieux .....	34
2.3.2. Les facteurs de pauvreté – .....	39
2.3.2. La négation générale du droit au développement .....	42
2.4. Les Questions transversales (Droits humains égalité des genres, jeunesse, production et utilisation des données) .....	48
2.4.1. Les droits humains .....	48
2.4.2. L'égalité des genres .....	50
2.4.3. La jeunesse .....	52
<b>III. Identification des axes de coopération</b> .....	<b>53</b>
3.1. La Coopération en cours .....	53
3.1. Instruments de référence.....	53
3.2. Le programme proposé.....	56
3.2.1. L'approche : l'impératif d'innovation.....	56
3.2.2. Les avantages comparatifs des Nations Unies en RCA .....	57
3.2.2.1. Une capacité de mobilisation au-delà du cercle des Nations Unies .....	57
3.2.2.2. Une tradition éprouvée de coopération et de neutralité avec la RCA .....	57
3.2.2.3. Une expertise infiniment diversifiée et une capacité logistique sans pareille dans le contexte de la RCA .....	58
3.2.3. Les domaines de coopération prioritaires 2018-2021 .....	58
3.2.3.1. Paix sécurité, justice et réconciliation nationale.....	59

3.2.3.2. Le bien-être humain et social.....	60
3.2.3.3. La transformation économique durable .....	60
3.2.3.4. Les thèmes transversaux.....	60
<b>3.2.4. La cohérence des domaines proposés avec l’agenda 2030 et l’agenda 2063.....</b>	<b>61</b>
<b>VI- Les risques, opportunités, suppositions et contingences .....</b>	<b>62</b>
<b>6.1. Les suppositions .....</b>	<b>62</b>
6.1.1. - Volonté politique, bonne foi et engagement des acteurs .....	62
6.1.2. Légitimité démocratique comme catalyseur de réformes .....	62
6.1.3. Accent sur le renforcement des capacités .....	62
<b>6.2. Les risques .....</b>	<b>62</b>
6.2.1. Instabilité de la sous-région .....	62
6.2.2. Complexité de la situation .....	62
6.2.3. Une conjoncture socio-politique ambiguë.....	63
6.2.4. Restructuration des forces de maintien de la paix.....	63
<b>VI- Conclusion.....</b>	<b>63</b>
<b>Bibliographie selective .....</b>	<b>64</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>67</b>

## Avertissement

Ce Bilan Commun de Pays (BCP) a été établi au tout début de janvier 2017 en prévision de la formulation de l'UNDAF+ 2018-2021. Il est basé sur le Bilan qui avait été établi entre juin et décembre 2015 en préparation de l'UNDAF dont la formulation a dû être interrompue, par MM. Sylvain Degbe et Léopold Kouandongui à la demande de l'Equipe pays. Il a aussi bénéficié d'un apport de Mme Micheline Baussard, Consultante internationale contractée par l'Equipe pays. L'objectif de ce nouveau BCP est d'avoir un document de référence, facile à lire, et qui soit un véritable outil de travail pour la formulation de l'UNDAF+ 2018-2021. Ainsi, le document de 2015 a été restructuré et mis à jour en intégrant les éléments venant des principaux documents en cours d'utilisation ou qui sont en vigueur en 2017, notamment :

- le Cadre Stratégique Intérimaire du Système des Nations Unies en Centrafrique 2016-2017;
- le Plan de Réponse Humanitaire 2017-2019;
- le Cadre d'Engagement Mutuel entre le Gouvernement de la République Centrafricaine et les Nations Unies 2017-2021;
- le Plan de Relèvement et de Consolidation de la Paix en Centrafrique 2017-2021.

Sa rédaction assure par ailleurs un alignement des priorités nationales avec les agendas internationaux de développement, notamment l'agenda 2030 (Nations Unies) et l'Agenda 2063 (Union Africaine). D'autres rapports, documents et données, tel que ceux de la Banque Mondiale, du FMI, du Programme des Nations Unies pour le Développement, ont été utilisés pour la mise à jour des éléments chiffrés, pour autant que de telles données existent ou ont été mises à jour depuis.

Le Bureau du Coordonnateur Résident  
du Système des Nations Unies

## Acronymes

ABDH	Approche basée sur les droits Humains
AEF	Afrique Equatoriale Française
AME	Accords multilatéraux sur l'Environnement
APD	Aide Publique au Développement
APV	Accord de Partenariat Volontaire
BAD	Banque Africaine de Développement
BEAC	Banque des États de l'Afrique Centrale
BTP	Bâtiments & Travaux Publics
BCP	Bilan commun de pays (Common Country Assessment)
CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique
CDB	Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique
CEEAC	Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CEN-SAD	Communauté des États sahélo-sahariens
CICR	Confédération Internationale de la Croix Rouge
CIRGL	Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs
CPS/UA	Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine
CNT	Conseil National de la Transition
CSI	Cadre Stratégique Intérimaire
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réinsertion
DDRR	Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Rapatriement
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
ECASEB	Enquête Centrafricaine pour le Suivi-Evaluation du Bien-Etre
EFSA	Evaluation de la Sécurité Alimentaire en situation d'urgence
EUFOR	Force de l'Union Européenne en Centrafrique
EUNAM	Mission militaire européenne de conseil en Centrafrique
FACA	Forces Armées Centrafricaines
FCFA	Franc de la Coopération Financière Africaine
FED	Fonds Européen de Développement
FIDA	Fonds international pour le Développement Agricole
FLEGT	Forest Law Enforcement on Governance and Trade
FMI	Fonds Monétaire International
GESCO	Système de Gestion Informatisée de la Dépense
GIC-RCA	Groupe International de Contact en RCA
HCR	Haut-Commissariat aux Réfugiés
ICASEES	Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales
IDE	Investissement Directs Etrangers
IDH	Indice de Développement Humain
INDH	Institution Nationale des Droits de l'Homme
ISF	Integrated Strategic Framework
IST	Infections Sexuellement Transmissibles
ISDH	Indice Sexospécifique de Développement Humain
LRA	Lord Resistance Army
MICS	Multiples Indicators Cluster Survey (Enquête à Indicateurs Multiples)
MINUSCA	Mission multidimensionnelle Intégrée de Stabilisation des Nations Unies en Centrafrique
MISCA	Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique
ODD	Objectifs de Développement Durable
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisation de la Société Civile
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PFNL	Produits Forestiers Non-Ligneux
PIB	Produit Intérieur Brut

PIDCP	Pacte international relatifs aux droits civils et politiques
PIDESC	Pacte international relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels
PMT	Programme Management Team
PNIASAN	Programme national d'investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNPJ	Politique Nationale de Promotion de la Jeunesse
PRH	Plan de Réponse Humanitaire
PURD	Programme d'Urgence et de Relèvement Durable
PURSEP	Projet d'urgence de restauration des services publics
RCA	République centrafricaine
RCO	Bureau du Coordonnateur Résident (Resident Coordinator Office)
RCPCA	Plan de relèvement et de consolidation de la paix en Centrafrique
RDC	République Démocratique du Congo
REDD	Reducing Emissions from Deforestation and forest Degradation
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RNDH	Rapport National sur le Développement Humain
RSS	Réforme du Secteur de Sécurité
SDRASA	Stratégie de développement rural, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire
SNU	Système des Nations Unies
SODECA	Société de Distribution d'Eau en Centrafrique
TBS	Taux Brut de Scolarisation
THIMO	Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
UA	Union Africaine
UE	Union Européenne
UNCT	Equipe-pays des Nations Unies (UN Country Team)
UNDAF	Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UN Development Assistance Framework)
UNFPA	United Nations Population Fund
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VBG	Violence Basée sur le Genre
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine

## Résumé Exécutif

L'Équipe-pays des Nations Unies (UNCT) et la Mission de paix (MINUSCA) en RCA ont décidé d'élaborer un BCP complet pour informer le prochain UNDAF+ 2018-2022, dans la perspective d'une réponse coordonnée et intégrée aux multiples défis de développement du pays. L'originalité du présent bilan commun de pays est qu'il repose sur de larges consultations participatives ; une innovation que l'UNCT a décidé d'introduire dans la démarche méthodologique classique d'élaboration des BCP. Face à l'indisponibilité des données conventionnelles, ces consultations ont permis ainsi de recueillir des informations complémentaires sur les besoins des populations et leurs attentes.

Les résultats de ces consultations ont été confirmés en 2016 à la suite de nouvelles consultations organisées par le Gouvernement avec l'appui de la Banque mondiale, de l'Union Européenne et des Nations Unies (MINUSCA comprise) pour l'élaboration du Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA, 2017-2021). Ce document est le nouveau cadre d'intervention arrêté par le Gouvernement en matière de relèvement et de consolidation de la paix pour les 5 prochaines années.

### Analyse du contexte national

La RCA peine depuis son indépendance à poser les bases d'un système démocratique inclusif et durable. Le pays continue de s'illustrer par une instabilité politique chronique dont le dernier épisode est la prise du pouvoir par la force de mars 2013. Après une Transition politique, la tenue d'élections jugées libres, crédibles et transparentes a permis l'arrivée au pouvoir d'un nouveau Gouvernement leadership légitime. La situation sécuritaire reste préoccupante malgré une nette amélioration accalmie relative à Bangui et dans certaines villes du pays. Il en résulte des besoins humanitaires très pressants à côtés des nécessités de relèvement économique et social.

Sur le plan social, déjà classée 186<sup>ème</sup> sur 187 selon l'IDH en 2016, la RCA se retrouve dans une précarité aggravée du fait de la crise. Tous les secteurs sociaux sont touchés et la plupart des indicateurs sociaux se sont dégradés.

Sur le plan sociodémographique, les femmes ont un poids numérique plus important que les hommes. Elles sont également plus nombreuses à être pauvres. Les femmes sont en outre les plus touchées, par l'illettrisme, la faible scolarisation, le VIH/SIDA. En dépit des intentions affichées dans les textes et les actes politiques, le statut actuel de la femme centrafricaine ne la valorise pas encore sur le plan socioéconomique. Les jeunes quant à eux sont la couche de la société la plus vulnérable à l'heure actuelle. Ils sont pour la plupart, dans une situation caractérisée par la pauvreté, le chômage et le sous-emploi, l'analphabétisme, la prostitution et les risques y associés (IST, VIH/SIDA). Ils sont aussi les plus exposés aux risques sécuritaires au regard de leur effectif élevé dans les groupes armés et les différentes milices..

De cette analyse du contexte de la RCA, il ressort que la problématique de développement du pays se pose aujourd'hui, en termes :

- (i) de récurrence des conflits armés ;
- (ii) de persistance de besoins humanitaires ;
- (iii) de fragilité de l'Etat ;
- (iv) de rigidités structurelles de l'économie ;
- (v) d'insécurité alimentaire et de malnutrition ;
- (vi) d'extrême pauvreté ;
- (vii) d'accès et d'offres limités aux services sociaux ;
- (viii) de dégradation de l'environnement et de mauvaise gestion des ressources naturelles.

Analyse des problèmes majeurs de développement

En termes de droits de l'Homme, le contexte actuel de la RCA compromet la réalisation des droits suivants : (i) le droit à la paix ; (ii) le droit à l'assistance humanitaire ; (iii) le droit au développement ; (iv) le droit à l'alimentation, (v) les droits sociaux ; (vi) le droit à un environnement sain. Au-delà de ces droits spécifiques, ce sont tous les droits de l'Homme qui sont menacés par la fragilité de l'Etat et l'extrême pauvreté.

La description des manifestations de chacun de ces droits de l'Homme non-réalisés a permis de mettre en exergue une série de causes immédiates, sous-jacentes et profondes. Au nombre de ces causes, il sied de retenir :

- La faiblesse d'un leadership visionnaire et rassembleur ;
- La qualité insuffisante du débat politique axé sur les questions d'intérêt général ;
- l'incurie de l'armée et son insoumission au pouvoir politique ;

- la dégradation des valeurs morales, religieuses et civiques ;
- les faibles capacités de l'Etat à assurer ses fonctions régaliennes ;
- la prégnance de l'économie de cueillette ;
- la fragilité du cadre macroéconomique ;
- la léthargie des réformes majeures comme la RSS et le DDR ;
- la difficulté à traduire dans les faits les politiques publiques y compris les DSRP ;
- la mauvaise gouvernance caractérisée par l'exercice clanique du pouvoir, l'exclusion politique, l'absence d'une vision partagée de l'avenir, l'opacité dans la gestion des ressources financières et naturelles du pays ;
- les interférences néfastes des pays voisins ;
- les capacités insuffisantes de l'architecture de paix et de sécurité de l'UA et de ses relais régionaux.

L'analyse des capacités révèle que toutes les catégories d'acteurs qu'ils soient débiteurs d'obligations ou détenteurs de droits, manquent de capacités suffisantes pour créer les conditions nécessaires au respect, à la promotion et à la réalisation des droits humains en cause en RCA.

Ces manques de capacités peuvent être récapitulés comme suit :

- au niveau de l'Etat : (i) un leadership éclairé; (ii) une vision partagée de l'avenir ; (iii) la préservation de la paix, (iv) un régime politique inclusif; (v) un environnement institutionnel fondé sur les règles démocratiques et la primauté du droit; (vi) un cadre de gestion transparent, responsable, efficace et efficient des ressources financières et environnementales ;
- au niveau des Etats tiers, institutions financières et ONG internationales : (i) des approches harmonisées en matière d'aide au développement et d'assistance humanitaire; (ii) des interventions (programmes et projets) mieux alignées sur les systèmes nationaux; (iii) une assistance financière à la hauteur des besoins; (iv) des modalités d'intervention et des programmes de coopération qui contribuent davantage au renforcement de l'appropriation nationale ;
- au niveau des détenteurs de droits : (i) une connaissance suffisante des droits de l'Homme; (ii) une participation active aux affaires publiques des citoyens, du secteur privé et des OSC ; (iii) un pouvoir de revendication des droits et d'influence des processus décisionnels ; (iv) la culture de la paix ; (v) l'inclusion des groupes sociaux discriminés, notamment les femmes et les minorités ethniques ; (vi) la sécurité humaine dans toutes ses dimensions (politique, économique, alimentaire, sanitaire, environnementale, personnelle et communautaire).

### **Identification des domaines d'appuis prioritaires**

Le SNU dispose d'importants avantages comparatifs pour répondre adéquatement aux déficits des capacités des détenteurs de droits et des débiteurs d'obligations relativement aux droits de l'Homme en cause en RCA.

Son mandat, ancré dans le multilatéralisme consacré par les instruments du droit international, confère au SNU : une légitimité, une neutralité et des marges de manœuvre sans pareilles dans des situations post-confliktuelles comme celles de la RCA.

La présence intégrée de la MINUSCA aux côtés des agences de développement et d'action humanitaire est aussi un avantage du SNU en ce qu'elle favorise la synergie d'action au sein du système onusien tout en facilitant le dialogue politique entre les protagonistes nationaux.

C'est la raison pour laquelle, le choix des Nations Unies dans leur ensemble en RCA est d'élaborer un UNDAF+ qui regroupe l'ensemble des priorités stratégiques communes et offre un cadre coopératif pour l'équipe pays et la MINUSCA.

Enfin l'expertise technique avérée du SNU en maints domaines, ajoutée à l'expérience que lui confère une longue tradition de coopération avec la RCA, sont autant de capacités de réponse aux défis du développement dans le pays. Dans le contexte actuel de faiblesse institutionnelle généralisée, les Nations Unies, avec la MINUSCA et le Programme Alimentaire Mondial notamment, sont les seuls à disposer d'une capacité logistique qui permette d'atteindre et de porter assistance aux populations les plus démunies, les plus isolés dans les localités les plus reculées du pays.

Le SNU au regard de ses avantages comparatifs pourrait en conséquence, concentrer sa coopération sur la période 2017-2021 dans les trois domaines prioritaires ci-après qui répondent directement aux priorités du Gouvernement telles que définies dans le RCPCA : (i) paix sécurité et réconciliation nationale, (ii) le bien-être social et (iii) la transformation économique durable. Les thèmes suivants sont proposés comme thèmes transversaux : gouvernance, Droits humains, Egalité de genre et autonomisation de la femme, jeunesse, production et utilisation des données.

## Introduction

L'ensemble des Nations Unies en (Equipe pays et MINUSCA) en République centrafricaine (RCA) s'est engagée dans un exercice complet de Bilan Commun de Pays (BCP) pour tenir compte à la fois de la rareté d'études récentes sur les défis de développement présents et futurs du pays, ainsi que des grands changements provoqués par la crise et les initiatives des autorités nationales pour le relèvement et la consolidation de la paix. Le BCP permettra aux Nations Unies, en fonction de son avantage comparatif, de mieux rationaliser son appui en vue d'une réponse coordonnée aux multiples défis de développement en RCA. Le BCP doit en effet informer le processus d'élaboration du Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (PNUAD ou UNDAF) et orienter le positionnement des agences pour la période 2018-2021 en appui aux priorités de la RCA.

Au plan méthodologique, Le développement de l'UNDAF a été traditionnellement basé en RCA sur le DSRP alimenté par des données conventionnelles. Dans le contexte de la RCA d'alors, le DSRP avait été suspendu depuis plusieurs années, les données étaient soit inexistantes, soit obsolètes. Plus important encore, la crise avait fondamentalement bouleversé la nature des besoins prioritaires et le profil socioéconomique des populations. Celles-ci faisaient face à de nouveaux défis tels que la sécurité humaine, la résilience communautaire, la dégradation de l'environnement et l'effondrement des systèmes de fourniture des services sociaux de base.

L'approche novatrice de l'UNDAF+ en RCA a consisté dans la décision de l'Equipe pays de considérer les interventions de développement comme complémentaires des efforts de la Mission de paix (MINUSCA) et de l'Equipe Humanitaire. Le nouvel UNDAF+ doit assurer une articulation avec les acquis et les initiatives de l'appui humanitaire, de consolidation de la paix et de relèvement. Il a donc été décidé de mettre en œuvre un processus participatif, le plus large possible, pour compléter ou suppléer les défaillances des données et informations conventionnelles. Cette approche a donc commencé avec l'élaboration du BCP.

Les consultations ont été réalisées à l'échelle nationale entre septembre et novembre 2015. Le pays a été subdivisé pour la circonstance en 5 zones<sup>1</sup>. Les informations ont été recueillies aux moyens de 68 focus groups et de 176 entretiens individuels auprès de différents groupes cibles à savoir : les leaders d'opinion<sup>2</sup>, les groupes vulnérables<sup>3</sup> et/ou défavorisés<sup>4</sup>, les autorités locales<sup>5</sup>, les ONG<sup>6</sup> et les organisations à base communautaire<sup>7</sup>.

La démarche méthodologique quant à elle, a consisté en quatre (4) phases : les trois phases « classiques » du processus d'élaboration du BCP et la phase d'intégration des résultats des consultations participatives.

---

1 Zone 1 : les huit (8) arrondissements de Bangui ; zone 2 : Mbaïki, Berbarati, Bouar et Yaloké ; zone 3 : Kaga Bandoro, Ndélé et Birao ; zone 4 : Bossagoa, Bossembélé, Bozoum et Paoua ; zone 5 : Bambari, Bria, Mobaye et Bangassou.

2 Les leaders d'opinion sont : les chefs de groupes/chef de quartier, les confessions religieuses au niveau de la zone 1 (Bangui) et pour les autres zones, en plus des confessions religieuses, les têtes couronnées, les leaders traditionnels et les enseignants.

3 Les groupes vulnérables sont composés des : populations autochtones, des personnes ayant un handicap, des personnes âgées et de la population vieillissante, des filles et garçons de 25 ans au plus, les personnes vivant avec le VIH, les réfugiés et déplacés internes.

4 Les groupes défavorisés comprennent : les organisations de femmes, les travailleurs du secteur informel et les organisations de jeunes.

5 Les autorités locales sont un groupe cible pour les consultations réalisées dans les zones autres que celle de Bangui. Elles sont constituées des : préfets, sous-préfets, maires, chefs de groupe, de quartiers ou de villages).

6 Les ONG regroupent : les organisations de défenses des droits de l'Homme, les organisations caritatives, les ONG nationales et internationales intervenant dans le domaine du développement.

7 Les organisations à base communautaire sont des groupements communautaires, ou des organisations de base et/ou locales.

Ainsi la 1<sup>ère</sup> phase du processus a porté sur l'analyse du contexte national. Les conclusions de cette analyse ont été discutées, amendées et validées par les différentes parties prenantes au processus du BCP, le 06 août 2015 à l'issue d'un atelier qui a en outre servi à l'identification de façon participative, des problèmes majeurs de développement de la RCA.

Il ressort de cet atelier que la problématique de développement en RCA se pose aujourd'hui en termes de : (i) récurrence des conflits armés ; (ii) persistance de besoins humanitaires ; (iii) fragilité de l'Etat ; (iv) rigidités structurelles de l'économie ; (v) insécurité alimentaire et malnutrition ; (vi) extrême pauvreté ; (vii) accès et offre limités aux services sociaux ; (viii) dégradation de l'environnement et mauvaise gestion des ressources naturelles.

Conformément à l'approche basée sur les droits de l'Homme (ABDH), chaque problème ainsi identifié a été énoncé, comme suit : (i) droit à la paix violé ; (ii) droit à l'assistance humanitaire insuffisamment réalisé ; (iii) droits de l'Homme entravés par la fragilité de l'Etat ; (iv) droit au développement dénié ; (v) droit à l'alimentation menacé ; (vi) droits de l'Homme compromis par l'extrême pauvreté ; (vii) droits sociaux non-réalisés ; et (viii) droit à un environnement sain insuffisamment promu.

Au cours de la 2<sup>ème</sup> phase, chaque droit de l'homme non-réalisé a fait l'objet d'une analyse approfondie suivant les aspects ci-après : (i) l'exposé du droit ou des droits de l'Homme en cause ; (ii) les manifestations de la non-réalisation de ce droit ou de ces droits ; (iii) les causes immédiates, sous-jacentes et profondes d'une telle situation ; (iv) les acteurs (à savoir les débiteurs d'obligations et les détenteurs de droits) leurs rôles et les capacités dont ils ont besoin pour la réalisation du droit (ou des droits) de l'Homme en question.

La 3<sup>ème</sup> phase du processus a été consacrée à l'identification des domaines prioritaires dans lesquels le SNU pourrait concentrer ses appuis. Quatre domaines ont été retenus pour la coopération entre le SNU et la RCA sur la période 2018-2021 à savoir : (i) paix et sécurité ; (ii) bonne gouvernance ; (iii) bien-être humain, (iv) transformation économique durable.

La 4<sup>ème</sup> phase a consisté à étayer chacune des 3 phases précédentes par les résultats des consultations participatives et les recommandations des mécanismes des droits de l'Homme des Nations à la RCA. Ainsi, l'appréhension qu'ont les populations des principaux problèmes de développement auxquels elles sont confrontées, a servi à enrichir l'analyse du contexte national ; la perception qu'elles ont des causes à l'origine de ces problèmes a été prise en compte dans l'analyse causale ; et leurs attentes ont été intégrées aux domaines prioritaires d'appuis futurs du SNU.

L'élaboration de ce BCP a commencé en 2015 et devait servir à l'élaboration de l'UNDAF+ 2017-2021. Toutes les étapes avaient alors été couvertes et le document final partagé avec le Gouvernement en décembre 2015. Entre-temps, les troubles socio-politiques de septembre-octobre 2015 avaient conduit le Gouvernement et l'équipe pays des Nations Unies à s'entendre pour reporter le processus d'élaboration de l'UNDAF à une période plus propice. Un Cadre stratégique intérimaire (CSI) avait alors été élaboré pour couvrir la période 2016-2017.

En 2016, le Gouvernement a décidé de conduire une évaluation des besoins en relèvement et consolidation de la paix en RCA. Cet exercice soutenu par les Nations Unies, la Banque Mondiale et l'Union Européenne a comporté une phase de large consultation à tous les niveaux (politiques, national, régional, local et communautaire). Les résultats de ces consultations ont largement recoupé ceux des consultations menées en 2015. Les principaux problèmes et leurs causes profondes restent les mêmes avec une tendance à l'aggravation. L'évaluation a permis l'élaboration du Plan national de relèvement de consolidation de la paix en RCA (RCPCA). Le RCPCA tient lieu

de cadre stratégique de relèvement et de consolidation de la paix pour les 5 prochaines années (2017-2021). En conséquence, autant il ne s'est pas avéré utile de reprendre ces consultations, autant, l'impératif de revoir le BCP pour l'aligner sur le RCPCA était incontournable. Le présent document est donc une mise à jour parfois substantielle du BCP initié en 2015.

Outre l'introduction, il s'articule autour de trois parties : (i) l'analyse du contexte général du pays; (ii) l'analyse des problèmes majeurs de développement ; et (iii) l'identification des domaines prioritaires d'appui des Nations Unies (Equipe pays et MINUSCA). Une attention est portée sur les risques, les opportunités et les suppositions majeurs.



## 1.2. Démographie

Selon les projections<sup>9</sup> du recensement général de la population et de l'habitation (RGPH 2003), la population centrafricaine est estimée en 2015, à 4 953 000 habitants, dont 40% environ vivent en zone urbaine<sup>10</sup>.

La RCA est un pays à faible densité de population: en moyenne 8 habitants au km<sup>2</sup> avec cependant des disparités. Le nord-est est relativement sous-peuplé avec une densité de moins d'un habitant au km<sup>2</sup> dans la préfecture de la Bamingui-Bangoran. Avec un peu plus de 17 habitants au km<sup>2</sup>, la densité de la préfecture de la Basse-Kotto est plus de 2 fois au-dessus de la moyenne nationale. La capitale Bangui a une densité estimée à 12 220 habitants/km<sup>2</sup> en 2014.

### Principales villes de Centrafrique

No	Nom	Préfecture	Habitants	No	Nom	Préfecture	Habitants
1	Bangui	Bangui	839 081	11	Boda	Lobaye	31 295
2	Bimbo, Bégoua	Ombella-M'Poko	180 643	12	Sibut	Kémo	29 892
3	Berbérati	Mambéré-Kadéï	95 840	13	Kaga-Bandoro	Nana-Grébizi	29 706
4	Carnot	Mambéré-Kadéï	60 684	14	Mbaïki	Lobaye	26 774
5	Bambari	Ouaka	53 835	15	Bozoum	Ouham-Pendé	25 640
6	Bouar	Nana-Mambéré	49 254	16	Batangabo	Ouham	21 613
7	Bria	Haute-Kotto	45 993	17	Paoua	Ouham-Pendé	20 227
8	Bossangoa	Ouham	44 492	18	Ippy	Ouaka	20 058
9	Nola	Sangha-Mbaéré	40 614	19	Bocaranga	Ouham-Pendé	19 111
10	Bangassou	Mbomou	39 611	20	Kabo	Ouham	18 471

Projection de la population urbaine en 2015<sup>11</sup>

La répartition par sexe montre que les femmes représentent 50,7%<sup>12</sup> de la population totale. Les proportions d'enfants de moins de 5 ans et de 5 à 14 ans sont respectivement de 17,3% et 22,7%. Plus de 60% de la population à moins de 25 ans.

L'espérance de vie à la naissance est estimée à 45,1 ans, en dessous de la moyenne africaine qui est de 51,9 ans en 2014, selon l'Observatoire des Inégalités.

Le taux de fertilité totale (nombre de naissance par femmes) est de 4.28<sup>13</sup>, et avec un taux de croissance aux alentours de 2%<sup>14</sup>, la population du pays doublerait tous les 35 ans.

## 1.3. Culture et Religions

Les deux langues principales de la République centrafricaine sont le français, utilisé dans l'administration et dans l'enseignement, et le sango. Le pays compte plus de quatre-vingts ethnies parlant chacune une langue différente. Le sango, la langue véhiculaire, représente une vraie langue de communication, largement partagée dans le pays pour commercer et échanger. Il n'est cependant pas parlé par les populations du Nord, région à dominante musulmane. D'après le recensement de 2003, les principales religions en République centrafricaine sont le christianisme (80,3% - dont protestantisme 51,4% et catholicisme 28,9%), l'islam (10,1%), et l'animisme (9,6%). Un corpus de croyances ancestrales se superpose aux religions modernes<sup>15</sup>, avec des pratiques et rituels spécifiques, en particulier pour les grands événements de la vie. C'est ainsi que des événements inexplicables (ou pour lesquels les pratiques n'ont pas désigné de "coupable"), tel qu'un décès soudain par exemple, peuvent générer des suspicions voire des accusations de sorcellerie. Ces désignations ou accusations pouvant conduire jusqu'à la mort.

<sup>9</sup> RCA – Ministère de la Santé et de la Population – Politique Nationale de la Santé de la Reproduction – Juin 2015

<sup>10</sup> Source Banque Mondiale 2015

<sup>11</sup> Source OCHA 2015

<sup>12</sup> Source: Banque Mondiale 2015

<sup>13</sup> Source Banque Mondiale 2014

<sup>14</sup> Source: Banque Mondiale 2015

<sup>15</sup> Moderne doit s'entendre ici au sens utilisé pour qualifier l'histoire moderne.

## 1.4. Faune et Flore

La variété des écosystèmes (terrestres, aquatiques et agricoles) de la RCA lui confère une biodiversité assez riche. Le nombre d'espèces de plantes vasculaires dénombrées en matière de flore, de ressources ligneuses et herbacées est estimé à plus de 3 600. La zone forestière du pays regorge d'environ 208 espèces de mammifères dont 2 espèces endémiques et 2 espèces menacées d'extinction dont les éléphants; 668 espèces d'oiseaux dont 2 espèces menacées; et 25 familles de reptiles. On trouve aussi des protozoaires, des annélides, des mollusques, des crustacés et des vertébrés tels que les poissons, les amphibiens. La richesse faunique du pays est concentrée dans les zones cynégétiques du nord-est, donnant à cette région une vocation touristique. Cette richesse est constituée d'une multitude d'espèces au nombre desquelles des lycaons, des léopards, des guépards, des lions, des éléphants, des hippopotames, des girafes, le buffle de forêt, le bongo, les gorilles des plaines de l'ouest. Les écosystèmes aquatiques sont également le réservoir d'une faune riche et diversifiée. En matière de ressources halieutiques, les bassins du Chari et du Logone abritent 195 espèces de poissons et le bassin de l'Oubangui, 206. Les aires protégées représentent plus de 11% du territoire national soit 68.817 km<sup>2</sup>, dont trois d'entre elles sont considérées comme patrimoine mondial<sup>16</sup>.

## 1.5. Organisation Administrative

L'organisation administrative de la RCA, s'articule autour de 7 régions, 16 préfectures, 71 sous-préfectures et 2 postes de contrôle administratif et 175 communes, et environ 10 000 villages, quartiers de villes. Bangui, est une commune séparée.

Régions	Bangui	
(préfectures)	Plateau (Ombella-M'Poko, Lobaye)	Kagas (Kemo, Nana-Gribizi, Ouaka)
	Équateur (Sangha-Mambere, Mambere-Kadei, Nana-Mambere)	Fertit (Bamingui-Bangoran, Vakaga, Haute-Kotto)
	Yadé (Ouham-Pende, Ouham)	Haut-Oubangui (Basse-Kotto, Mbomou, Haut-Mbomou)



<sup>16</sup> Il s'agit de la réserve de la biosphère de basse Lobaye, le parc national ManovoGounada Saint Floris et le complexe du parc national de Dzabga Ndoki et la Réserve de Dzanga Sangha.

## II- Analyse basée sur les droits (les problèmes majeurs de développement)

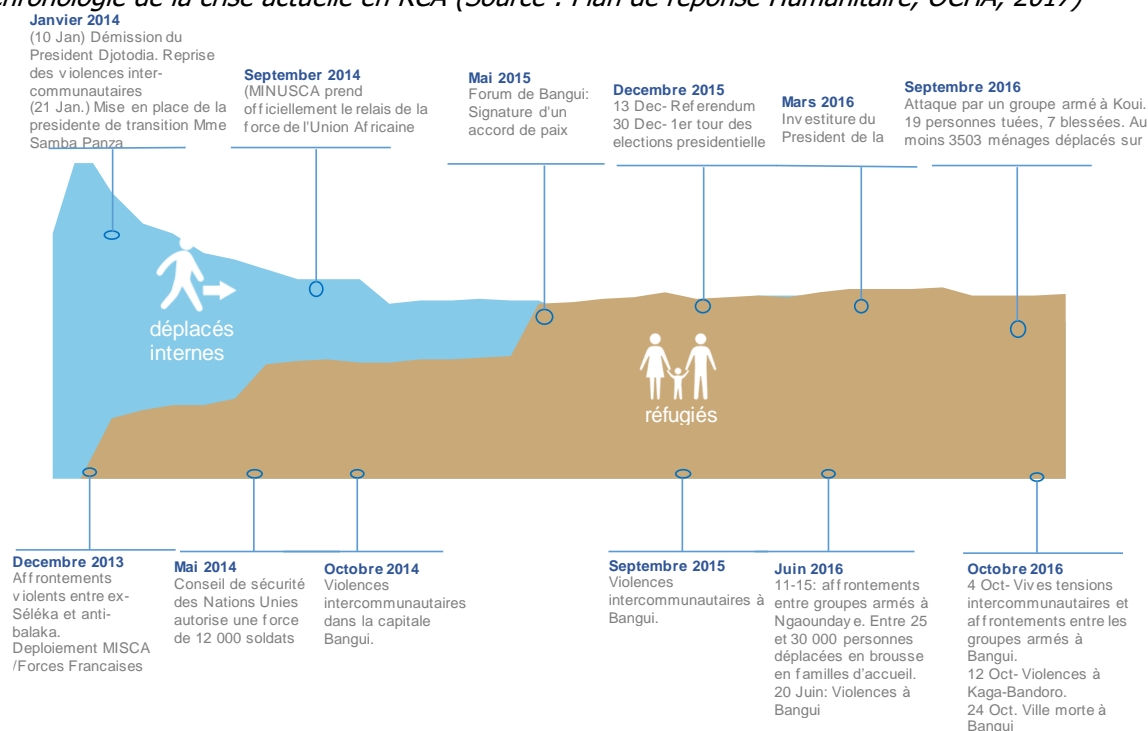
Les analyses effectuées ont permis de mettre en exergue quatre grands domaines dans lesquels l'absence de droit et le déni de justice sont criards et forment la trame même des conflits multiformes et récurrents qu'à en commun le pays. Ce sont (i) la sécurité, la paix et la gouvernance, (ii) le bien-être social, (iii) l'inclusion économique et la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles, (iv) les questions transversales (Droits de l'Homme, égalité des genres et jeunesse)

### 2.1. Paix, justice Sécurité et cohésion sociale

#### 2.1.1. ETAT DES LIEUX

De par sa position géographique, la RCA devait jouer un rôle majeur dans le développement des échanges sous régionaux et régionaux. Mais les crises politico-militaires récurrentes depuis plus de deux décennies, l'empêchent de valoriser cette opportunité<sup>17</sup>. La RCA subit les contrecoups de son voisinage régional réputé instable en raison de la persistance des conflits au Darfour et en RDC, de la guerre civile au Soudan du Sud, des exactions de la Lord Resistance Army (LRA), ainsi que des indices<sup>18</sup> d'une présence de la secte *Boko Haram* dans les régions frontalières avec le Cameroun. Ces facteurs externes ne sont toutefois pas les seuls.

*Chronologie de la crise actuelle en RCA (Source : Plan de réponse Humanitaire, OCHA, 2017)*



L'année 2016 a accentué la tendance à la stabilisation de la situation politique initiée en 2015. Le Forum de Bangui (4-11 mai 2015)<sup>19</sup> avait donné la pleine mesure de l'aspiration des populations centrafricaines à la paix et à la réconciliation nationale. La rencontre avait mobilisé 700 délégués représentant l'ensemble des forces vives de la RCA issues des 71 sous-préfectures du pays aux côtés des représentants de la diaspora, des acteurs politiques, économiques, société civile, secteur privé, PTFs, etc. Les discussions ont notamment porté sur les thèmes de la gouvernance, paix, justice, sécurité et développement social et économique. Les participants au forum se sont unanimement engagés dans un

<sup>17</sup> Cf. République Centrafricaine – Programme d'Urgence et de Relèvement Durable – Septembre 2014

<sup>18</sup> Cf. Publication de Centrafrique libre du 29 avril 2013

<sup>19</sup> Rapport du Forum national de Bangui, document PNUD, 2015

Pacte Républicain pour la paix, la réconciliation nationale et la reconstruction de la République centrafricaine.

L'élan pris au cours de cette rencontre et les dispositions du Pacte républicain vont inspirer l'élaboration d'une nouvelle constitution adoptée en novembre de la même année suivie des élections présidentielles et législatives de 2015-2016. Il en résultera un nouveau parlement et un nouvel Exécutif. L'investiture du président Faustin-Archange Touadéra le 30 mars 2016 et la mise en place de l'Assemblée Nationale le 3 mai 2016, ont officiellement mis fin à près de trois années de transition politique. Mais la RCA venait de très loin.

Le pays est indépendant depuis août 1960, qui connaît depuis des crises politiques récurrentes. En 55 années d'indépendance, aucun des huit<sup>20</sup> présidents qu'a connus la RCA n'est allé au terme de son mandat. Ils ont tour à tour été renversés par un coup d'Etat. En définitive, l'accession, le maintien ou la chute du pouvoir s'opère par la force en Centrafrique.

Le 1<sup>er</sup> coup d'Etat remonte à **1966**. Il porta Jean Bedel Bokassa au pouvoir à la place de David Dacko, premier Président de la RCA. En 1976, Bokassa se fit couronner Empereur sous le nom de Bokassa 1<sup>er</sup>, et la République devint Empire. En 1979, une intervention militaire française (opération Barracuda) mit fin à son règne d'Empereur et ramena David Dacko au pouvoir qui restaura la République. Un 2<sup>ème</sup> putsch eu lieu en **1981** par lequel le général Kolingba s'installa au pouvoir.

Le vent de démocratisation du début des **années 90** a également soufflé sur la RCA. Le multipartisme fut réinstauré en 1991 et le pays connut ses premières élections pluralistes en 1993. Les deux constitutions adoptées dans la foulée (respectivement en 1994<sup>21</sup> puis en 2004<sup>22</sup>), posèrent les bases d'un régime démocratique, consacrant la séparation des pouvoirs, garantissant les libertés fondamentales à travers la reconnaissance des droits du citoyen et l'expression plurielle.

Cette évolution politique s'est accompagnée d'une prise de conscience de la nécessité du respect des principes universels des droits de l'Homme. Mais cette expérience démocratique a été en permanence perturbée par des mutineries, des coups d'Etat, des insurrections armées, installant le pays dans une instabilité politique chronique.

Les crises politico-militaires vont véritablement s'exacerber à partir de 1993 et se reproduire de façon cyclique tous les 10 ans. Elles prendront diverses formes : les mutineries, les coups d'Etat, des rébellions et des incursions de groupes armés sur le territoire centrafricain. La RCA va ainsi connaître cinq mutineries<sup>23</sup> dont trois sur la seule année 1996.

Après les mutineries, vint l'époque des rebellions armées. Celles de 2003 et de 2013 vont conduire au renversement du pouvoir en place.

**Années 2000:** Vers la fin de l'année 2005 et tout le long des années 2006 et 2007, la RCA était devenue un foyer de rebellions permanentes.

Les groupes armés sévissaient sur la quasi-totalité du territoire. Le nord-ouest jusqu'à une période récente était dominé par des factions politico-militaires qui ont pendant longtemps défié le pouvoir central avant de cesser les hostilités en 2008/2009 dans le cadre d'un processus de désarmement, démobilisation, réinsertion (DDR). Le nord-est est sous le contrôle de groupes armés divers qui continuent de dicter leur loi, profitant à la fois du vide laissé par l'Etat, de l'enclavement de la région et des conflits armés au Darfour et au Sud-Soudan. Le sud-est du pays demeure en proie aux incursions récurrentes de la LRA avec son cortège d'exactions et de violences sur les populations civiles.

C'est dans ce contexte que la coalition politico-militaire de la *Séléka*<sup>24</sup> a déclenché son offensive armée, qui a créé un contexte inédit de très grande instabilité tant au plan politique que sécuritaire.

---

<sup>20</sup> Huit présidents en 55 ans d'indépendance dont trois furent ou étaient Chefs d'Etat-major au moment où ils prenaient le pouvoir, c'est-à-dire des militaires hauts gradés de l'armée.

<sup>21</sup> Cf. référendum constitutionnel du 28 décembre 1994

<sup>22</sup> Cf. référendum constitutionnel du 05 décembre 2004

<sup>23</sup> La première mutinerie remonte en 1993. Les trois suivantes ont eu lieu la même année 1996 et la 4<sup>ème</sup> en 1997. Toutes ces mutineries sont intervenues sous un même Président qui par la suite, en 2001 et 2002, va encore subir deux tentatives de coups d'Etat.

<sup>24</sup> Selon la définition de l'organisation Human Rights Watch, la *Séléka* ("alliance" en Sango) est un mouvement rebelle majoritairement musulman composé de différentes factions aux liens lâche.

En **décembre 2012**, plusieurs villes du pays, au nord et au centre notamment, passent sous le contrôle de la *Séléka*. Pour résoudre la crise, un cessez-le-feu et un accord politique ont été signés le 11 janvier 2013 à Libreville, par le gouvernement centrafricain, la *Séléka* et les partis de l'opposition démocratique sous l'égide de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, de l'Union africaine et des partenaires au développement, les Nations Unies en tête. Les accords de Libreville prévoyaient la nomination d'un gouvernement d'union nationale et l'organisation d'élections anticipées.

Les hostilités ne se sont pas pour autant terminées. La *Séléka* entre dans Bangui le 24 **mars 2013** après avoir étendu son emprise sur la quasi-totalité du pays, provoquant le départ du Président de la République et la chute du régime en place.

L'ordre constitutionnel en vigueur est remis en cause: le leader de la coalition politico-militaire de la *Séléka* prend les rênes du pouvoir et s'autoproclame chef de l'Etat; il suspend la Constitution de mars 2004 entraînant la dissolution de fait de l'Assemblée Nationale et des autres institutions républicaines (Cour Constitutionnelle, Conseil d'Etat...). La communauté internationale (Union Africaine, Nations Unies, Union Européenne, France, Etats-Unis, etc.) condamne la prise du pouvoir par la force et prône le retour aux accords de Libreville<sup>25</sup>.

**Avril 2013:** Pour combler le vide institutionnel né de la suspension de la Constitution, et surtout, permettre au pays "de retrouver la stabilité et l'ordre constitutionnel grâce à la tenue d'élections libres, crédibles et transparentes"<sup>26</sup>, un organe législatif a été mis en place: le Conseil National de la Transition (CNT) dont le premier acte a été l'élection du leader de la coalition *Séléka* comme Chef de l'Etat.

Par la suite le 4ème sommet extraordinaire des Chefs d'Etat de la CEEAC tenu à Ndjamena le 18 avril 2013 va légitimer cette élection et reconduire le Premier Ministre nommé suite aux accords de Libreville, comme Chef du Gouvernement d'Union Nationale de Transition. Au cours de ce même sommet, une feuille de route définissant un cadre politique de transition a été adoptée, soutenue par la communauté internationale et acceptée par les principaux responsables et acteurs politiques.

Son application a conduit le pays à l'adoption d'un Code Electoral et d'une Charte constitutionnelle ainsi qu'à la mise en place d'une Cour Constitutionnelle de transition. C'est sur cette base que le Chef d'Etat de transition a été élu, et qu'un Premier ministre, Chef de Gouvernement a été nommé. En outre, la feuille de route prévoit la tenue d'élections présidentielle et législative dans un délai de 18 mois porté ensuite à 24, en même temps qu'elle prescrit l'inéligibilité des responsables de la transition à ces différentes consultations.

Quelques mois après la mise en place des organes de transition, la situation sécuritaire du pays s'est fortement dégradée avec des violences intercommunautaires déclenchées le **05 décembre 2013** dans la capitale, par la milice armée Anti-balaka<sup>27</sup>. Le Chef d'Etat de transition et le Premier Ministre, minés par des contradictions internes, ont très tôt été dépassés par ces événements. C'est sans surprise qu'au sommet extraordinaire de Ndjamena, des 9 et 10 janvier 2014, les chefs d'Etat de la CEEAC entérinent leur démission.

Le **20 janvier 2014**, le Conseil National de Transition (CNT) procède à l'élection d'un nouveau chef d'Etat de transition, Mme Catherine Samba-Panza, suivie de la nomination d'un nouveau Premier ministre, consacrant ainsi une nouvelle étape dans la transition en RCA. Le 28 janvier 2014, un nouveau Gouvernement est formé. La feuille de route issue des accords de Libreville, a été recadrée pour mettre l'accent sur l'organisation des élections comme solution de sortie de crise. Les nouvelles priorités de la Feuille de route s'articulent alors autour de la gouvernance politique, de la sécurité et la consolidation de la paix, de la relance économique et, de l'assistance humanitaire.

En raison de ce recadrage, les autorités de la transition, de commun accord avec la communauté internationale, ont repoussé la fin de la transition de février 2015 à fin août 2015, date de l'installation des nouvelles autorités issues des élections. Le 23 juillet 2014, les représentants de la *Séléka* et des Anti-Balakas signaient un accord de cessation des hostilités à Brazzaville, sous l'égide du président du Congo. Dans cet accord les parties s'engagent à "s'impliquer dans le processus de la réconciliation nationale, et à renoncer à tout projet de partition de la RCA". C'est cet accord qui ouvre la voie aux

<sup>25</sup> Ces accords regroupent trois documents : (i) une déclaration de principe sur la résolution de la crise politique et sécuritaire du pays ; (ii) un accord de cessez-le-feu ; et (iii) un accord politique.

<sup>26</sup> République Centrafricaine – Feuille de route du Gouvernement de Transition (Version recadrée) – Octobre 2014

<sup>27</sup> Les anti-balaka, un rassemblement de combattants armés principalement chrétiens et animistes qui cultivent une haine farouche des musulmans, ont combattu la *Séléka* et visé des civils musulmans, de même que, de plus en plus, d'autres personnes perçues comme trop proches des musulmans ou ne soutenant pas les anti-balaka (Human Rights Watch)

larges consultations populaires, à la tenue du Forum de Bangui en mai, et en **décembre 2015**, à la tenue du Referendum Constitutionnel et des élections présidentielles et législatives. La Constitution contient des dispositions appelant à des élections municipales et régionales en 2017.

Aujourd'hui, la stabilité a été progressivement restaurée, avec le soutien de la communauté internationale. Bien que la population prenne peu à peu conscience que le statut de victime n'est pas l'apanage d'une seule communauté, et désire ardemment la fin du conflit, la situation reste fragile et l'insécurité chronique continue d'entraver le redéploiement de l'administration publique et des agents de l'État, et perpétue la crise sécuritaire, humanitaire, sociale et économique.

Les violences de juin à Ngaoundaye, l'attaque par un groupe armé en septembre à Koul faisant 19 morts, les affrontements armés à Bangui et les violences à Kaga-Bandoro en octobre 2016, illustrent cette volatilité. En novembre 2016, un nouveau groupe armé, le R3 (Retour, Réclamation et Réhabilitation)<sup>28</sup> aurait tué 50 civils et violé femmes et filles, dans les sous-préfectures de Bocaranga et de Kouï dans la province d'Ouham Pendé, ce qui a généré le déplacement de 17 000 personnes environ<sup>29</sup>. Cependant, la composition sociologique et historique des groupes armés, et le fait que les populations se désolidarisent de ceux-ci, constituent des facteurs importants de résilience qui peuvent contribuer à la réduction de la violence et à la réconciliation. Quoiqu'il en soit, les gains politiques engrangés depuis le Forum de Bangui restent très fragiles et vulnérables tant que la situation sécuritaire est volatile.

### **2.1.2. LA NEGATION DES DROITS**

#### **2.1.2.1- Les causes du problème**

*L'insécurité* est devenue au fil du temps un trait caractéristique de la RCA. Elle constitue pour les différents groupes-cibles interrogés lors des consultations participatives, le principal obstacle à la satisfaction des besoins fondamentaux dans le pays. Cette insécurité revêt plusieurs formes.

Il y a tout d'abord les entraves à la libre circulation des personnes et des biens qui sont le fait de bandits de grands chemins appelés *Zaraguinas* ou encore coupeurs de route. Ils opèrent sur les différents corridors et autres grands axes routiers du pays. Leurs cibles sont les transporteurs, les convoyeurs de fonds, les commerçants et les éleveurs. Cette insécurité affecte non seulement les populations civiles mais a aussi des conséquences sur le niveau général des prix et la compétitivité extérieure globale du pays. Il y a ensuite l'insécurité politique entretenue par tous les régimes qui se sont succédés depuis 1980. Elle se traduit par des répressions systématiques d'opposants, portant atteinte au droit à la vie et à l'intégrité physique de ces derniers, ainsi qu'à leurs biens. Des actes qui ont contribué à saper la cohésion nationale, creuser les clivages politiques et semer un sentiment de terreur au sein des populations civiles. Il y a enfin l'insécurité civile provoquée par les combats fréquents entre l'armée régulière et les groupes rebelles dans tous les foyers d'insurrection du pays à savoir: le nord-ouest, le centre-nord et le nord-est. Cette forme d'insécurité expose en permanence les populations civiles de ces régions à des violences physiques tout en affectant l'efficacité des services publics.

En lien avec les conflits armés récurrents, la situation sécuritaire de la RCA est aussi marquée par la succession depuis les mutineries de 1996, de nombreuses missions internationales de maintien de la paix consécutives aux nombreux accords inter-centrafricains et résolutions de l'ONU. Se sont ainsi succédés : la MISAB (1997-1998); la MINURCA (1998-2000); le BONUCA (2000-2010); la FOMUC (2002-

---

<sup>28</sup> Le mouvement 3R est apparu à la fin de 2015 pour protéger la communauté Peul, minoritaire dans la région, contre les attaques des milices anti-balaka.

<sup>29</sup> Source: Human Rights Watch

2008); la MICOPAX (2008-2013); le BINUCA (2010-2014), et maintenant la MINUSCA<sup>30</sup>. Il faut également mentionner la propension systématique des présidents successifs à l'externalisation de la sécurité du pays en faisant appel à des forces alliées étrangères ou à des agences privées, fragilisant davantage une armée de moins en moins loyale, tout en la privant de sa prérogative essentielle de garante des institutions civiles et de défense de l'intégrité territoriale.

**La mal-gouvernance** - L'Etat centrafricain a très tôt affiché son incapacité à promouvoir l'intérêt général. Aux détournements de fonds publics du début des années soixante par une classe de fonctionnaires, va se substituer un accaparement systématique des ressources minières (notamment le diamant) par les dirigeants successifs au plus haut sommet de l'Etat. Les principes démocratiques vont être bafoués, notamment la séparation des pouvoirs. L'autocratie va progressivement s'ériger en système de gouvernement sur fond de népotisme et de clientélisme, et atteindre son summum avec la transformation de l'Etat républicain de Centrafrique en un Etat impérial en 1977. Depuis plus d'une vingtaine d'années l'Etat centrafricain fait face à l'incapacité de sécuriser ses frontières, d'assurer son autorité dans toutes les régions administratives du pays, de construire un Etat de droit, d'exercer son contrôle sur ses ressources naturelles, et de fournir adéquatement les biens publics et les services collectifs aux populations. L'Etat n'a également pas été en mesure de construire une armée républicaine, politiquement neutre et garante de l'intégrité territoriale. L'armée est actuellement organisée sur des bases tribales et sert tour à tour, d'instrument d'accession au pouvoir, d'outil de revendication politique, de répression de l'opposition et de violence contre la population civile. L'incapacité de l'Etat centrafricain à mobiliser des ressources propres suffisantes pour couvrir ses dépenses de souveraineté est manifeste. Les déficits budgétaires et l'accumulation d'arriérés de paiement rythment la gestion des finances publiques en RCA. Les tensions fréquentes de trésorerie qui en résultent, empêchent l'Etat de payer les salaires, les bourses et les pensions, provoquant des grèves de fonctionnaires ou d'étudiants ainsi que des mutineries dans les rangs de l'armée. La gabegie et la corruption ont été les marqueurs de tous les régimes successifs de la Centrafrique, privant l'Etat des ressources dont il a besoin pour fournir les services publics aux populations.

La RCA est sous-administrée en raison de la faible présence de l'Etat au-delà de Bangui. Faute de moyens, les services déconcentrés sont inopérants dans les subdivisions de l'Etat sous leur tutelle. La couverture du territoire national en services publics (éducation, santé, eau potable, assainissement de base) est faible. L'accès des populations à l'état civil est fonction de l'assiduité à leur poste des agents de l'Etat dans les circonscriptions administratives. Le manque d'infrastructures adéquates de transports maintient une bonne partie du pays dans l'isolement. Ainsi, hors du contrôle de l'Etat, certaines régions du pays (comme tout l'est de la RCA) sont devenues des zones de non-droit livrées aux groupes armés. L'Etat n'a pas une parfaite connaissance des sites miniers ouverts à travers le pays, ni des zones cynégétiques. Du fait de la contrebande et du braconnage quasi quotidiens, une grande partie de la production des mines et de la chasse échappe aux saisies statistiques, de même que les importants flux financiers illégaux générés par ces activités. L'Etat peine en outre à sécuriser ses frontières qui n'existent que de nom, en étant un lieu privilégié pour le trafic et les commerces illicites les plus divers.

---

<sup>30</sup> MISAB: La Mission interafricaine de Surveillance des Accords de Bangui a été créée le 31 janvier 1997 et a été déployée du 8 février 1997 au 15 avril 1998.

MINURCA: La Mission des Nations Unies en République Centrafricaine a été créée le 27 mars 1998 par l'ONU et a été déployée du 15 avril 1998 au 1er février 2000 en remplacement de la MISAB.

BONUCA: Le Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine entre en activité le 15 février 2000 pour remplacer la MINURCA sur le plan politique. Ses opérations ont pris fin le 1<sup>er</sup> janvier 2010 alors que le BINUCA entrait en activité.

FOMUC: La Force Multinationale en Centrafrique a été créée le 2 octobre 2002 par les États membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), et a remplacé la MINURCA sur le plan sécuritaire jusqu'au 12 juillet 2008.

MICOPAX: La Mission de consolidation de la paix en Centrafrique a été créée par les États membres de la CEMAC et a officiellement remplacé la FOMUC le 12 juillet 2008.

MISCA: La Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique sous conduite Africaine a pris le relais de la MICOPAX le 19 décembre 2013.

BINUCA: Le Bureau Intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en RCA qui prend la place du BONUCA à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010

MINUSCA: La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la RCA qui succède au BINUCA depuis le 15 septembre 2014.

L'État centrafricain a aussi montré son incapacité à rendre efficacement la justice à ses populations. Souvent inféodé au pouvoir en place, le système judiciaire est reconnu comme étant corrompu et partial au détriment des pauvres. Le sentiment d'impunité qui règne dans l'opinion est l'illustration de l'incapacité du système, à jouer son rôle de préservation des droits des citoyens, de protection de leur sécurité et de garante du respect de la loi. La crise qu'a traversée le pays au cours des dernières années, a en outre durement affecté l'institution judiciaire avec les saccages de palais de justice et des maisons d'arrêts ajoutés au repli sur Bangui des fonctionnaires de justice de l'intérieur du pays. De plus les conflits et crises armées ont fait que beaucoup de fonctionnaires ont quitté leur poste en Province<sup>31</sup>, créant ainsi des déserts administratifs et judiciaires d'une part, et ouvrant la porte à des systèmes parallèles, exactions et impunités d'autre part. Le système des chefferies traditionnelles a été dénaturé avec le temps, privant les communautés de ce premier échelon administratif qui permettait de régler à l'amiable les litiges et les griefs au sein des communautés ou entre elles.

L'Etat protecteur n'existe pas pour la plupart des personnes interrogées lors des consultations participatives. Face à l'insécurité et quelle que soit la région, point de recours : c'est un vide sécuritaire dont profitent les rebelles et autres milices. Les populations se sentent ainsi abandonnées, livrées à leur sort et à la merci des groupes armés non conventionnels. C'est dans cette situation qu'est survenu le changement politique de mars 2013 et les violences qui s'en sont suivies. Des exactions de tous genres, attribuées aussi bien aux ex-combattants *Séléka* qu'aux miliciens *Anti-balakas*, se sont particulièrement intensifiées et généralisées sur tout le territoire centrafricain à partir de décembre 2013 et ont failli basculer le pays dans une fracture religieuse et ethnique.

Des tensions intercommunautaires, des incendies volontaires à motivation religieuse, des violations du droit international humanitaire ainsi que des atteintes graves aux droits humains ont été commises notamment, "les exécutions extra-judiciaires, les disparitions forcées, les arrestations et détentions arbitraires, les actes de tortures, les violences sexuelles à l'encontre des femmes et des enfants, les viols, le recrutement et l'emploi d'enfants et les attaques contre les civils"<sup>32</sup>.

Toutes ces exactions sont laissées pour la plupart sans poursuite. Craignant pour leur sécurité, les magistrats dont la majorité a déserté l'arrière-pays pour Bangui, ne traitent que des affaires mineures. Profitant de cette impunité, les actes de violence se perpétuent, hypothéquant toute tentative de sortie de crise. Au-delà de la paix civile, c'est l'existence même de l'Etat centrafricain qui est menacée par le repli sur la capitale des services et institutions de l'Etat de l'intérieur du pays, entravant ainsi un large accès des populations aux services de base. A l'heure actuelle l'insécurité demeure encore une préoccupation majeure en RCA. Les efforts encourageants de stabilisation en cours (MINUSCA et avant elle, MISCA, Sangaris, EUFOR/EUNAM-RCA<sup>33</sup>) doivent pouvoir l'endiguer à brève échéance afin d'éviter la désintégration progressive de l'Etat centrafricain et ses conséquences sur la stabilité de toute la région d'Afrique centrale.

**Le droit à la paix violé :** La crise a sinistré l'économie du pays, aggravé la fragilité de l'Etat, dégradé la situation sociale déjà précaire de la RCA et provoqué une ponction crapuleuse de ses ressources naturelles.

En tant qu'actes de guerres et de violences, les conflits armés violent la Charte des Nations Unies<sup>34</sup> ainsi que les Droits humains consacré par la Déclaration universelle des Droits de l'Homme (DUDH) et autres

---

<sup>31</sup> Il est estimé que 5% seulement des fonctionnaires sont restés à leurs postes en dehors de Bangui pendant la crise, à cause de l'insécurité et de l'effondrement du système de paie de la fonction publique.

<sup>32</sup> République Centrafricaine – Feuille de route du Gouvernement de Transition (Version recadrée) – Octobre 2014

<sup>33</sup> La mission de l'EUFOR a pris fin le 15 mars 2015, remplacée par la Mission Militaire du Conseil de l'Union Européenne (EUMAM-RCA) le 19 mars 2015.

<sup>34</sup> Il s'agit en particulier, d'une violation du Préambule de la Charte des NU qui dispose: Nous, peuples des Nations Unies, résolu : (i) à préserver les générations futures du fléau de la guerre [...], (ii) à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, [...], (iii) à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités, (iv) à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie [...], et à ces fins (v) à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage, (vi) à unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales, (vii) à accepter des principes et instituer des méthodes garantissant qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun, (viii) à recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples, avons décidés d'associer nos efforts pour réaliser ces desseins.

traités internationaux. La RCA a souscrit à ces différents instruments de droits de l'Homme et les obligations y attachées lui sont opposables en tant qu'Etat-partie.

Les conflits armés récurrents en RCA sont ainsi des obstacles à la jouissance par le peuple centrafricain du droit sacré à la paix<sup>35</sup>. Ils constituent par ailleurs, une violation du droit de tout individu à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne<sup>36</sup> ainsi qu'à son intégrité physique<sup>37</sup> et à un niveau de vie suffisant<sup>38</sup>. Les violences intercommunautaires ainsi que les destructions de lieu de culte portent atteinte au droit à la liberté de religion, jusque-là préservé en RCA. Enfin, les conflits armés sont contraires au principe suivant lequel, tous les êtres humains doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité<sup>39</sup>. La paix étant par ailleurs le prérequis au développement, la récurrence des conflits en RCA sape les bases du progrès économique et social du pays.

Ces conflits récurrents affectent toute la population centrafricaine dans sa diversité et dans sa structure d'âge, enfants, jeunes, femmes et vieux. Les premières victimes sont les personnes vivant dans les zones de conflits. Elles subissent à la fois les attaques des rebelles ainsi que les représailles de l'armée nationale contre ces derniers. Ces affrontements les contraignent à vivre comme des personnes déplacées internes ou comme des réfugiés dans les pays limitrophes. Les catégories de la population les plus touchées dans ces situations, sont les femmes victimes de viols, les enfants enrôlés de force et exposés à divers sévices corporels, des personnes âgées abandonnées. La récurrence des conflits en RCA exerce une menace permanente sur la paix civile. Les forces de défense et de sécurité en pleine restructuration, ne sont pas encore prêtes pour prendre en charge la sécurité du pays. Il faudra davantage de temps et plus de moyens humains et matériels pour reconstruire une armée véritablement nationale et républicaine.

Une cause profonde du déni du droit à la paix et à la sécurité en RCA est la mauvaise gouvernance qui a marqué tous les gouvernements successifs et qui s'est traduite par l'exercice clanique et arbitraire du pouvoir, l'exclusion politique, la marginalisation d'une frange importante de la population dans les processus décisionnels, l'absence d'une vision partagée de l'avenir, et l'opacité dans la gestion des ressources financières et minières du pays. Au-delà du droit à la paix, la mauvaise gouvernance est aussi une cause fondamentale de la violation en chaîne des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels de la population. La violation du droit à la paix a pour causes immédiates:

- le non-respect des accords politiques conclus
- la perte des valeurs morales, religieuses et civiques
- les hostilités permanentes de groupes politico-militaires.
- le manque de loyauté des FACA à l'égard du pouvoir politique
- l'incurie des forces de défense et de sécurité
- la militarisation des oppositions politiques
- l'existence de zones de non-droits
- la circulation incessante d'armes à feu
- les ingérences néfastes d'états voisins
- un leadership présidentiel faible (absence de vision, aversion aux réformes, incapacité à rassembler, alliances stratégiques précaires...)
- l'insuffisance des ressources budgétaires pour assurer un bon fonctionnement de l'administration publique
- l'absence de services publics notamment de justice dans l'arrière-pays

Ces causes découlent elles-mêmes de :

- l'instabilité politique chronique
- la mauvaise foi des acteurs politiques
- les trucages d'élections
- la perte de légitimité politique des autorités en place

---

<sup>35</sup> Conformément à la Déclaration des Nations Unies de 1984 sur le droit des peuples à la paix.

<sup>36</sup> Article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme (DUDH)

<sup>37</sup> Article 5 de la DUDH.

<sup>38</sup> Article 25 de la DUDH

<sup>39</sup> Article 1<sup>er</sup> de la DUDH.

- l'inefficacité des politiques sécuritaires notamment l'échec de la mise en œuvre du DDR (1<sup>ère</sup> génération)
- l'externalisation de la défense et de la sécurité à des pays tiers, ou à des prestataires privés;
- la léthargie dans la conduite de la RSS
- les faibles capacités des forces de défense et de sécurité
- la marginalisation séculaire de certaines régions du pays
- la culture de l'impunité
- les enjeux géopolitiques régionaux
- la mauvaise gestion des ressources publiques
- l'absence d'une politique de décentralisation ou de régionalisation
- le sous-financement du secteur de la justice
- la dégradation du capital social

Toutes ces causes immédiates et sous-jacentes tirent leur essence:

- de l'absence de culture démocratique des acteurs politiques
- de la fragilité de l'Etat
- de l'ethnisation et la politisation de l'armée
- des velléités de contrôle par certains groupes, des ressources naturelles du pays
- de la faible capacité de l'architecture africaine de paix et de sécurité et de ses relais régionaux
- de la montée de l'intolérance ethnique et religieuse
- de l'emprise tutélaire de l'ancienne puissance coloniale
- de l'anomie<sup>40</sup> généralisée
- de la mauvaise gouvernance notoire de la RCA incarnée par tous les régimes qui se sont succédés depuis l'indépendance jusqu'à nos jours et qui se caractérise par l'exercice clanique du pouvoir; l'exclusion politique; l'absence d'une vision partagée de l'avenir, l'opacité dans la gestion des ressources financières et minières du pays...
- du déficit notoire de gouvernance (politique d'exclusion; non-respect du droit, arbitraire; mauvaise répartition des ressources ; subordination de la justice au pouvoir exécutif...)
- du développement inégal des régions
- de la pauvreté endémique et du sous-emploi élevé
- des rigidités structurelles de l'économie

### **3.1.2.2.- Les acteurs : rôles et capacités**

**Les acteurs** : La garantie des droits de l'Homme appelle à l'interaction de plusieurs catégories d'intervenants, au nombre desquels l'Etat centrafricain, les citoyens de la RCA pris individuellement ou associations, les Etats tiers, les ONG et les institutions internationales.

Les *détenteurs de droits* qui attendent légitimement de jouir du droit à la paix sont en priorité les réfugiés, les déplacés, les femmes, filles, enfants et personnes âgées qui constituent les catégories les plus exposées aux risques politiques et sécuritaires. Les partis politiques, les organisations de la société civile et le secteur privé revendiquent également un droit à la paix pour jouer leur rôle respectif dans la société.

Les *débiteurs d'obligations* sont l'Etat, les partis politiques, les groupes politico-militaires, les media, les syndicats, les confessions religieuses, les associations à base communautaire, les partenaires au développement, chaque centrafricaine et chaque centrafricain.

Le rôle qui incombe à ces acteurs en tant que garants de droits est de respecter, protéger et concrétiser le droit à la paix. De tous ces acteurs, c'est à l'*Etat* qu'il incombe au premier chef, la responsabilité et le devoir de respecter, protéger et concrétiser "tous les droits de l'Homme et toutes les libertés fondamentales, notamment en adoptant les mesures nécessaires pour instaurer les conditions sociales, économiques, politiques et autres ainsi que les garanties juridiques voulues pour que toutes les

---

<sup>40</sup> Le terme anomie est aussi utilisé pour désigner des sociétés ou des groupes à l'intérieur d'une société qui souffrent du chaos dû à l'absence de règles de bonne conduite communément admises, implicitement ou explicitement, ou, pire, dû au règne de règles promouvant l'isolement ou même la prédation plutôt que la coopération. Source : Wikipédia.

personnes relevant de sa juridiction puissent, individuellement ou en association avec d'autres, jouir en pratique de tous ces droits et de toutes ces libertés"<sup>41</sup>.

Tout *citoyen* centrafricain a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, de promouvoir la protection et la réalisation des droits humains et des libertés fondamentales; de participer effectivement, sur une base non-discriminatoire, au gouvernement de son pays et à la direction des affaires publiques; de soumettre aux institutions de l'État des critiques et propositions touchant l'amélioration de leur fonctionnement, et de signaler tout aspect de leur travail qui risque d'empêcher la jouissance des droits de l'Homme; de se plaindre de l'action de fonctionnaires et d'organes de l'État qui auraient commis des violations des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, au moyen de pétitions ou autres moyens appropriés, auprès des autorités judiciaires, administratives ou législatives nationales compétentes.

La RCA a droit à la coopération internationale. A ce titre ses *partenaires au développement*, qui par ailleurs, ont le devoir de promouvoir les droits humains, ont l'obligation de l'accompagner à travers leurs appuis à la mise en place d'une architecture légale et réglementaire ainsi qu'à la conduite de politiques publiques propices à la concrétisation des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

**Capacité des acteurs :** L'histoire contemporaine révèle que l'**État** centrafricain a toujours failli à assurer le droit à la paix dans le pays pour les raisons évoquées plus haut. Or en tant que principal débiteur d'obligation, l'État doit disposer des capacités requises pour promouvoir la bonne gouvernance, assurer la protection civile, construire une vision partagée de l'avenir, mettre en place un dispositif national de prévention des conflits et de maintien de la paix, instaurer un régime politique inclusif sous-tendu par un leadership présidentiel affermi. Toutes capacités qui font pour l'instant défaut à l'État centrafricain.

Les capacités de l'État doivent en conséquence être renforcées dans les domaines suivants:

- la bonne gouvernance dans toutes ces dimensions;
- la modernisation de l'administration publique;
- la réforme de l'administration territoriale (décentralisation, régionalisation, déconcentration);
- la promotion et le soutien aux institutions nationales des Droits humains;
- l'éducation aux Droits Humains;
- l'élaboration d'un plan intégré de renforcement à moyen terme de la résilience de l'État incluant le programme Démobilisation, Désarmement, Réinsertion (DDR) ainsi que de la réforme du secteur de la sécurité (RSS); la refonte du système judiciaire; la construction/réhabilitation des infrastructures de base; la consolidation du cadre macro-économique; l'amélioration de la fourniture des services publics.

Les **organisations de la société civile** (OSC) doivent être plus actives dans la défense du droit à la paix et dans son enracinement en RCA. Elles doivent œuvrer à instaurer aux côtés des politiciens, un climat de paix durable ainsi que des dispositifs de prévention de conflits. Que ce soient les confessions religieuses, les syndicats, les institutions consulaires, les associations à base communautaire, toutes ces entités ont besoin d'un renforcement de leurs capacités aux moyens de formations et d'appuis financiers, dans la perspective d'ancrer définitivement dans la société centrafricaine la culture de paix. Un cadre institutionnel et réglementaire adéquat doit en outre être établi pour permettre aux OSC d'être partie prenante à la résolution et à la prévention des conflits.

Les **groupes politico-militaires** doivent aussi œuvrer à créer les conditions d'une jouissance durable du droit à la paix en RCA. A cette fin, ils doivent être sans exclusive parties prenantes aux initiatives visant la stabilisation et la consolidation de la paix. En particulier, ils devront être des acteurs-clefs des opérations de DDR et bénéficier à ce titre de programmes de reconversion adaptés.

Les **détenteurs de droit** doivent quant à eux être renforcés dans la connaissance et la défense de leurs droits. Ainsi, ils pourront disposer des capacités requises pour exiger des gouvernements qu'ils promeuvent et respectent le droit à la paix et qu'ils rendent régulièrement compte de leurs efforts en faveur de cette paix.

---

<sup>41</sup> Cf. article 2 de la Résolution n° 53/144. Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'Homme et les libertés fondamentales universellement reconnus

Le droit à la paix est le droit à être en paix et à le rester, le droit de chercher la paix, de la trouver et de la partager. Promouvoir et garantir le droit à la paix en RCA est ainsi l'affaire de chacun et de tous, tant au plan national qu'au plan international.

## 2.2. Le bien-être social

### 2.2.1. ETAT DES LIEUX

La tendance des indicateurs publiés dans le rapport<sup>42</sup> national sur le suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en 2012, laissait déjà présager qu'il était peu probable pour la RCA d'atteindre les objectifs fixés à l'horizon 2015.

Si les tendances étaient initialement favorables pour certains objectifs, notamment ceux portant sur l'éducation primaire universelle et l'accès à l'eau potable, les chances de leur réalisation se sont éloignées avec la crise de 2013. L'extrême pauvreté et la faim persistent; les inégalités entre filles et garçons dans l'enseignement primaire demeurent une réalité. Dans le même temps, les tendances peu encourageantes<sup>43</sup> observées au niveau de la santé de la mère et de l'enfant ainsi qu'en matière d'environnement, auraient eu peu de chance d'être inversées à l'échéance de 2015.

La crise dans laquelle est entré le pays a de façon certaine, aggravé cette perspective. Dans les 10 agglomérations (villages/quartiers) les plus importantes de chaque commune, la moitié seulement dispose d'une école primaire et une sur cinq dispose d'une structure de santé<sup>44</sup>.

### 2.2.2. NEGATION DES DROITS

**Le droit à la santé et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle**— Du fait de la crise, de nombreuses personnes se sont retrouvées privées subitement d'accès aux services sociaux. C'est ainsi que dans le domaine de la santé, la crise s'est traduite par la fermeture, la destruction ou le pillage des structures sanitaires, la dispersion du personnel soignant et la perturbation des campagnes de vaccination. Environ 28% des structures de santé a été partiellement ou entièrement détruites, ou ne fonctionnaient pas du fait de l'insécurité ou du manque de médicaments et de matériel.

La recrudescence des maladies telles que les diarrhées, le paludisme et la typhoïde ainsi que des flambées de rougeole sont signalées presque partout dans le pays, avec des centaines de cas de rougeole confirmés. On note particulièrement :

- l'insuffisance depuis de nombreuses années déjà, de la couverture vaccinale avec seulement 28% des enfants d'un an complètement vaccinés à la fin 2013;
- des taux de mortalité maternelle et infantile parmi les plus élevés au monde, même avant la crise, avec respectivement 890 mères décédées pour 100 000 naissances vivantes et 164 enfants sur 1 000 n'atteignant pas l'âge de cinq ans.

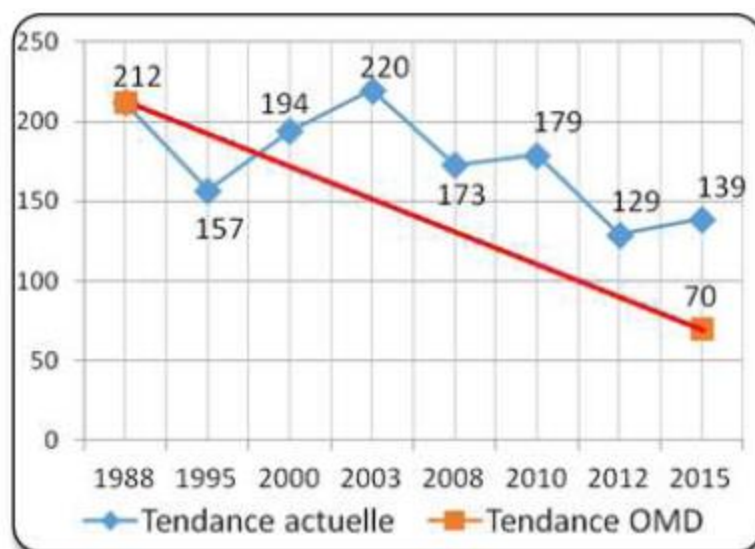
En matière de **santé sexuelle et reproductive**, le niveau des indicateurs déjà bas avant la crise (taux de mortalité maternelle, prévalence VIH élevé, prévalence de la contraception moderne, assistance à l'accouchement) s'est davantage dégradé à cause de l'accès limité aux services et à la disponibilité de l'information.

*Evolution du Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans*

<sup>42</sup> RCA, PNUD – Rapport national de suivi des OMD en République Centrafricaine en 2012

<sup>43</sup> Les chiffres disponibles indiquent une dégradation du taux de mortalité globale qui se situe à 20‰ alors qu'il était de 17‰ en 1988; un taux de mortalité infantile à 116 ‰ (le même taux qu'en 2010); un taux de mortalité infanto-juvénile de 164‰.  
Source : Plan de transition du secteur de la santé en RCA 2015-2016

<sup>44</sup> Enquête ICASEES août 2016



Source: Rapport final des OMD en RCA (2015)

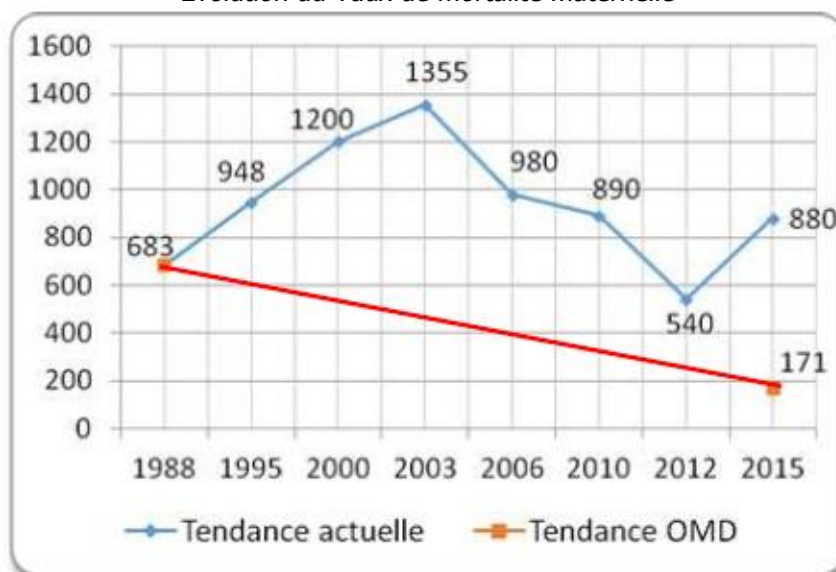
On peut ainsi remarquer :

- une faible prévalence de la contraception moderne avec un taux de 9,3%;
- un taux élevé de mariage précoce des filles de 15-19 ans à 22,3%;
- les adolescentes de 15-19 ans représentent 229/1000 des naissances vivantes;
- une prévalence des mutilations génitales féminines de 11,3%;
- un nombre assez élevé de femmes sont porteuses de fistule obstétricale: 242 cas opérés entre 2009 et 2014;
- le taux de prévalence du VIH/SIDA chez les adultes de 15-49 était de 4,1% en 2014 et reste l'un des plus élevés en zone CEMAC.

Le taux est deux fois plus élevé chez les femmes de 15 à 49 ans (6,3%) que chez les hommes de 15-59 ans (3%). S'agissant des jeunes de 15-24, le taux de prévalence du VIH/SIDA est de 2,8 dont 4,2 chez les filles contre 0,7 chez les garçons.

Les taux de prévalence sont très disparate d'une région à l'autre, atteignent par exemple 11,9% dans la préfecture de la Haute-Kotto, 11,9% ans celle de la Nana-Mambéré et 10,1% dans le Haut-Mbomou (10,1%). A l'opposé, les préfectures de cultures de rente sont moins affectées.

#### Evolution du Taux de mortalité maternelle



Source: Rapport final des OMD en RCA (2015)

En RCA, la malnutrition est structurellement chronique en particulier dans les zones d'extraction minière ou d'exploitation forestière où la production vivrière ne suit pas la croissance démographique.

<sup>45</sup> Source: Rapport final des OMD en RCA (2015)

Avec une prévalence nationale de 40,8%, la RCA se trouve dans une situation critique de malnutrition chronique, selon les normes de l'OMS. Cette situation n'est toutefois pas uniforme d'une préfecture à une autre. Douze des 16 préfectures affichent une prévalence supérieure au seuil d'urgence de 30%, dont sept dépassent le seuil critique de 40%. Des pics d'alerte de malnutrition aiguë s'observent en lien avec les troubles sécuritaires dans le pays avec une prévalence de 6,6% pour la malnutrition aiguë globale et de 1,9% pour la malnutrition aiguë sévère.

La malnutrition aiguë demeure parmi les 5 premières causes de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans en RCA. En 2016, la malnutrition chronique touche 364 000 enfants dans tout le pays. La prévalence de la malnutrition (chronique et aiguë sévère, notamment) n'a significativement pas évolué depuis 2010, malgré les interventions des partenaires. Les enfants souffrent d'une prévalence élevée de malnutrition aiguë et chronique. 37 200 enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë sévère et de malnutrition aiguë modérée<sup>46</sup>. La malnutrition chronique affecte plus les garçons (42,0%) que les filles (35,6%).

L'insécurité alimentaire touche 48% de la population totale, dont 6% sous la forme sévère. Les ménages en insécurité alimentaire modérée consacrent 60-75% de leurs revenus à l'alimentation<sup>47</sup>. Ceux en insécurité alimentaire sévère ont une consommation alimentaire très déficiente (très peu diversifiée et insuffisante), ils sont très vulnérables économiquement et recourent à des stratégies de survie d'urgence comme la mendicité ou la vente de terre qui menacent irréversiblement leurs moyens d'existence futurs. L'accès aux aliments reste fortement limité par l'insécurité et les multiples déplacements engendrés, le manque d'accès à la terre et aux moyens d'existence viables. En 2015, la production agricole a baissé de près de 54% comparativement à la moyenne de la période d'avant crise.

**Le droit à l'éducation<sup>48</sup>** - Comme pour l'ensemble des services publics, les événements survenus en RCA depuis mars 2013 ont particulièrement affecté l'ensemble du secteur éducatif. Les personnes déplacées internes et les groupes armés ont occupé certaines écoles, d'autres ont été saccagées (33% d'écoles ont subi des attaques) ; un peu plus des deux tiers des écoles étaient fermées à la mi-février 2014. Les rythmes scolaires s'en sont trouvés perturbés au même moment que des déperditions subites et irréversibles d'apprenants.

Dans le domaine de l'éducation, plus des trois quarts des enfants du fondamental 1 (primaire) ont interrompu leur fréquentation scolaire en 2012-2013 à un moment ou à un autre de la crise. 37% des élèves inscrits en 2012-2013 ne se sont pas réinscrits en 2013-2014. Une tendance à la normalisation s'observe cependant avec le retour progressif chez eux des déplacés internes et l'évacuation des écoles qui leur servaient de camp. En mars et avril 2014, toutes les écoles ont officiellement rouvert leurs portes à Bangui contre 56% sur tout le territoire. Les examens de fin d'année ont pu ainsi se dérouler dans la majeure partie du pays, ainsi que les examens de passage dans les classes supérieures.

En termes d'efficacité et de qualité, il est à souligner que le système éducatif centrafricain est très peu performant. Le taux d'achèvement du cycle primaire était de 39,7% en 2011, en-deçà de la cible de 58% prévue pour cette année. Par ailleurs l'enquête *PASEC Light* de 2007 avait déjà relevé un grave déficit de qualité. Cela se traduit par des taux de redoublement élevés, soit en moyenne près de 23% dans le premier cycle de l'enseignement fondamental et plus de 17% dans le second cycle du fondamental et au secondaire. Le secteur éducatif en RCA présente les taux de redoublement parmi les plus élevés du monde.

Dans le domaine de l'alphabétisation, le taux d'alphabétisation des adultes était de 56% en 2010 et atteignait 65,2% pour les jeunes de 15 à 24 ans. L'analphabétisme touche plus les femmes (56,8%) que les hommes (30,7%).

Du côté de l'offre, le système éducatif centrafricain présente les traits caractéristiques suivants:

---

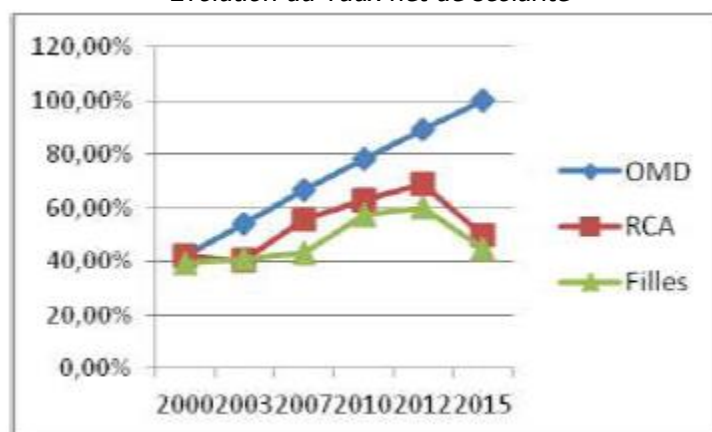
<sup>46</sup> *Aperçu des besoins humanitaires, UNOCHA, septembre 2016*

<sup>47</sup> *ICASEES, PAM, Cluster Sécurité alimentaire ; Evaluation nationale de la Sécurité alimentaire ; Janvier 2017 ;*

<sup>48</sup> Cf. Les statistiques de cette section, sauf indications contraires, sont tirées de : RCA, Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Technique – Plan de transition 2015-2017 – 5 septembre 2014.

- une insuffisance d'enseignants qualifiés. Avant la crise, le ratio enseignant-élèves était de 1/89. 40% des enseignants sont des maîtres-parents sans formation ni qualification;
- un nombre insuffisant de bâtiments et infrastructures scolaires le nombre d'élèves par salle de classe est de 87, le ratio pupitre/élève est de 1/32 et la plupart du temps il n'y a qu'un seul manuel pour dix élèves, ce qui entrave les résultats d'apprentissage.
- un encombrement des salles dans les collèges publics et les lycées où nombre d'élèves par salle de classe est de 145;
- aucune école ne dispose d'électricité, plus des trois quarts n'ont pas d'eau potable et 45% ne sont pas équipées de latrines (situation en 2011).
- des besoins de réhabilitation ou de reconstruction d'écoles, des besoins qui sont accrus avec la crise ;
- une insuffisance du financement du secteur par l'Etat. Les dépenses publiques du secteur représentent 1,45% du PIB, l'un des taux les plus bas en Afrique.

*Evolution du Taux net de scolarité*



*Source: Annuaire statistiques de l'éducation*

Du côté de la demande, la situation est marquée par :

- un faible accès à l'éducation. Le taux brut de scolarisation (TBS) est de 5,4% au préscolaire, 87,2% au primaire (seulement 73,4% pour les filles), 21,8% au secondaire 1<sup>er</sup> cycle et 8,9% au secondaire 2<sup>ème</sup> cycle.  
Les TBS restent trois fois inférieurs à ceux de la moyenne de l'Afrique sub-saharienne, en ce qui concerne le préscolaire et le second cycle du secondaire. Le TBS pour le premier cycle du secondaire représente moins de la moitié du taux des autres pays d'Afrique sub-saharienne et reste 4 fois inférieur à la moyenne mondiale<sup>49</sup>;
- un taux net de scolarisation<sup>50</sup> dans le primaire en progression, passant de 63,3% en 2008 à 68% en 2011 ;
- une amélioration sensible du ratio fille/garçon<sup>51</sup> dans le primaire passant de 72% en 2008 à 87% en 2011.
- un faible taux d'inscription dans les différents niveaux d'enseignement<sup>52</sup> (environ 18% alors que la population scolarisable représente 50% de la population totale).  
L'enseignement primaire regroupe 80% des effectifs, le préscolaire 2,6%, le fondamental 2 12,1%, le secondaire 2,9%, l'enseignement technique et professionnel 0,5% et l'enseignement supérieur 1,7% ;

<sup>49</sup> Cf. Ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, *Plan d'action du secteur de l'éducation 2013-2015*, Décembre 2012 in RCA, Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique – *Plan de transition 2015-2017* – 5 septembre 2014.

<sup>50</sup> Cf. RCA, PNUD – *Rapport national de suivi des OMD en République Centrafricaine en 2012*

<sup>51</sup> Ibid.

<sup>52</sup> La loi n° 97/014 du 10 décembre 1997 portant orientation de l'éducation constitue le cadre juridique organisant la politique du secteur de l'éducation en RCA. Le secteur comporte trois degrés, sans compter le préscolaire, qui reste facultatif:

*l'enseignement fondamental, comprenant le Fondamental 1 (primaire) et le Fondamental 2 (collège),*

*l'enseignement secondaire, comprenant l'enseignement secondaire général et l'enseignement technique et professionnel,*

*l'enseignement supérieur, comprenant les universités, les écoles normales ainsi que les instituts privés.*

- une faible fréquentation scolaire. L'enquête MICS IV de 2010 a montré que 30% des enfants de 6 à 11 ans n'ont jamais eu accès à l'école, soit 26,4% pour les garçons et 33,7% pour les filles. La situation est aggravée en zone rurale avec un taux de 37,7% contre 16,8% en zone urbaine. La situation s'explique par plusieurs facteurs : des entrées tardives à l'école, les perturbations liées aux crises politiques et sécuritaires successives, et une faible efficacité interne en raison des taux de redoublement et d'abandons élevés.

**Le droit à l'eau et à l'assainissement** – En termes de ressources en eau, les connaissances actuelles montrent que le potentiel en eaux souterraines, en eaux de surface et en eaux atmosphériques de la République Centrafricaine, est suffisant pour satisfaire les demandes en eau, aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. L'accès à l'eau potable est en régression malgré cette disponibilité abondante en ressources hydriques. La proportion de ménages utilisant une source d'eau améliorée est passée de 64,0% en 2008 à 58,4% en 2011, puis à 32,0% en 2012. En 4 ans, la proportion de ménages ayant accès à l'eau potable a ainsi baissé de moitié. Le secteur souffre principalement d'une insuffisance de sa capacité d'offre. Bangui est bien desservie, mais seul 17 % à 60 % des communes dans les autres régions, disposent d'une infrastructure d'approvisionnement en eau potable<sup>53</sup>.

La SODECA assure la desserte d'eau en milieu urbain et en milieu semi-urbain. Mais confrontée à des problèmes de gestion financière, la société n'a jamais pu réaliser en son temps, les programmes d'investissements devant contribuer à l'extension des réseaux et à l'augmentation de la fourniture d'eau. La vétusté des installations aidant, les usagers d'eau notamment à Bangui et dans les centres urbains desservis par la SODECA sont soumis à des ruptures fréquentes dans la distribution d'eau. En milieu rural les programmes d'hydraulique villageoise en 2010 ont permis d'équiper en pompes à motricité humaine 35 000 forages, ce qui a permis d'atteindre un taux de desserte de 30%. Le reste des ménages ruraux a recours à d'autres sources d'alimentation telles que les puits traditionnels, les eaux de pluie, les cours d'eau ou les sources non aménagées.

En matière d'**assainissement**, le taux de couverture nationale est estimé à moins de 11% en 2010. Les ouvrages de drainage des eaux pluviales et le traitement des eaux usées sont quasi inexistant dans la plupart des villes du pays. L'utilisation des toilettes améliorées était de 22% en 2012; elle reste un phénomène urbain (44%) et un luxe en milieu rural (7%).

Dans le domaine de l'eau et l'assainissement, les populations déplacées vivant sur des sites ou dans la brousse sont confrontées à une fourniture insuffisante en eau potable. En outre, la précarité de leur situation pose de sérieuses difficultés de gestion des excréments. Les conditions d'hygiène dans la majorité des sites des déplacés internes ne répondent pas en effet, aux normes minimales requises. A cela, il faut ajouter que les personnes déplacées internes (PDI) sont exposées au risque de transmission ou de prolifération des maladies liées aux mauvaises conditions de vie, en particulier la prévalence de maladies diarrhéiques qui est forte chez les enfants de moins de 5 ans.

**Le droit à l'assistance humanitaire et à la protection** – La crise en cours en RCA, comme toute situation de conflit est synonyme d'actes de violences en tout genre, sources de blessures physiques et de traumatismes psychologiques. Elle provoque des mouvements de populations, des déplacés, des réfugiés et impose des privations (manque d'abris, de nourriture, de vêtements, d'eau potable, d'hygiène, de soins, de sécurité...) à ces populations qui se retrouvent subitement dans la détresse. Des réponses ont certes été apportées par la communauté internationale, mais au regard de l'évolution de la situation, les besoins humanitaires resteront vivaces jusqu'à un temps encore indéterminé.

Les graves problèmes humanitaires consécutifs à la crise, touchent une frange importante de la population civile tant en milieu urbain qu'en milieu rural en particulier, les couches les plus vulnérables que sont les femmes, les jeunes, les enfants et les personnes âgées. En août 2016, le nombre de personnes nécessitant une aide humanitaire<sup>54</sup> était estimé à 2,3 millions soit 50% de la population totale. Selon les estimations, de 6 000 à 10 000 enfants, y compris des filles, ont été contraints de

<sup>53</sup> ICASEES

<sup>54</sup> OCHA – RCA – Aperçu des besoins humanitaires – Octobre 2014

rejoindre les groupes armés<sup>55</sup>. Entre janvier et octobre 2015, 2 558 enfants (77% de garçons et 23% de filles) ont été libérés par les groupes armés et certains bénéficient des activités de réinsertion.

Alors que les pics de violences extrêmes tendent à diminuer, les conflits locaux résultant notamment des tensions intercommunautaires, de la transhumance, d'affrontements entre groupes armés ou d'attaques arbitraires de population civile, persistent. L'analyse du contexte centrafricain peut se faire au travers de zones géographiques distinctes, aux dynamiques souvent spécifiques et indépendantes. L'une des conséquences de la violence est le déplacement des populations. A la fin de l'année 2015, 450 000 personnes déplacées étaient comptabilisées tandis qu'à la fin du mois de septembre 2016, ce nombre était ramené à 384 884, soit une diminution de 14,27%. A contrario, le nombre de personnes réfugiées dans les pays limitrophes a augmenté de 2,24 %<sup>57</sup>, passant de 442 069 en juillet 2015 à 467 960 en septembre 2016. 18,21% de la population totale en Centrafrique, soit 4,6 millions<sup>58</sup> de personnes, sont soit des personnes déplacées soit des réfugiés.

Les violations des droits de l'homme et les crimes de guerre sont quotidiens. Cela inclut des assassinats, des actes de tortures, des viols, ou encore la réduction de mouvement de population (enclave). Le conflit a des impacts différents selon les personnes, les sexes et les âges. Parmi les violations compilées par le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'Homme (OHCHR), 77% des victimes sont des hommes, 12% sont des femmes, 7% sont des garçons et 4% sont des filles. Les hommes sont plus affectés par les exécutions arbitraires, les arrestations et les détentions arbitraires, les traitements cruels, inhumains et dégradants ainsi que les extorsions. Les femmes et les filles sont plus affectées par les enlèvements, les accusations liées à la sorcellerie et les violences sexuelles. Le viol est un problème majeur en Centrafrique. Alors qu'en 2015, 693 viols avaient été pris en charge dans des structures de santé, au cours du 1er semestre 2016, 501 cas dont 81 sur mineurs avaient déjà été comptabilisés par des acteurs de la santé. En septembre 2016, 467 960 Centrafricains étaient inscrits à l'étranger auprès de l'UNHCR et 384 884 étaient des déplacés internes, dont 238 513 vivent toujours dans 92 camps<sup>59</sup>.

Plus de trois ans après le déclenchement de la crise, les besoins humanitaires s'expriment en termes de prise en charge des victimes de violences basées sur le genre (VBG), de protection de l'enfant et de fourniture de services sociaux de base aux populations dans l'urgence ou qui sont exposées aux risques.

S'inscrivant dans le cadre du droit international, plusieurs Etats<sup>60</sup>, Organisations régionales et internationales ainsi que le Système des Nations Unies<sup>61</sup> ont volé au secours des Autorités de la transition. Les acteurs humanitaires ont considérablement renforcé leur présence. Fin 2016, la présence des acteurs humanitaires opérant dans le pays est de 134 partenaires (66 ONG nationales, 54 ONG internationales, 10 agences des Nations Unies, 3 membres du mouvement international de la Croix Rouge et une institution gouvernementale). La communauté internationale a apporté une réponse aux besoins prioritaires dans un contexte de quasi-absence de toute structure étatique dans plusieurs régions du pays. Cet élan de solidarité internationale s'est traduit par une assistance financière importante à la RCA. En avril 2015, les engagements des partenaires au développement du pays, s'élevaient à 747 milliards FCFA<sup>62</sup> soit 49% des besoins de financement de la feuille de route du gouvernement de transition. L'assistance humanitaire représente 42% de ces engagements, soit un montant de 314 milliards FCFA décaissés à hauteur de 146 milliards FCFA. Ce financement a été utilisé en priorité pour garantir la sécurité alimentaire (63%), couvrir les besoins sanitaires (12%), apporter

---

<sup>55</sup> *Estimations de l'UNICEF, 2014*

<sup>56</sup> *La stratégie de réponse humanitaire se base sur le nombre de personnes déplacées et réfugiées issu du rapport statistique de réfugiés (UNHCR) du mois de septembre 2016. Cependant le dernier rapport statistiques de réfugiés du mois d'octobre montre une léger augmentation avec 420 681 de déplacés internes.*

<sup>57</sup> *Cluster Protection, UNHCR*

<sup>58</sup> *RGPH 2003, OCHA*

<sup>59</sup> *UNOCHA, septembre 2016*

<sup>60</sup> *Sur la liste des partenaires ayant apporté une assistance financière à la RCA, figurent : (i) les bilatéraux : Angola, Congo, France, Gabon ; (ii) ACBF, BAD, BADEA, Banque mondiale, FIDA, OIF, UE ; et (iii) le SNU : FAO, HCR, MINUSCA, OIM, OMS, ONUSIDA, PAM, PNUD, UNFPA, UNICEF, UNIMAS. Source : Cellule nationale de coordination des aides - Avril 2015.*

<sup>61</sup> *Les engagements financiers du SNU s'élèvent au 30 avril 2015, à 317 milliards FCFA, soit près de 674 millions USD.*

<sup>62</sup> *Chiffres communiqués par la Cellule nationale de coordination des aides - Avril 2015*

les moyens de subsistance et assurer la stabilisation communautaire (8%), ainsi qu'à protéger la population civile (5%).

Le Plan de Réponse Humanitaire (PRH) 2016, qui requerrait 531 millions de dollars pour venir au secours d'une population cible de 2 millions de personnes, a seulement été financé à hauteur de 33% à la fin du mois septembre 2016. Un nouveau PRH a été lancé en janvier 2017. Il couvre la période 2017-2019, soit trois années<sup>63</sup>. Il table sur un budget global de 399,5 millions de dollar. Il cible 1,6 millions de personnes sur les 2,2 millions de personnes identifiées comme étant dans le besoin, y compris les 385 000 personnes déplacées internes (PDI). Il poursuit trois objectifs stratégiques : (i) les populations affectées par les chocs ont accès à une assistance d'urgence intégrée assurant leur sécurité et leur dignité, (ii) la protection des populations affectées et à risque de violation des droits humains est renforcée et (iii), les populations affectées et à risque ont accès à des services sociaux de base et leurs mécanismes de subsistance essentiels sont rétablis. La Communauté humanitaire se lance désormais dans une campagne de sensibilisation pour mobiliser les financements nécessaires à la mise en œuvre de ce plan.

### **2.2.2.1. Les causes des problèmes**

Les causes immédiates à l'origine de l'accès et de l'offre limités aux *services sociaux* sont:

- l'insuffisance d'infrastructures sociales et d'équipements ou de matériels appropriés, en particulier dans les secteurs de
  - o l'éducation (insuffisance des salles de classes et des manuels didactiques publics),
  - o la santé (insuffisance des établissements sanitaires, des mobiliers sanitaires et des médicaments) et
  - o l'eau et assainissement (insuffisance des toilettes publiques et des points d'eau potable)
- une forte concentration du personnel qualifié à Bangui
- l'inexistence de plateaux techniques pour la prise en charge de certaines maladies
- le manque de personnel et le recours quasi-systématique à des personnes non qualifiées comme les maîtres-parents dans le secteur de l'éducation
- la démotivation du personnel face aux conditions difficiles de travail (éloignement des services, sous-équipements/vétusté des équipements, retard et/ou irrégularités dans la perception des salaires,...)
- le déficit de voies d'accès telles que les routes/pistes praticables en toutes saisons
- le taux élevé de sous-emploi de la population active
- le faible pouvoir d'achat des populations.

Les causes sous-jacentes à ce problème résident dans :

- l'insuffisance généralisée de ressources financières pour assurer les dépenses courantes des services sociaux (salaires, consommables, entretien/maintenance,...) et réaliser les investissements nécessaires à l'augmentation des capacités d'offre
- la léthargie des réformes structurelles pour améliorer l'efficacité des secteurs sociaux
- les faibles capacités des services de planification, de programmation, de budgétisation et de suivi-évaluation dans les ministères en charge des secteurs sociaux
- l'absence de filets sociaux pour la prise en charge des personnes vulnérables
- le manque de structures d'encadrement technique des initiatives entrepreneuriales
- l'inexistence de mécanismes financiers d'appui aux petites et moyennes entreprises
- la faiblesse du niveau d'instruction surtout des femmes et des jeunes qui réduisent leur chances d'accès à un emploi
- la faible employabilité des diplômés du système éducatif du fait de l'inadéquation formation-emploi qui limite l'accès au marché du travail
- la non-intégration de la dimension transversale de l'emploi dans les programmes et projets de développement
- un cadre institutionnel inadéquat pour assurer la régulation dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, et asseoir une meilleure coordination des acteurs
- la faible capacité de coordination sectorielle du Ministère en charge de la Santé
- l'insuffisante déconcentration du ministère nuisant à ses capacités à assurer une bonne gouvernance du secteur, notamment la coordination avec les partenaires présents localement

---

<sup>63</sup> Plan de Réponse Humanitaire 2017-2019, République Centrafricaine.

- un secteur extrêmement dépendant du financement des partenaires au développement: la contribution de l'Etat se limite à 10% des dépenses totales de santé
- des difficultés d'approvisionnement en médicaments. Plusieurs systèmes parallèles coexistent et le contrôle central de qualité est défaillant.

Les causes profondes de l'accès et de l'offre limités aux services sociaux tiennent à:

- l'inefficacité des politiques publiques en matière de santé, d'éducation, d'eau et d'assainissement
- l'inexistence de politiques publiques en matière de protection sociale, d'emploi et de formation professionnelle
- la fragilité du cadre macro-économique qui n'assure pas à l'Etat les marges de manœuvre budgétaires suffisantes au profit des services sociaux
- la faible décentralisation, déconcentration ou régionalisation administrative et financière des services sociaux.

En dépit du financement important mobilisé jusque-là, le droit à l'**assistance humanitaire** n'est pas suffisamment réalisé parce que les besoins actuels ou à venir restent non couverts. En premier lieu, les causes immédiates de cette situation tiennent:

- au climat d'insécurité permanente qui règne toujours dans le pays, entretenu par le nombre élevé de combattants non encore démobilisés
- les stocks d'armes disséminés dans la nature
- les entraves quotidiennes à la libre circulation des personnes et des biens ainsi qu'à l'accès humanitaire
- les attaques de civils et les assassinats de travailleurs humanitaires<sup>64</sup>.

En deuxième lieu, ces causes tiennent à:

- la capacité d'absorption limitée de l'aide en général, en lien avec
- la désorganisation actuelle de l'administration publique, elle-même caractérisée par
- la rupture de la chaîne hiérarchique
- l'absentéisme des agents sur le terrain et la destruction des bureaux et outils de travail
- la multiplicité d'acteurs humanitaires.

Ces causes immédiates trouvent leurs explications dans

- les faibles capacités nationales de protection civile
- le non-démarrage des DDR
- la culture de l'impunité
- l'absence de relais administratifs dans les régions
- l'insuffisance du financement intérieur
- les lenteurs dans la mise en œuvre des réformes de gestion des finances publiques
- les violations du droit international humanitaire.

A leur tour, ces causes résultent essentiellement de :

- la fragilité de l'Etat caractérisée par:
  - o la faible présence des services publics sur le territoire,
  - o l'effondrement de l'appareil judiciaire ; une mauvaise gouvernance financière source d'un niveau élevé des risques fiduciaires ;
- une coordination insuffisante de l'assistance humanitaire.

#### **2.2.2.2. Les acteurs (rôles et capacités)**

En matière de fourniture de services sociaux de base la population cible est constituée des personnes déplacées vivant sur les sites ou dans la brousse ou les retournés et autres personnes soumises à toutes sortes de privations sociales du fait de la crise mais surtout les femmes sur qui pèsent le plus les corvées de la famille, les personnes du 3<sup>ème</sup> âge, les handicapés. Leurs besoins s'expriment en termes de rétablissement à un niveau adéquat de l'offre de soins, de fourniture suffisante en eau potable, d'améliorations des conditions d'hygiène, de normalisation des rythmes scolaires, de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de protection sociale.

<sup>64</sup> 20 travailleurs humanitaires ont été tués dans des attaques de groupes armés depuis septembre 2013.

En matière de VBG<sup>65</sup>, les populations cibles sont des personnes déplacées vivant sur les sites ou dans la brousse, les familles d'accueil, le couple mère-enfant, les hommes, les jeunes garçons et filles et autres personnes se trouvant des situations spécifiques de détresse. Les besoins à ce niveau se résument à l'accès aux services de soins médicaux et de soutien psycho-social spécialisés pour les survivants de VBG; l'accès à des opportunités socio-économiques pour ces personnes; l'assistance juridique aux victimes de VBG; l'accès à des lieux sécurisés pour les survivants de VBG en danger imminent.

En matière de protection des enfants, la population cible est constituée des enfants associés aux groupes armés, des enfants non-accompagnés ou séparés de leur proches volontairement (pour des raisons de protection) ou de façon contrainte, des enfants blessés ou traumatisés par des sévices corporels. Pour ces catégories de personnes, les besoins en appui médical et psycho-social demeurent non-couverts. De la même façon, les centres sociaux de base ainsi que la présence de partenaires spécialisés dans les zones très affectées continuent de faire cruellement défaut. Une situation qui risque de freiner la prise en charge des enfants et d'aggraver leur détresse.

L'Etat centrafricain a l'obligation de respecter, protéger et réaliser tous les droits humains et en particulier les droits sociaux qui sont des droits fondamentaux. Il en est ainsi en conséquence de tous les droits spécifiques que sont le droit à la santé, le droit à l'éducation, le droit à l'eau et à l'assainissement, le droit à la protection. Le droit à l'assistance et à la coopération internationale fait obligation aux Etats tiers de soutenir l'état centrafricain dans la création des conditions propices à la jouissance par les populations de tous ces droits.

Les *autres acteurs non-étatiques* doivent œuvrer dans le cadre défini par l'Etat pour ne pas faire obstacle par leurs actions à l'exercice par les citoyens des droits humains et en particulier des droits sociaux et des droits spécifiques ici en cause.

Le premier débiteur d'obligations en matière *d'assistance humanitaire* est l'Etat centrafricain, conformément aux normes internationales en la matière. Il lui revient au premier chef de prendre soin des victimes des situations d'urgence se produisant sur son territoire. Il lui incombe également de faire appel à l'aide humanitaire et de coordonner la gestion de cette aide sur toutes les zones sous son contrôle. La deuxième catégorie de débiteurs d'obligations est constituée par les Etats tiers, les institutions internationales et les organisations non gouvernementales qui ont le devoir d'offrir une assistance humanitaire selon les dispositions des Conventions de Genève et de leurs Protocoles additionnels. De plus, l'assistance humanitaire est une obligation pour chaque Etat dans l'esprit et dans la lettre de la Charte des Nations Unies.

Les détenteurs du droit à l'alimentation sont en priorité les centrafricains dans leur ensemble, les groupes vulnérables ou discriminés notamment les femmes, les enfants (y compris les nourrissons), les paysans sans terre, les sans-emploi, les déplacés. Les principaux détenteurs de droits à l'assistance humanitaire sont les réfugiés, les déplacés, les victimes de VBG, les enfants enrôlés de force, les personnes âgées abandonnées, les communautés vivant dans les zones à risques. Le rôle des détenteurs de droit est de revendiquer leur droit à l'assistance humanitaire en exigeant l'application du droit international. Ils ont aussi pour rôle de participer à l'avènement d'un environnement sécurisé en s'impliquant davantage dans la prévention et la résolution des conflits

En raison de sa fragilité l'Etat centrafricain, souffre d'un déficit structurel de capacités pour respecter, protéger et réaliser les droits humains des personnes vivant dans l'extrême pauvreté.

Il faut pour cela un cadre institutionnel approprié, des politiques publiques adaptées et des capacités suffisantes de mise en œuvre en termes de ressources humaines (en qualité et en quantité) et de financement.

Pour assumer pleinement ces obligations en matière de droits sociaux, l'Etat doit combler les déficits de ses capacités (avec éventuellement, l'appui de la coopération internationale) de sorte à:

- investir dans les infrastructures économiques et sociales, pour augmenter l'offre et l'accès aux services de base nécessaires pour assurer un niveau de vie suffisant;

---

<sup>65</sup> Ibid.

- créer les conditions pour que les populations en particulier celles vivant dans l'extrême pauvreté, aient accès à la terre, aux marchés, à l'eau, soins de santé et à l'éducation;
- faciliter l'accès aux services financiers aux femmes dans un but de valorisation de leur potentiel économique;
- garantir l'accès, aux moyens de politiques publiques efficaces et de ressources budgétaires suffisantes: (a) aux soins de santé préventifs et curatifs, y compris les soins de santé sexuelle et génésique; (b) à des médicaments sûrs et accessibles; (c) à des centres de santé de proximité;
- prendre les mesures pour assurer progressivement la disponibilité, l'accessibilité et la qualité de l'éducation sous toutes ses formes et à tous les niveaux, dans toutes les régions sans considération du genre, de l'ethnie et du handicap.
- prendre des mesures pour lutter plus efficacement contre le VIH/SIDA, la tuberculose, le paludisme, les maladies non transmissibles et les maladies négligées ;
- garantir l'accès aux populations, pour les usages personnels et domestiques, à une quantité d'eau à la fois suffisante et potable, tout en tenant compte des besoins spécifiques des hommes et des femmes;

Du côté des partenaires au développement, assurer une aide efficace au développement reste une gageure malgré les avancées au plan de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris et de l'initiative "Unis dans l'Action".

Dans le contexte actuel de la RCA, si des efforts louables sont notables du point de vue des réponses apportées par la communauté des bailleurs de fonds, aux différentes manifestations de la crise en cours, des améliorations sont attendues au plan de l'alignement des interventions sur les systèmes nationaux d'une part et au plan de l'harmonisation des modalités d'intervention des partenaires.

Pour tous les autres acteurs, le déficit de capacité se situe au niveau de leur participation.

La participation signifie que tous les hommes et toutes les femmes devraient avoir voix au chapitre en matière de prise de décisions, directement ou par l'intermédiaire d'institutions légitimes qui représentent leurs intérêts. Cette participation doit être active, libre et significative.

L'attention devra en conséquence, être accordée aux questions d'accessibilité, notamment des processus de développement, des institutions, de l'information et des mécanismes de recours ou de plainte.

La réalisation du droit à *l'assistance humanitaire* dépend fortement d'un Etat capable d'exercer son autorité sur la plénitude de son territoire, d'assurer efficacement la protection des civils, de coordonner l'assistance humanitaire.

Or l'Etat centrafricain est, au regard de sa fragilité actuelle, bien dépourvu de toutes ces capacités.

Les états tiers, les institutions et les ONG internationales sont souvent limités dans leurs interventions par l'insécurité qui affecte leurs déploiements sur le terrain, l'insuffisance de ressources (humaines, logistiques et financières), l'absence d'approches harmonisées en matière d'assistance humanitaire, les faibles capacités de coordination du pays entraînant la dispersion des efforts et la déresponsabilisation des structures administratives nationales. Les ONG nationales sont handicapées par leur très faible niveau d'information, l'insuffisance de ressources financières pour appuyer des actions humanitaires, le manque de ressources humaines spécialisées dans les questions humanitaires.

Les détenteurs de droits à l'assistance humanitaire qui sont les personnes victimes de conflits, sont en général faiblement dotés de capacités de résilience aux chocs d'insécurité. Ils sont cloîtrés dans des endroits difficiles d'accès par peur des représailles. Ils n'ont pas d'accès à l'information adéquate sur leur droit et les opportunités de protection. En plus, les ONG du domaine, normalement mieux informées, ne disposent pas toujours de capacités humaines, techniques et financières suffisantes pour aider les personnes victimes à faire respecter leur droit. De façon spécifique, les défis à relever pour doter la RCA de capacités suffisantes pour réaliser pleinement le droit à l'assistance humanitaire à brève échéance et dans une perspective de court terme, sont de :

- accroître l'assistance humanitaire à la RCA
- harmoniser qualitativement les approches des partenaires en matière humanitaire
- renforcer les fonctions de coordination de l'Etat en matière d'aide humanitaire
- consolider l'accès humanitaire
- mettre en place ou renforcer les capacités nationales de protection civile
- réformer l'administration territoriale incluant des volets déconcentration et décentralisation

- renforcer les capacités des ONG nationales intervenant dans l'humanitaire.

## 2.3. Relèvement économique et gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

La RCA se situe en 2015 au 187<sup>ème</sup> rang sur 188 du point de vue de l'indice du développement humain (IDH)<sup>66</sup>. En outre, elle est classée parmi les Pays les Moins Avancés (PMA) et considérée comme Etat fragile. Eligible en septembre 2007 à l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés, la RCA a atteint son point d'achèvement en juin 2009. C'est à ce titre, qu'elle s'est engagée dans le processus de DSRP dont la première génération (DSRP I) a couvert la période 2008-2010. Quant au DSRP II (2011-2015), les divers chocs causés par la crise en cours ont rendu caduque sa mise en œuvre<sup>67</sup>. En 2016, le Gouvernement a obtenu l'appui de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale et des Nations Unies pour élaborer sa nouvelle stratégie de politique économique et sociale : Le Plan de relèvement et de consolidation de la paix (RCPCA, 2017-2021). Ce plan a été présenté au cours d'une conférence des donateurs (Conférence de Bruxelles) tenue le 17 novembre 2016. Il a obtenu l'appui de la communauté internationale.

### 2.3.1. ETAT DES LIEUX

**Situation macro-économique** – La crise de 2013 et la Transition de 2014-2015 se sont soldés par une contraction de l'économie de 36,7%. La croissance est restée faible du fait de structures économiques de moins en moins adaptées aux exigences d'une sortie de crise. L'inflation s'est située en 2014 à 11,6% avant de chuter de 4,5% en 2015 grâce à la chute des prix des produits de base à l'importation et à l'amélioration de filières d'approvisionnement (sécurisation du corridor Douala (Cameroun)-Bangui et de distribution. La croissance du PIB estimée à 4,8% a été soutenue par une reprise des activités primaires (agriculture) et tertiaires (commerce, service). Le déficit budgétaire s'est pourtant creusé en conséquence d'une chute des revenus internes en dessous de 5% du PIB en 2014 avant de remonter à 7,1% du PIB l'année suivante. Cette amélioration est le fruit des mesures de renforcement du recouvrement des recettes internes et un meilleur contrôle des dépenses primaires qui sont restées globalement inchangées, à 10,1% du PIB. Malgré cette embellie, les revenus internes restent en deçà des besoins en termes de paiements des salaires et de ouvertures de certaines dépenses critiques. A la fin de 2015, le déficit du compte courant de la balance des paiements a même plongé à 9% du PIB<sup>68</sup>. La dette publique a pourtant été réduite à 48,5% du PIB, contre 51% en 2014. Cette dette comprend le prêt de 51 milliards de FCFA (5% du PIB) contractée par le Gouvernement de Transition auprès de l'Arabie saoudite afin de lancer des projets d'investissements en matière d'infrastructures et de services sociaux. La dette comporte une composante don (49%).

Le dernier rapport «*Doing Business*» (octobre 2016) situe le pays au 185<sup>ème</sup> rang mondial sur 190 indiquant un environnement défavorable aux affaires et au 190<sup>ème</sup> sur 190 pour la création d'entreprise. Le secteur privé est peu développé et concentré dans le commerce avec une importante composante informelle. Il est souvent l'objet de tracasseries de l'administration fiscale, en particulier, les entreprises du secteur structuré. Le secteur privé a enregistré des pertes considérables, conduisant à une réduction des activités de 30% en moyenne, atteignant 40% dans l'est du pays. Cependant le taux d'investissement privé a été plus élevé que celui de l'Etat sur les 5 dernières années précédant la crise (8,3% du PIB contre 5,1%) signe de l'existence de réelles capacités d'épargne domestiques.

La détérioration du climat d'investissement s'est traduite par une chute des investissements directs étrangers, qui sont passés de 71 millions USD en 2012 à 1,8 million USD en 2013, l'insécurité et l'instabilité ayant brouillé le climat général d'investissement<sup>69</sup>.

Le potentiel fiscal de la RCA est faible (9% du PIB contre une norme de 17% au sein de la CEMAC). L'Etat utilise près de la moitié de ses recettes fiscales aux paiements des salaires au-delà du seuil de 35% défini par les critères de convergence de la CEMAC.

<sup>66</sup> Cf. Rapport mondial sur le développement humain publié par le PNUD en 2015

<sup>67</sup> Cf. Lettre d'intention du Gouvernement de la RCA au FMI en date du 1<sup>er</sup> mai 2014.

<sup>68</sup> IMF Country Report No 16/269, Central African Republic, p. 2.

<sup>69</sup> Données de la Banque mondiale

**Recettes fiscales, dons et solde budgétaire globale en pourcentage du PIB**

	2006	2011	2012	2013	2014 (estimation)	2015 (prévision)	2016 (prévision)
Recettes fiscales	7,9	8,4	9,9	5,2	5,1	5,0	5,0
Dons	13,5	2,5	4,9	2,7	13,2	10,0	9,3
Solde budgétaire globale	9,0	-2,4	0	-6,3	-3,2	-3,8	-3,7

*Source : Banque africaine de Développement, 2015*

Le FMI et les autres partenaires techniques et financiers (PTF) ont apporté un appui au gouvernement de Transition dans l'amélioration de la gestion de trésorerie, nettoyage du fichier de la solde d'un montant de 22,28 millions de DTS<sup>70</sup> jusqu'en 2015. Ces mesures comprennent le renforcement des contrôles fiscaux et douaniers, le nettoyage du fichier des effectifs de la Fonction Publique (Banque Mondiale et PNUD) ; l'amélioration de la transparence dans la gestion des finances publiques grâce à l'opérationnalisation de l'agence Centrale Comptable du Trésor etc. En 2015, les indicateurs du secteur financier font apparaître une hausse des liquidités globale des banques en dépit d'une faible qualité des actifs. Au premier trimestre 2016, les banques ont accru leur provision au titre des créances en souffrance à près de 70% (contre 50% l'année précédente).

Le Gouvernement a signé avec le FMI un Mémoire de Politique Economique et Financière (MPEF) en 2016. Selon cet accord, pour la période 2016-2019, le Gouvernement compte sur une amélioration des principaux indicateurs à la faveur du renforcement de la sécurité, la levée de l'embargo sur les exportations de diamants<sup>71</sup> et la poursuite des réformes macro-économiques. L'adoption du RCPCA (2017-2021) offre un cadrage adéquat. Il comporte un pilier 3 dédié au relèvement économique et à la relance des secteurs productifs.

Sur cette base le Gouvernement a sollicité et obtenu du FMI une Facilité élargie de crédit avec les objectifs macro-économiques et politiques à moyens termes suivants :

- Une croissance pour 2016 de 5,2% et termes réels et une moyenne de 5,5% sur la période
- Un déficit du compte courant extérieur contenu à 9,9% du PIB en 2016 ;
- Un déficit primaire domestique ramené à 3,3% du PIB et à 0,9% en 2019 ;
- La mobilisation de près de 50 milliards de FCFA auprès des principaux bailleurs de fonds (UE, BM, BAD, France) pour couvrir le gap de financement ;
- Les dépenses totales plafonnées à 17,1% du PIB en 2016 ;
- La réforme du secteur financier et bancaire pour accompagner la relance économique ;
- Un politique sociale volontariste pour renforcer la résilience des populations (pilier 2 du RCPCA),
- Renforcement des capacités nationales (thème transversal du RCPCA) ;

*Les structures de l'économie* - La RCA tire sa richesse essentiellement du secteur primaire (agriculture, élevage et sylviculture notamment) qui représente 51% du PIB. Mais les mines et le commerce sont aussi des secteurs à forte valeur ajoutée au regard de la masse de revenus qui y sont générés.

*L'agriculture* est la principale activité économique du pays, 70% de la population active recourant aux cultures vivrières pour subvenir à leurs besoins. Ce secteur produit plus de 50% des richesses nationales dont 75% des produits alimentaires, et fournit 75% des emplois de la population active. Le potentiel agropastoral représente 15 millions d'hectares de terres arables, et près de 16 millions d'hectares de pâturage et de parcours. L'agriculture est tirée par la production vivrière qui représente 95% de sa valeur ajoutée contre 5% pour les cultures de rente qui se composent du coton, du tabac et du café. L'élevage compte pour 13% dans la formation du PIB autant que l'ensemble du secteur industriel.

L'élevage compte pour 13% dans la formation du PIB autant que l'ensemble du secteur industriel. La sylviculture revêt dans la réalité une grande importance économique que ne traduisent pas les chiffres de la comptabilité nationale qui lui attribuent seulement un poids de 3% dans le PIB. Elle emploie autour de 4.000 salariés directs, autant de saisonniers et des milliers d'ouvriers temporaires. La sylviculture apporte en outre au pays une bonne partie de ses ressources en devises. Mais ces dernières années, le

<sup>70</sup> 1 DTS = 815 FCFA

<sup>71</sup> La résolution 2301 du Conseil de Sécurité des Nations Unies rappelle que le trafic et l'exploitation illégale de ressources naturelles, dont l'or et les diamants, ainsi que le braconnage et le trafic d'espèces sauvages continuent de mettre en péril la paix et la stabilité en République centrafricaine.

commerce du bois a connu un ralentissement en raison de la chute de la demande entretenue par les allégations de *Global Witness* sur les bois de sang dans son rapport<sup>72</sup> de juillet 2015.

Sur la base des informations disponibles en 2015, les *produits miniers* contribuent à hauteur de 2% au PIB, leur part dans les exportations avoisine 40% et leur contribution aux recettes de l'État est estimée à 3,4%. L'artisanat minier du diamant et de l'or fait vivre directement 500 000 personnes dont 80 000 artisans miniers et 420 000 ouvriers miniers. Il génère des revenus pour environ 60% de la population. La production réelle est difficile à estimer du fait de l'importante contrebande qui existe dans ce sous-secteur.

La part du *commerce* dans le PIB est de 13%, constituée en grande partie par les services marchands. Plus de 85% des entreprises créées en 2008-2011 se retrouvent dans les branches du commerce qui absorbent plus du quart des emplois du secteur privé en RCA. Cette concentration traduit "probablement à la fois le niveau de qualification des créateurs d'entreprise, l'étroitesse du marché et l'absence d'accompagnement et de mesures incitatives, notamment financière, au déploiement dans les activités productives"<sup>73</sup>. Les exportations de bois, représentant environ la moitié des exportations du pays et 10% des recettes publiques avant la crise, ont aussi nettement baissé pendant le conflit (de près de 20% entre 2013 et 2015)<sup>74</sup>.

La crise née du coup d'Etat de mars 2013 en affectant toutes les sphères de production, de consommation et d'échanges a totalement sinistré l'économie de la RCA et compromis toute perspective de relance à brève échéance. Les chocs d'offres induits par la crise ont provoqué une pression inflationniste avec une hausse de prix qui a cumulé à 11,6% en 2014. Même si des signes de reprise ont commencé par être observés avec l'amélioration de la situation sécuritaire, cette tendance devra se poursuivre et se renforcer pour que le pays espère retrouver sa trajectoire de croissance d'avant la crise.

#### **Quelques contraintes à la productivité du secteur agricole en RCA**

- Appauvrissement des sols et dégradation des terroirs de culture.
- Moyens de production rudimentaires, techniques culturales peu évoluées.
- Faible utilisation des fertilisants minéraux et organiques.
- Faibles capacités des structures de recherche, d'encadrement, de formation et d'appui-conseil aux producteurs et éleveurs.
- Absence d'un programme national de développement des productions animales à long terme
- Absence d'un système bancaire de crédit agricole adapté aux conditions des agriculteurs et éleveurs centrafricains
- Faiblesse des infrastructures de stockage et de conservation des produits post-récolte.
- Inexistence de dispositif d'information sur les marchés des produits agricoles et des denrées alimentaires.
- Circuits de commercialisation peu organisés.
- Difficultés d'accès aux crédits et équipements des exploitations familiales.
- Insécurité sur les parcours et les pistes rurales avec le phénomène de bandes armées dans certaines parties du territoire.
- Absence d'un cadre institutionnel approprié et de structures efficaces d'encadrement.
- Inexistence de données fiables pour la prise de décisions, le dernier recensement agricole datant de 1985.
- Faiblesse du financement public du secteur.

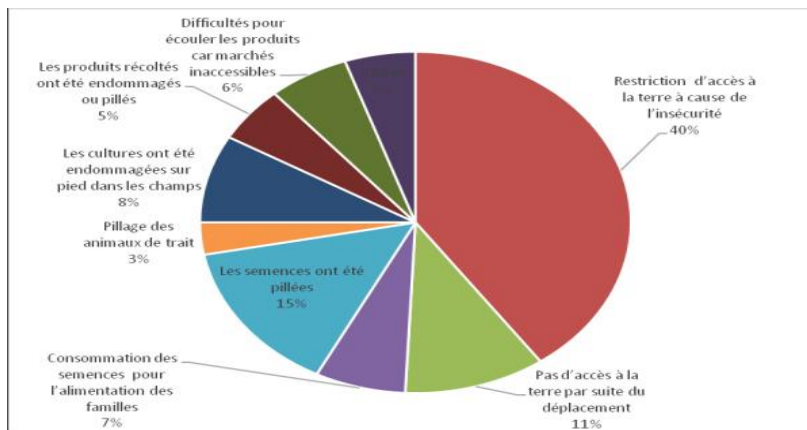
*Source: RCA – DSRP2 2011-2015 et FAO/PAM 2016*

#### *Contraintes majeures occasionnées par la crise sur l'agriculture*

<sup>72</sup> *Global Witness – Bois de sang – Comment l'Europe a aidé à financer la guerre en RCA – Juillet 2015*

<sup>73</sup> BAD, 2012

<sup>74</sup> *Annuaire statistiques du secteur forestier*



Source : Enquête CFSAM, 2015

**Les ressources naturelles** - La République Centrafricaine dispose d'atouts majeurs qui constituent autant de facteurs de résilience. Au premier rang de ces facteurs figurent ses ressources naturelles considérables (or, diamant, uranium, bois, pétrole), dont la gestion efficace permettrait de contribuer au développement socio-économique du pays. La RCA est dotée d'un potentiel naturel très important : les terres arables fertiles sont estimées à 15 millions d'hectares, dont à peine 5 pour cent sont exploités annuellement pour les cultures de manioc, d'ignames, de plantains, de maïs, de mils et sorgho, d'arachide, de sésame<sup>75</sup>; 7 millions d'hectares disponibles pour les activités pastorales; quatre grands domaines floristiques de steppes, de savanes boisées, de forêts équatoriales denses; une faune abondante, d'environ 1 010 espèces connues d'amphibiens, oiseaux, mammifères et reptiles; un massif forestier important couvrant environ 8% du territoire soit 5,6 millions d'hectares; une bonne pluviométrie (entre 1 200 et 2 000 mm d'eau par an); un réseau hydrographique dense, structuré autour de deux bassins, le lac Tchad et le fleuve Congo; des ressources en eaux souterraines évaluées à 35 milliards de mètre cubes par an<sup>76</sup>; des ressources minières immenses: 470 indices de minéraux identifiés, attestant de la présence de gisements d'or, de pétrole, d'uranium, de fer, de quartz minéralisé, de cuivre, de lignite; des indices de manganèse, d'étain, de nickel, de chrome et de terres rares sont décelés dans plusieurs parties du pays.

Ces ressources constituent un stock de capital naturel estimé<sup>77</sup> à 23%<sup>78</sup> de la richesse "véritable"<sup>79</sup> de la RCA, ce qui est très similaire à la moyenne de 24%<sup>80</sup> observée en Afrique subsaharienne (ASS).

Or, les **ressources minérales** actuellement exploitées ne représentent qu'une faible proportion du capital naturel du pays (1%). Deux raisons essentielles expliquent cette situation. Il y a d'un côté le caractère artisanal de l'exploitation minière combiné à sa faible productivité. D'un autre côté, il y a la sous-estimation de la production déclarée par rapport à la production réelle.

La RCA a adopté un code minier en 2009. De plus le pays est partie prenante au processus de certification de Kimberley ainsi qu'à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE).

<sup>75</sup> Source Rapport FAO/PAM récoltes et Sécurité alimentaire 2016

<sup>76</sup> Global Water Partnership – Etude nationale sur le financement du secteur eau – Synthèse rapport RCA – juin 2010.

<sup>77</sup> RCA – Analyse environnementale de Pays : Gestion environnementale pour une croissance durable – Rapport principal – Novembre 2010.

<sup>78</sup> Ces ressources ont été évaluées à la valeur actuelle de leurs rentes gagnées sur une période comptable de 25 ans (2005-2030). Source : Ibid.

<sup>79</sup> La prise en compte des considérations de durabilité requiert d'élargir le concept de richesse nationale basée uniquement sur le seul capital produit. Le concept de richesse « véritable » d'une nation agrège 3 types de stock de capital : (i) le capital naturel qui englobe les ressources finies (telles que les actifs minéraux), les ressources renouvelables (comme les terres et les forêts) et leurs services environnementaux ; (ii) le capital physique en tant qu'accumulation des investissements en termes d'infrastructures, équipements, machines, bâtiments ; et (iii) le capital incorporel constitué du capital humain (santé, acquis scolaires, compétences et savoir-faire humains) et du capital social (interrelations sociales et institutionnelles).

<sup>80</sup> Le capital physique représente uniquement 7% de cette richesse (contre 13% pour l'ASS) traduisant l'inexistence de base matérielle de développement en lien avec une faiblesse structurelle des taux d'investissement.

*Le diamant* a été de tout temps l'objet de convoitise de la part des dirigeants centrafricains et des groupes armés qui tirent leur trésor de guerre de son exploitation illicite. Durant la dernière crise, les factions armées et les groupes rebelles ayant pris le contrôle de presque toutes les mines de diamant, le Gouvernement de la RCA n'a plus été en mesure de confirmer que les diamants exportés ne servaient pas à financer un conflit armé. En conséquence, le pays a fait l'objet d'une suspension temporaire du Processus de certification de Kimberley (KPCS) en 2013. Les exportations légales enregistrées par le KPCS ont chuté. Cette suspension a eu des effets négatifs sur les moyens de subsistance d'un nombre élevé d'habitants et a conduit à une intensification du trafic de diamants.

La Centrafrique a réintégré (juin 2015) le Processus de Kimberley et peut ainsi exporter les diamants en provenance des zones Sud et Ouest du pays.

*Les ressources forestières* sont d'un poids relativement faible (9% - le même que la moyenne de l'Afrique sub-saharienne), moindre que ce qui est généralement admis, mais leur valeur marchande est élevée. La faible productivité est essentiellement due à l'absence de transformation et aux coûts de transports élevés. Les *ventes de bois*, qui représentent la deuxième source de recettes d'exportation du pays, ont sensiblement diminué pendant et après le conflit de 2013, les entreprises ayant maintenu un niveau de production minimum, orienté essentiellement vers l'exportation de grumes. Ceci en raison de la destruction de certaines installations de production, de la détérioration des infrastructures, de l'insécurité sur les axes de transport et de l'engorgement du port de Douala au Cameroun, à travers lequel transite la majorité du commerce extérieur.

*Les ressources énergétiques* - La RCA est dotée d'abondantes ressources énergétiques à faible coût, en particulier d'un fort potentiel hydroélectrique, estimé à 2 000 mégawatts, mais le secteur est très sous-développé avec une capacité de 18 MW seulement. Le taux d'accès à l'électricité en RCA est parmi les plus faibles en Afrique sub-saharienne. Il est estimé à environ 4% en moyenne (14% à Bangui et moins de 1% dans les zones rurales). La société nationale Energie Centrafricaine (ENERCA), l'unique fournisseur d'électricité, est dans un état critique. Le manque d'électricité disponible de manière fiable et à coût abordable, en particulier en dehors de Bangui, gêne le fonctionnement de toutes les industries et services. Il empêche le développement économique, notamment le développement des industries de transformation à l'intérieur du pays.

*Intégration régionale* - L'histoire et la géographie ont ancré la RCA dans un environnement régional qui a connu des mutations avec le temps. A l'époque coloniale existait l'AEF (Afrique Equatoriale Française) et après les indépendances, plusieurs grands ensembles régionaux tels que la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC) se sont constituées.

Dans le cadre de la CEMAC<sup>81</sup>, la RCA partage avec le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Tchad, une monnaie le Franc CFA gérée par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC). Une monnaie commune, indexée sur l'euro, dont la solidité en fait un rempart à l'effondrement total du pays. Reposant sur un mécanisme de surveillance multilatérale<sup>82</sup>, le programme de convergence de la CEMAC permet bon an mal an, à la RCA de s'insérer dans une dynamique d'intégration économique.

La RCA est également membre de la CEEAC qui comprend outre, les 6 Etats de la CEMAC, quatre autres membres que sont : l'Angola, le Burundi, la RDC et Saï Tomé & Príncipe. La solidarité qui est une des valeurs fondatrices de cette communauté, s'est manifestée à plusieurs reprises à l'égard de la RCA lors des différentes crises qu'a connues le pays de 1996 à ce jour. La RCA fait aussi partie de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL)<sup>83</sup> et de la CEN-SAD<sup>84</sup>. A ce jour le bilan de cette intégration est mitigé : la libre circulation est restée une chimère, les grands programmes régionaux se succèdent sans impacts concrets sur l'économie du pays. Or, au regard de sa centralité géographique

---

<sup>81</sup> La Banque de Développement des Etats de l'Afrique centrale est aussi une des institutions spécialisées de la CEMAC. C'est l'institution de financement de développement de la CEMAC

<sup>82</sup> Cf. directive du 03 août 2001 de la CEMAC

<sup>83</sup> Les Etats membres de la CIRGL : l'Angola, le Burundi, la République Centrafricaine, la République du Congo, la République Démocratique du Congo, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan, la Tanzanie et la Zambie.

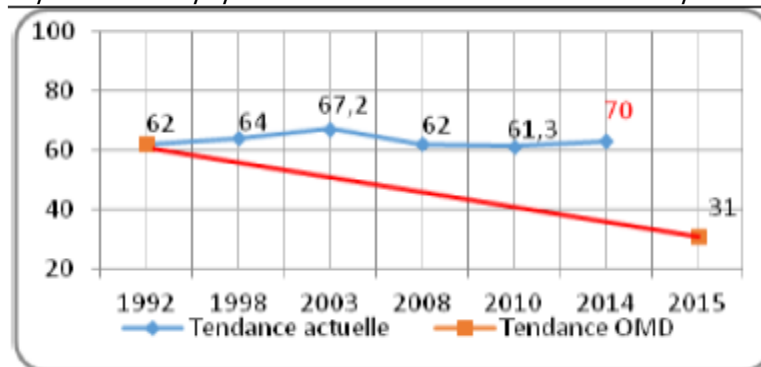
<sup>84</sup> La communauté des Etat Sahélo-Sahariens, CEN-SAD regroupe 28 pays africains.

et de son enclavement, l'intégration régionale est un enjeu stratégique tant au plan politique qu'au plan économique pour la Centrafrique<sup>85</sup>.

### 2.3.2. LES FACTEURS DE PAUVRETE

Trois centrafricains sur cinq vivent dans l'extrême pauvreté. Sur la base des résultats de l'ECASEB86 2008, l'incidence de la pauvreté monétaire en RCA est de 62%. Après un pic estimé à 76% en 2013, le taux de personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté était projeté à 60%<sup>87</sup> en 2015, soit 'environ 3 millions de centrafricains sur une population estimée à un peu moins de 5 millions.

*Proportion de la population vivant en-dessous du seuil de pauvreté*



*Source: Programme d'urgence et de relèvement durable 2014-2016*

La pauvreté est à dominante rurale et touche environ 2,1 millions de centrafricains dans ce milieu. Les régions de l'Ouham et de l'Ouham Pendé connaissent une forte concentration de pauvreté, (en moyenne 7 habitants sur 10). Par contre, la pauvreté est relativement moins élevée dans la région de Sangha Mbaéré, Mambere Kadéi et Nana Mambere et dans la Haute Kotto, Bamingui, Bangoran et Vakaga, où l'incidence est de 10 à 20 points inférieurs à la moyenne nationale. En relation avec sa forte composante urbaine, Bangui est la région du pays où le taux de pauvreté est le moins élevée (45%).

La pauvreté des conditions de vie est plus prononcée que la forme monétaire du phénomène. Elle affecte près de 3,75 millions de centrafricains dont la grande majorité, se trouve dans les zones rurales (plus de 90%). Elle se manifeste en termes de privations d'accès aux services sociaux de base tels que les services d'eau potable, d'éclairage, de santé, d'éducation, à la radiodiffusion, et de déficits d'infrastructures économiques, comme les marchés et les routes. *L'incidence de la pauvreté* est aussi tributaire de certaines caractéristiques du ménage comme la taille, l'âge, la détention d'actif, le sexe et le niveau d'instruction du chef de ménage et de son secteur d'activité. Ainsi la pauvreté augmente proportionnellement avec la taille du ménage et est plus élevée chez les jeunes, les ménages sans terres et les ménages dirigés par des chefs peu ou pas instruits. Par ailleurs, la situation de l'homme et de la femme est inégale relativement à la pauvreté : en milieu rural, 8 ménages dirigés par une femme sur 10 sont pauvres contre 7 sur 10 pour les ménages dirigés par les hommes.

Avec la crise que traverse actuellement la RCA, les conditions de vie des ménages se sont nettement dégradées, surtout au regard de l'urgence et de l'ampleur des besoins humanitaires à satisfaire notamment pour prendre en charge les populations déplacées et les réfugiés. En l'absence de nouvelles enquêtes, il est difficile de mesurer l'impact de ces manifestations de la crise sur la pauvreté et les conditions d'existence en RCA.

<sup>85</sup> Il faut pour cela, que le pays œuvre à lever un certain nombre de contraintes à savoir : (i) la lenteur dans la mise en œuvre des fondamentaux de l'intégration économique et d'un marché commun notamment : la libre circulation des personnes, des biens et des services. Ce qui requiert d'aller au-delà du Tarif Extérieur Commun et d'asseoir les bases d'une ouverture de tous les marchés à l'intérieur de la zone ; (ii) les faibles capacités à réaliser les programmes économiques régionaux ou à mettre en œuvre les politiques communes.

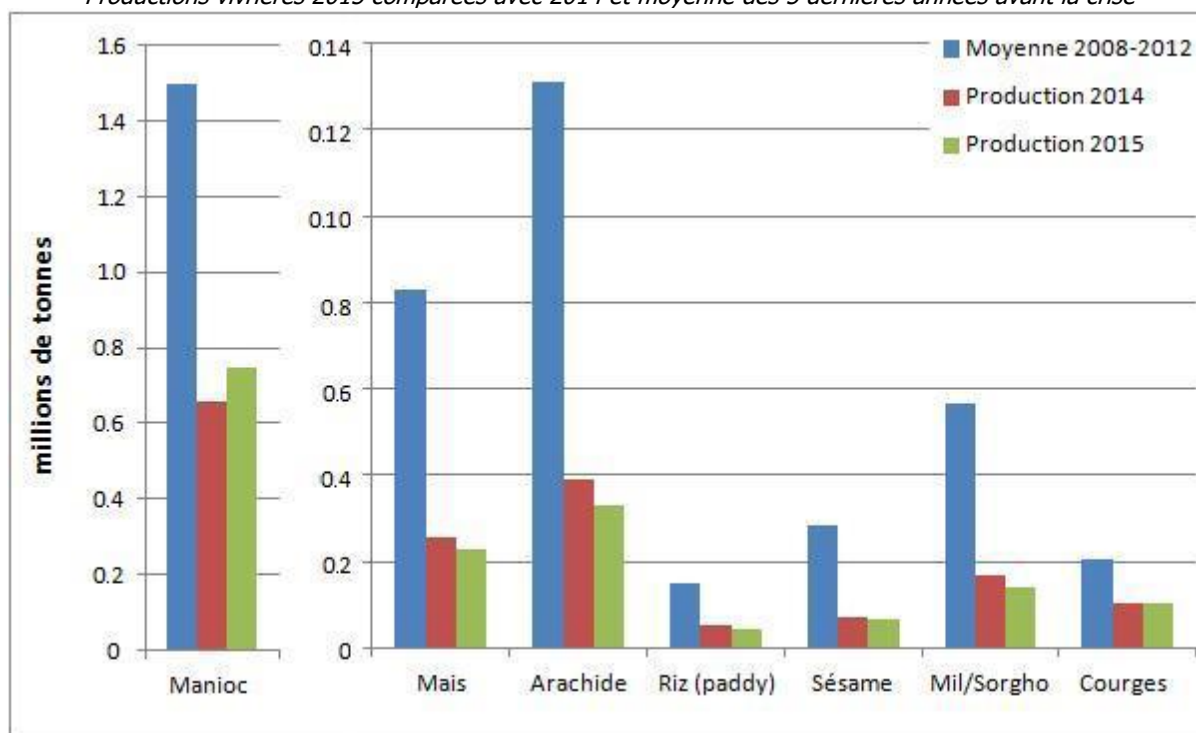
<sup>86</sup> Enquête centrafricaine pour le suivi-évaluation du bien-être

<sup>87</sup> Cf. Rapport national de suivi des OMD en RCA, 2012

*L'insécurité alimentaire et nutritionnelle* - L'autosuffisance alimentaire<sup>88</sup> est devenue une bien lointaine réalité et globalement l'offre alimentaire en RCA demeure insuffisante au regard des besoins de la population. "Le pays doit en conséquence recourir de manière permanente à des importations pour pallier les déficits observés"<sup>89</sup>. Ces importations se font en grande partie en provenance du Tchad, de la RDC et du Cameroun. Les cultures vivrières sont dans leur ensemble inférieures à la moyenne quinquennale 2008-2012 de près de 60%. La crise de 2013 en provoquant une chute de la production agricole de 46% par rapport à 2012, est venue aggraver cette situation. Un déficit céréalier net<sup>90</sup> de 56 868 tonnes a été enregistré en 2014-15.

Du côté de l'élevage une diminution de 67 à 77% de l'effectif du cheptel a été notée par rapport au niveau pré-crise. De même, un repli de l'ordre de 40% de la production halieutique a été observé.

*Productions vivrières 2015 comparées avec 2014 et moyenne des 5 dernières années avant la crise*



*Source : Annuaire du MDR et Enquête CFSAM 2015*

Sur la base de l'enquête EFSA 2014 (évaluation de la sécurité alimentaire en situation de crise), seulement 9% des ménages sont capables de satisfaire leurs besoins alimentaires et non-alimentaires essentiels. La proportion de ménages en insécurité alimentaire s'établissait alors à 28%<sup>91</sup> soit une augmentation de 3% par rapport à 2013. Parmi ces ménages, 3% sont en situation d'insécurité alimentaire sévère et 25% en situation modérée.

La grande majorité des ménages centrafricains (62%) est en situation de sécurité alimentaire limitée. C'est-à-dire que ces ménages n'arrivent à assurer une consommation adéquate qu'au prix de la vente de leurs actifs, de la désépargne ou de recours à l'emprunt. Il s'agit en réalité d'une situation de vulnérabilité qui fragilise la capacité de résilience des ménages et qui est susceptible de les faire basculer au moindre risque, dans l'insécurité alimentaire. Les ménages recourent donc de plus en plus à des

<sup>88</sup> pour une étude plus détaillée, voir le Rapport FAO/PAM Récoltes et Sécurité alimentaire 2016

<sup>89</sup> Cf. FAO- RCA, *Cadre de Programmation –Pays, 2015-2016*.

<sup>90</sup> Il s'agit d'un déficit net des prévisions d'importations commerciales et d'assistance alimentaire

<sup>91</sup> Cf. *Evaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence – RCA, 2014 - PAM, en étroite collaboration avec la FAO, ACTED, ACF, IEDA Relief, TRIANGLE et l'Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES)*.

stratégies d'adaptation pour pallier au manque de nourriture ou d'argent pour s'en procurer. La première stratégie est la réduction du nombre de repas, la seconde la réduction des quantités. Seuls 16 pour cent des ménages ne recourent à aucune stratégie d'adaptation ou n'ont pas épuisé leurs possibilités de recourir à des stratégies.

Les réserves alimentaires en milieu rural ont baissé de 40 à 50% par rapport à la moyenne avant la crise. Par ailleurs, les consommateurs ont perdu un tiers de leur pouvoir d'achat par rapport à la crise. La baisse de la production agricole a aussi fait largement augmenter le prix des denrées 2012, ce qui a encore aggravé leur précarité<sup>92</sup>.

L'insécurité alimentaire est plus accentuée en milieu rural (30%) qu'en milieu urbain (25%)<sup>93</sup>. Elle affecte dans certaines préfectures<sup>94</sup> 38 à 49% des ménages. Les ménages en insécurité alimentaire présentent le profil suivant : ils résident dans les zones de tensions ou de forte densité de déplacés, ou ils sont analphabètes, pauvres et dépourvus d'actifs (terres ou bétails); ou encore ils vivent dans l'insécurité économique parce qu'ils dépendent exclusivement des marchés ou de l'aide alimentaire. Les ménages déplacés vivant dans des familles d'accueil ont deux fois plus de risque d'être en insécurité alimentaire que les résidents permanents. Ces déplacements occasionnent en effet, des pertes d'actifs, de capital humain et social qui rendent les ménages vulnérables et démunis. Les résultats de l'EFSA montrent en outre que les ménages dirigés par des femmes présentent des taux d'insécurité alimentaire les plus élevés.

*Emploi : Le chômage des jeunes* - Les résultats de l'Enquête Centrafricaine pour le Suivi-Evaluation du Bien-Etre (ECASEB) réalisée en 2008 indiquent que la population active représente 83,9% de la population totale. Le taux d'activité des personnes de 15 ans et plus<sup>95</sup>, se situe à 66,4% avec des disparités entre milieux 74,9% pour le milieu rural contre 52,9% pour le milieu urbain, et des inégalités entre hommes et femmes, respectivement 74,5% et 58,6%. La répartition de la population active en fonction des branches d'activités économiques place le secteur agricole en tête (67,0%), suivi du secteur commercial (15,0%). Il y a plus d'actifs occupés dans l'agriculture en milieu rural (84,0%) qu'en milieu urbain (35,0%). L'emploi salarié est beaucoup plus masculin. Le taux de sous-emploi<sup>96</sup> s'établit à 75,3% pour l'ensemble du pays : il atteint 90% à Bangossoa et est de 50% à Bangui. L'exploitation du bois ainsi que les activités d'extraction étant restées artisanales et peu productives, le secteur industriel réduit à 13% du PIB, ne peut bénéficier de gains de productivité pour drainer la main d'œuvre excédentaire de l'agriculture (70% des actifs) et créer les conditions d'une transformation structurelle de la RCA.

*Protection sociale* - La protection sociale<sup>97</sup> est un domaine de l'action publique qui n'a pas encore de contenu réel en RCA. Ni en termes conceptuels, ni en termes d'intervention, les différents documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) ne l'ont pas abordée de façon substantielle et sont restés plutôt superficiels. Du côté des partenaires au développement, ce domaine semble ne pas être un domaine d'intérêt pour le moment. C'est-à-dire que le système de protection sociale est à bâtir en

---

<sup>92</sup> Mission d'évaluation des cultures et de la sécurité alimentaire en République Centrafricaine (FAO/PAM, mars 2016)

<sup>93</sup> Ibid. EFSA

<sup>94</sup> Sur la base des résultats de l'EFSA, Mambéré Kadéï, Ouham Pendé et Nana Gribizi sont les préfectures avec les plus fortes proportions de ménages en insécurité alimentaire avec respectivement 49, 43 et 38 pour cent. En avril 2015, les zones les plus touchées par l'insécurité alimentaire sur la base des résultats du 10ème cycle d'analyse IPC (Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire) sont : la préfecture de Ouham et deux sous-préfectures (Mbrés et Bambari) sont classées en phase d'urgence (phase 4), de même que certains sites des déplacés. La phase de crise (phase 3) est présente dans 5 préfectures : Nana-Gribizi, Haute-Kotto, Ouham-Pendé, Mambéré Kadéï, Ouaka et 6 sous-préfectures (Bambouti, Obo, Zémio, Rafai, Abba et Boda) ainsi que quelques sites des déplacés.

<sup>95</sup> RNDH 2008

<sup>96</sup> Ibid.

<sup>97</sup> La protection sociale est vue ici comme l'ensemble des mesures publiques ou à but non lucratif qui visent à réduire la vulnérabilité des populations et à leur permettre de mieux gérer les risques économiques et sociaux (et autres environnementaux, sanitaires, culturels, politique...). Ces mesures publiques comprennent l'assistance sociale, l'assurance sociale, les services d'action sociale et la législation protectrice. Source : République du Bénin – Politique holistique de protection sociale – Mars 2013.

RCA. Pourtant la demande de protection sociale est effective au regard des risques<sup>98</sup> de toute nature encourus par les populations, et du nombre et des catégories de personnes vulnérables<sup>99</sup>. Que ce soit en période de conflit ou de post-conflit, les risques sont présents dans la vie quotidienne des centrafricains mêmes s'ils se posent en termes différents en fonction de leur degré d'acuité. Les systèmes traditionnels de solidarité sociale se sont effondrés et les déplacements ont détruit les réseaux de solidarité communautaire et affaibli la cohésion sociale.

Sans être exhaustif et en attendant une étude plus approfondie sur la thématique, les risques auxquels sont exposées les populations en RCA sont des risques économiques, sanitaires, sociaux, environnementaux, politiques et sécuritaires. Des catégories de personnes sont plus affectées par les risques que d'autres. Il s'agit des personnes vulnérables à savoir : les personnes âgées, les personnes handicapées, les enfants, les jeunes gens, les jeunes filles et les femmes. L'offre de protection sociale qui est composée de l'assistance sociale, de la sécurité sociale, des actions sociales et de la législation protectrice, doit être conçue de sorte à répondre aux besoins de protection de ces groupes vulnérables.

*L'Environnement et les changements climatiques*- La République Centrafricaine est couverte de 28,3 millions d'hectares de forêts, soit près de 45 % de sa superficie. Ces forêts sont constituées à 80 % des forêts de savane (centre et nord-est) et à 20 % des forêts denses (sud-ouest pour exploitation industrielle; sud-est non exploitées). Elles subissent des pressions de toutes sortes et le taux de déforestation serait estimé à environ 0,13% par an.

La riche biodiversité du pays<sup>100</sup> est cependant mise à mal par: la déforestation et la dégradation des écosystèmes; le braconnage des espèces fauniques; l'exploitation anarchique des ressources halieutiques; la transhumance et le pacquage anarchique dans les zones d'intérêt cynégétique; l'exploitation minière dans les aires protégées. En termes quantitatifs les coûts de la dégradation environnementale en RCA sont estimés à 8% du PIB (2013). L'épuisement du capital humain résultant des risques environnementaux pour la santé tels que les effets de la pollution, constitue le principal coût de la dégradation environnementale (6,5% du PIB). En lien avec les faibles rentes de l'extraction des diamants, l'épuisement des ressources finies est par contre, relativement moins important.

La RCA est également menacée par les changements climatiques. Mais au stade actuel, il n'est pas aisé d'en déterminer les effets. Toutefois, des menaces immédiates pourraient être: des inondations plus fréquentes et plus graves; une hausse des températures se traduisant par des précipitations plus irrégulières, qui pourraient affecter la production agricole et partant, les moyens d'existence en milieu rural; des problèmes de santé notamment la recrudescence d'épidémies résultant d'une augmentation des températures et de l'humidité ainsi qu'une prévalence plus accrue de maladies résultant d'inondation.

### **2.3.2. LA NEGATION GENERALE DU DROIT AU DEVELOPPEMENT**

Avec, aux mieux des connaissances actuelles, seulement 1% des abondantes ressources du pays exploité, la RCA dispose d'importants atouts.

La RCA possède en outre un avantage rare dans un pays africain, celui de disposer à côté du français, d'une deuxième langue officielle le *sango*. Une langue nationale appelée à être le vecteur de la paix et de la cohésion sociale dans le pays et un instrument d'intégration à l'échelle nationale.

---

<sup>98</sup> Le risque se définit d'une manière générale comme étant un événement futur plus ou moins incertain dont l'avènement ne dépend pas entièrement de l'individu et qui, lorsqu'il se produit, fait naître un besoin. La notion de risque, qui sous-tend l'idée de la protection sociale, est quelquefois présentée sous un angle largement économique. Cependant, elle est, de plus en plus, comprise d'une manière plus ample, englobant toute sorte de risque (économique, environnementale, sanitaire, socioculturel ou même politique) qui est nuisible au bien-être et aux droits des individus. Source : République du Bénin – Politique holistique de protection sociale – Mars 2013

<sup>99</sup> La vulnérabilité est l'incapacité plus ou moins grande d'un individu, d'un ménage ou d'une population à faire face à un risque. Elle varie selon la nature des risques et les capacités des ménages et des individus. Il faut comprendre la vulnérabilité sur plusieurs dimensions : le statut économique du ménage, la résidence géographique, le genre, les étapes du cycle de la vie, le niveau d'instruction et des connaissances, les maladies chroniques, les handicaps, etc. Source: République du Bénin – Politique holistique de protection sociale – Mars 2013.

<sup>100</sup> cf Faune et Flore

Malgré ses atouts, l'**économie** centrafricaine reste confrontée, en plus de sa faible diversification, à trois contraintes majeures. Premièrement, les contraintes géographiques qui tiennent à l'enclavement du pays. Au plan externe, cet enclavement fait dépendre le pays des vicissitudes socio-politiques de ses voisins disposant d'ouverture sur la mer. Cette situation a aussi des implications économiques en termes de compétitivité. Il faut en effet parcourir plus de 1.500 km entre Douala et Bangui pour l'acheminement des marchandises. Des coûts de transactions renchérissent ainsi les produits importés et entretiennent des tensions inflationnistes sur le marché local. Au plan interne, cet enclavement est renforcé par l'insuffisance et la dégradation avancée des infrastructures de transports (routes, ports fluvio-lagunaires, aéroports...), l'isolement des zones de production et la faible desserte des différentes régions du pays.

Viennent ensuite les contraintes sécuritaires en relation avec l'instabilité chronique du pays et qui se manifestent par: les incursions régulières de groupes armés à l'intérieur du territoire traduisant de réelles difficultés de l'Etat centrafricain à contrôler ses frontières; les actes fréquents de criminalité attribués aux *Zaraguinas* (coupeurs de route) ; la faible présence de l'Etat dans toutes les parties du pays favorisant des pratiques illégales telles que le braconnage, l'occupation anarchique de domaines publics et l'exploitation illicites des ressources minières.

Il y a troisièmement, les contraintes économiques qui tiennent à la faiblesse de la croissance du PIB qui est restée plafonnée à 4%<sup>101</sup> (son taux le plus élevé sur les 5 dernières années avant la crise). Un niveau qui demeure insuffisant pour résorber le chômage et le sous-emploi, et pour faire reculer la pauvreté. La conjugaison des facteurs d'insécurité avec l'instabilité politique accroît en effet, le risque-pays et malgré la solidité du régime de change, la RCA n'attire pas encore suffisamment d'investissements directs étrangers susceptibles d'aider le pays à valoriser son énorme potentiel.

En RCA les problèmes environnementaux se répartissent en problèmes classiques ou traditionnels (l'hygiène des populations, la précarité des établissements humains, le déséquilibre des écosystèmes et la perte de la diversité biologique, l'appauvrissement de la couche d'ozone, la pollution atmosphérique ou encore les changements climatiques), ou en problèmes émergents (l'invasion des sachets plastiques non biodégradables, les problèmes des réfugiés, l'occupation des parcs et aires protégées par les rebelles ou par les réfugiés). A tous ces problèmes s'ajoutent, la mauvaise gouvernance des aires protégées (faunes et flore), des secteurs forestier et minier, ainsi que l'urbanisation croissante des villes. C'est l'ensemble de tous ces problèmes qui empêche les populations centrafricaines de jouir de leur droit à un environnement sain.

### **3.3.2.1. Les causes du problème**

L'économie centrafricaine est une petite économie, peu diversifiée, à faible productivité et très vulnérable aux chocs politiques, sécuritaires et humanitaires internes et externes. La crise qui a éclaté en 2013, l'a totalement sinistrée en annihilant les timides performances enregistrées sur la période 2010-2012.

Le faible développement humain de la RCA selon l'IDH, le retard accusé pour pour l'atteinte des OMD, la pauvreté généralisée ainsi que les faibles performances économiques et financières enregistrées dans le temps, attestent que le droit au développement<sup>102</sup> qui est un droit fondamental<sup>103</sup> de l'homme, est dénié au peuple centrafricain. Ce déni du droit au développement traduit l'incapacité, pour les centrafricains, pris individuellement et collectivement, de jouir de façon juste et équitable, des biens et services produits par la communauté à laquelle ils appartiennent. En vertu de l'interdépendance des droits de l'Homme, cette situation reflète une violation des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. Elle traduit en outre, une violation du droit de participation active des femmes au processus de développement<sup>104</sup>. Le déni du droit au développement affecte plus particulièrement la partie nord-

---

<sup>101</sup> Il serait de 6% pour 2015. Source: site web UMEOA

<sup>102</sup> Le droit au développement est consacré par la Déclaration AG 41/128 des Nations Unies

<sup>103</sup> «Le droit au développement est un droit inaliénable de l'homme en vertu duquel toute personne humaine et tous les peuples ont le droit de participer et de contribuer à un développement économique, social, culturel et politique dans lequel tous les droits de l'Homme et toutes les libertés fondamentales puissent être pleinement réalisés, et de bénéficier de ce développement» – Article 1<sup>er</sup> de la Déclaration sur le droit au développement.

<sup>104</sup> Le droit au développement est un droit de participation. Un déni du droit au développement est corrélativement un déni du droit de participation de la femme conformément aux dispositions de l'article 8 (1) de la déclaration 41/128)

est du pays qui est une zone "géographiquement reculée, historiquement marginalisée, et [...] négligée"<sup>105</sup>.

Le développement, en tant que processus de transformation sur le long terme, des structures démographiques, économiques et sociales n'est pas encore une réalité en RCA.

De plus, l'environnement devant favoriser "le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et les conditions de progrès et de développement"<sup>106</sup>, telle que souhaité par la Charte des Nations Unies, reste à être concrétisé.

Les gouvernements successifs n'ont pas été en mesure d'élaborer et de mettre en œuvre les réformes structurelles nécessaires au développement des secteurs agricoles, miniers et forestiers. Ce manque de réforme a aussi compromis la construction d'un tissu économique viable, à même d'offrir des opportunités d'emploi aux populations.

Au nombre des causes immédiates, il peut être mentionné :

- la fragilité du cadre macro-économique
- la mauvaise gestion des finances publiques
- la faible attractivité de la RCA en particulier pour les IDE
- la mauvaise qualité des dépenses d'investissements publics
- la non-disponibilité (en qualité et en quantité) des facteurs de production (eau, électricité et TIC)

Les causes immédiates ci-dessus résultent de:

- la faible capacité de mobilisation des ressources intérieures
- les choix budgétaires inopérants
- une léthargie dans la mise en œuvre des réformes structurelles et budgétaires
- 
- Le faible financement du secteur agricole ;
- un déficit chronique d'infrastructures économiques et sociales
- la concentration disproportionnée de l'APD dans les secteurs sociaux au détriment des secteurs productifs de l'agriculture et de l'industrie
- la préférence des IDE pour les secteurs d'exploitation des ressources naturelles
- la faiblesse de la croissance économique
- l'insécurité persistante entretenue par divers groupes armés ainsi que les entraves à la libre circulation des biens et des personnes
- 

Toutes ces causes (immédiates et sous-jacentes) trouvent leur origine dans:

- une faible diversification de l'économie centrafricaine uniquement tirée par l'agriculture et les ressources naturelles
- l'état embryonnaire du secteur manufacturier: une contrainte pour les opportunités d'emploi (que pourrait apporter la transformation des produits de base)
- le changement et les risques climatiques (inondation et sécheresse), maladies phytosanitaires et épizooties, etc. ;
- un déficit chronique d'épargne et l'insuffisance des financements extérieurs
- la mauvaise gouvernance économique et financière
- le climat défavorable des affaires ;
- la fragilité de l'Etat
- les conflits armés
- un secteur rural fortement sous-développé et à l'origine d'un exode massif
- la faible valorisation du potentiel économique des femmes
- l'enclavement interne et externe qui obère la compétitivité globale du pays.

Parmi les causes immédiates de la *pauvreté et de l'exclusion sociale* en RCA, il peut être cité:

- la privation de revenus garantis ou prévisibles au niveau des personnes vulnérables
- la prégnance de l'économie de cueillette
- la vulnérabilité aux chocs sécuritaires, humanitaires et naturels d'une grande partie de la population

---

<sup>105</sup> International Crisis Group – Rapport Afrique n°136 – 13 décembre 2007

<sup>106</sup> Cf. article 55 de la Charte des Nations Unies du 24 octobre 1945

- le manque d'actifs de tous ordres<sup>107</sup>:
  - o humains (travail, éducation, formation, employabilité, santé)
  - o naturels (environnement, ressources naturelles)
  - o physiques (accès aux infrastructures et équipements collectifs)
  - o financiers (épargne et accès au crédit)
  - o sociaux (réseaux de contacts et d'obligations réciproques)
- la faible valorisation du potentiel économique des femmes
- l'insécurité généralisée et la déprime continue de l'activité économique
- la surexploitation de l'environnement (faune et flore, notamment)
- le faible niveau de croissance économique
- les marges budgétaires limitées de l'Etat.

Les causes ci-dessus trouvent leur origine dans:

- la faible productivité des principaux secteurs de croissance (agriculture, élevage, forêts, mines et services marchands)
- l'inefficacité des politiques publiques sécuritaires et de développement en matière:
  - o de RSS et DDR
  - o de création de richesses et d'emploi
  - o d'infrastructures économiques et de services collectifs (éducation, santé, eau)
  - o de décentralisation ou de régionalisation
- l'absence de véritables politiques de redistribution de la richesse nationale et de protection sociale (filets sociaux et autres mécanismes structurés de prise en charge sociale)
- le faible niveau du revenu/tête
- les allocations budgétaires inefficaces, notamment l'insuffisance des investissements publics dans le domaine agricole
- la mauvaise gestion des ressources publiques caractérisée par:
  - o les détournements de deniers publics
  - o la gabegie et la corruption
- les flux illicites de capitaux (évasion fiscale, contrebande,...)
- la persistance de pratiques discriminatoires envers les femmes, les ethnies et les régions.

Ces différentes causes (immédiates et sous-jacentes) dérivent des causes profondes ci-après:

- l'échec des modèles et stratégies de développement appliqués jusque-là y compris les deux générations de DSRP
- les rigidités structurelles de l'économie centrafricaine
- l'instabilité politique chronique
- la récurrence des chocs sécuritaires et humanitaires
- la fragilité de l'Etat
- la mauvaise gouvernance économique, financière, administrative et environnementale.

Malgré ses potentialités agricoles, halieutiques et pastorales, la RCA est confrontée à *une insécurité alimentaire* en relation avec les conflits à répétition et les crises humanitaires qui les accompagnent.

Le droit à l'alimentation<sup>108</sup> est menacé en RCA au regard d'une part de la forte proportion de ménages en insécurité alimentaire ou susceptibles de l'être (9 sur 10).

<sup>107</sup> Banque mondiale – Rapport sur le développement dans le monde 2000 – 2001.

<sup>108</sup> Le droit à l'alimentation est le droit d'avoir un accès régulier, permanent et libre, soit directement, soit au moyen d'achats monétaires, à une nourriture quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante, correspondant aux traditions culturelles du peuple dont est issu le consommateur, et qui assure une vie psychique et physique, individuelle et collective, libre d'angoisse, satisfaisante et digne Source: CETIM: [http://www.droitshumains.org/alimentation/pdf/fevr\\_01.pdf](http://www.droitshumains.org/alimentation/pdf/fevr_01.pdf)

Selon le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies: «le droit à une nourriture suffisante est indissociable de la dignité intrinsèque de la personne humaine et est indispensable à la réalisation des autres droits fondamentaux consacrés dans la Charte internationale des droits de l'Homme. Il est également indissociable de la justice sociale et exige l'adoption, au niveau national comme au niveau international, de politiques économiques, environnementales et sociales appropriées visant à l'élimination de la pauvreté et à la réalisation de tous les droits de l'Homme pour tous»

Il affirme également que : «le droit à une nourriture suffisante est réalisé lorsque chaque homme, chaque femme et chaque enfant, seul ou en communauté avec d'autres, a physiquement et économiquement accès à tout moment à une nourriture suffisante ou aux moyens de se la procurer».

### **3.3.2.2. Les acteurs (rôles et capacités)**

Le droit au développement fait appel à plusieurs acteurs.

Il existe d'abord l'être humain<sup>109</sup> (homme, femme, jeune, enfant, personnes du 3<sup>ème</sup> âge), c'est-à-dire le *citoyen centrafricain*, de tout horizon, de toute région, de toute ethnie ou de toute confession. Il est à la fois le premier acteur et le principal bénéficiaire du droit au développement.

Vient ensuite la *communauté*<sup>110</sup> à laquelle, il appartient, et qu'il doit également servir. Le rôle de ces deux catégories d'acteurs est de participer au développement du pays à travers les activités de production, de consommation, d'échange, et de jouir en retour, des fruits de cette participation dans un environnement de paix et de justice sociale. Ces acteurs sont en droit de revendiquer la création par l'Etat des conditions nécessaires à leur participation au développement et à la jouissance des retombées de ce développement.

Il y a ensuite l'*Etat*, qui est un débiteur d'obligations vis-à-vis de ses citoyens et un détenteur de droit à l'égard des partenaires au développement.

Le droit au développement devant se réaliser au prime abord à l'échelle nationale, il revient à l'Etat:

- l'obligation "de formuler des politiques de développement nationales appropriées ayant pour but l'amélioration constante du bien-être de l'ensemble de la population et de tous les individus"<sup>111</sup>
- "la responsabilité première de la création des conditions [...] favorables à la réalisation du droit au développement"<sup>112</sup>;
- lever les obstacles d'ordre économique, social et réglementaire qui empêchent les citoyens centrafricains d'entreprendre des activités susceptibles de leur procurer les revenus nécessaires à leur subsistance;
- mettre en place des dispositifs permettant à la population active de trouver un travail décent sur un marché formel notamment par le biais de l'orientation professionnelle et du renforcement des compétences;
- développer un mécanisme qui englobe l'assurance sociale, l'assistance sociale et la législation protectrice conformes aux recommandations de l'OIT sur les socles nationaux de protection sociale.

L'Etat et les acteurs non-étatiques (*secteur privé, société civile et partenaires au développement*) sont dans l'obligation d'agir avec efficacité pour mettre fin à l'extrême pauvreté.

A cet effet, ils doivent agir d'une manière planifiée et transparente, en partenariat avec les personnes vivant dans l'extrême pauvreté en même temps qu'ils sont tenus de rendre compte périodiquement de leur action à tous les niveaux, en particulier aux niveaux local et national, conformément aux normes juridiques en vigueur.

Ils doivent en outre donner aux personnes vivant dans la pauvreté et aux groupes vulnérables les moyens de s'organiser et de participer à tous les aspects de la vie politique, économique et sociale, notamment à la planification et à la mise en œuvre des politiques qui les concernent, leur permettant ainsi de devenir de véritables partenaires du développement.

Enfin les *états tiers* ont le devoir de coopérer avec l'Etat pour assurer le développement.

La coopération est fondamentale dans la mesure où le développement implique des actions simultanées et complémentaires sur le plans national et international. Le droit au développement est aussi un droit

---

<sup>109</sup> Cf. Article 2 (1) de la Déclaration 41/128 : «L'être humain est le sujet central du développement et doit donc être le participant actif et le bénéficiaire du droit au développement»

<sup>110</sup> La communauté qui «seule peut assurer l'entier et libre épanouissement de l'être humain, et qui doit donc promouvoir et protéger un ordre politique, social et économique propre à favoriser le développement» - Article 2 (2) de la Déclaration 41/128

<sup>111</sup> Cf. Article 2 (3) de la Déclaration 41/128 : «Les États ont le droit et le devoir de formuler des politiques de développement national appropriées ayant pour but l'amélioration constante du bien-être de l'ensemble de la population et de tous les individus, fondée sur leur participation active, libre et utile au développement et à la répartition équitable des avantages qui en résultent.»

<sup>112</sup> Article 3 (1) de la Déclaration 41/128.

de la coopération internationale<sup>113</sup> mettant en jeu d'autres acteurs au nombre desquels, des agences du système des Nations Unies ainsi que les institutions financières internationales ou régionales, ou des organisations non gouvernementales.

Si l'Etat est suivant ces considérations, un détenteur de droits, alors les agences de coopération sont des débiteurs d'obligations. La notion de coopération prend ainsi tout son sens et justifie l'aide au développement.

Les débiteurs d'obligation relativement au droit à l'alimentation sont principalement l'Etat centrafricain, les partenaires au développement, les organisations professionnelles rurales (Chambre d'agriculture, organisations des producteurs, fédérations et associations...), le secteur privé agricole.

Ils ont pour rôle de promouvoir la réalisation de ce droit pour tous en RCA. C'est-à-dire qu'ils ne doivent pas faire obstacle à sa jouissance. Ils doivent le protéger et le rendre effectif.

Ces acteurs doivent ainsi œuvrer à assurer à toute personne humaine en RCA, l'accès aux ressources et aux moyens nécessaires pour assurer et produire sa propre subsistance.

En matière de protection de l'environnement, les détenteurs d'obligations ont pour rôle:

- de définir de façon participative, de mettre en œuvre, de suivre et évaluer les politiques nécessaires pour préserver l'environnement,
- d'assurer une bonne gestion de l'environnement afin d'assurer la promotion du droit à un environnement sain aux populations;
- de mobiliser les ressources nécessaires pour financer les programmes et les projets orientés vers la promotion de ce droit;
- de promouvoir l'émergence de mouvements associatifs de défense du droit à un environnement sain.

Les *détenteurs de droits* sont ici les centrafricains vivant dans la pauvreté et l'exclusion économique. Ils ont droit à la pleine jouissance de tous les droits humains, y compris celui de participer à la prise de décisions qui les concernent.

En outre, ces personnes sont pleinement fondées à exiger des politiques et programmes aux niveaux national et international efficaces en termes d'éradication de la pauvreté ou d'amélioration de leurs conditions de vie et de travail.

Pour protéger leur environnement, les titulaires de droits ont pour rôle:

- de s'organiser au sein de leurs communautés respectives pour défendre leurs droits à la jouissance d'un l'environnement sain;
- de participer la définition, la mise en œuvre et le suivi des politiques et stratégies, ainsi qu'à la prise de décisions en matière de gestion de l'environnement.

La réalisation du droit au développement en RCA requiert le renforcement des capacités de participation au développement de tous les centrafricains individuellement ou en association à travers par exemple les OSC; l'autonomisation des femmes; le renforcement des capacités de gestion du développement de l'Etat; et l'efficacité de la coopération pour le développement.

L'Etat doit être renforcé dans ses capacités pour exercer pleinement et efficacement les fonctions suivantes:

- la création d'un environnement légal, réglementaire et institutionnel favorable à l'activité économique;
- la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques reposant sur un cadre global de gestion du développement articulé autour de:
  - o un système national de planification,
  - o un système de gestion des finances publiques,
  - o un système de suivi-évaluation et
  - o un système statistique national.

De façon spécifique, l'Etat centrafricain a besoin des capacités nécessaires pour:

---

<sup>113</sup> La réalisation de ce droit suppose le plein respect des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies». Celle-ci dispose en effet, à l'article 56, que les États «membres s'engagent en vue d'atteindre les buts énoncés à l'article 55 à agir, tant conjointement que séparément en coopération avec l'Organisation ».

- recenser à l'aide d'outils appropriés les personnes et les ménages particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire;
- mettre en œuvre le PNIASAN et tous autres cadres d'action (législation, réglementation, programmes et financements) intégré permettant d'assurer ou de renforcer:
  - o l'accès à la terre et la sécurité de la propriété;
  - o l'accès à l'eau, aux semences, aux crédits, aux technologies et aux marchés locaux et régionaux, y compris pour les groupes vulnérables et discriminés;
  - o l'accès aux zones de pêche traditionnelle pour les communautés de pêcheurs qui en dépendent pour leur subsistance;
  - o l'accès à un revenu suffisant pour assurer une vie digne, y compris pour les travailleurs ruraux et les ouvriers de l'industrie, ainsi que
  - o l'accès à la sécurité sociale et à l'assistance pour les plus démunis.

Les détenteurs de droits peinent à concrétiser leur droit. Généralement ils le méconnaissent et même lorsqu'ils en ont connaissance, ils sont ignorants sur la manière de le revendiquer. D'où la nécessité du renforcement de leurs capacités en matière de droit de l'homme en général et du droit à l'alimentation en particulier.

Les associations professionnelles, les ONG, les producteurs et les consommateurs doivent être également les cibles de ces renforcements de capacité.

La jouissance du droit à un *environnement* sain requiert des capacités suffisantes de la part des détenteurs de droits. Mais en RCA la cause environnementale ne mobilise pas encore suffisamment d'acteurs. Le peu d'OSC dans le domaine ne dispose pas souvent des moyens d'action.

Le principal débiteur d'obligation est l'Etat dont la fragilité notoire empêche de disposer de capacités techniques, financières et matérielles pour garantir le droit à un environnement sain aux populations.

Malgré les efforts déployés pour mettre en place un cadre légal et réglementaire adéquat, la RCA manque cruellement de capacités suffisantes en matière de gestion de ses ressources naturelles. Notamment en ce qui concerne:

- la coordination institutionnelle (interministérielle, inter-agence, entre ministères et agences);
- des investissements durables tant pour la conservation de la biodiversité, l'exploitation forestière et l'extraction minière;
- l'efficacité des politiques et stratégies en matière de gestion environnementale;
- un encadrement réglementaire et un contrôle suffisant des autorités sur les opérations minières;
- une gestion efficace de la
- foresterie commerciale, des PFNL<sup>114</sup>, de la production de la viande de brousse, de la faune sauvage et des aires protégées.

## **2.4. Les Questions transversales (*Droits humains égalité des genres, jeunesse, production et utilisation des données*)**

### **2.4.1. LES DROITS HUMAINS**

Le droit international en matière de droits de l'Homme est consacré notamment par la Déclaration universelle des droits de l'Homme, ainsi que par un certain nombre de traités internationaux et par le droit international coutumier. Plus précisément, les instruments universels fondamentaux relatifs aux droits de l'Homme sont les suivants:

- le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et son Protocole facultatif; le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et ses deux Protocoles facultatifs;
- la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale;
- la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et son Protocole facultatif;
- la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et son Protocole facultatif;
- la Convention relative aux droits de l'enfant et ses deux Protocoles facultatifs;

---

<sup>114</sup> Produits Forestiers Non-Ligneux

- la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille;
- la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées;
- la Convention relative aux droits des personnes handicapées et son Protocole facultatif<sup>115</sup>.

Indépendante le 13 août 1960, la RCA a adhéré à l'ONU le 29 septembre de la même année. Depuis elle a signé, ratifié ou adhéré à plusieurs de ces instruments, dont les derniers tout récemment.

*Signature, ratification et/ou adhésion par la RCA*

<b>Traité</b>		<b>Date de signature</b>	<b>Date de ratification, ou date d'adhésion (a), de succession (d)</b>
CERD	Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale	07 mars 1966	16 mars 1971
CCPR	Pacte international relatif aux droits civils et politiques		08 mai 1981 (a)
CCPR-OP2-DP	Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques visant à abolir la peine de mort		
CESCR	Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels		08 mai 1981 (a)
CEDAW	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes		21 juin 1991 (a)
CRC	Convention relative aux droits de l'enfant	30 juil. 1990	23 avr. 1992
CRC-OP-AC	Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés	27 sept. 2010	
CRC-OP-SC	Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants	27 sept. 2010	24 oct. 2012
CRPD	Convention relative aux droits des personnes handicapées	09 mai 2007	11 oct. 2016
CAT	Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants		11 oct. 2016 (a)
CAT-OP	Protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants		11 oct. 2016 (a)
CED	Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées		11 oct. 2016 (a)
CMW	Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille		

*Source: ohchr.org (Janvier 2017)*

La RCA est par ailleurs, partie au statut de Rome de la Cour pénale internationale (ratifiée le 3 Octobre 2001).

Le pays a également signé la déclaration sur l'Orientatation sexuelle et identité de genre aux Nations unies en 2011, appelant à la protection des personnes LGBT

<sup>115</sup> Source : Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme.

En 2015, la MINUSCA a rapporté 1 278 violations des droits de l'homme faisant 1 786 victimes. Les violations incluent des meurtres, des actes de torture et de traitements inhumains et dégradants, des arrestations arbitraires, des violences fondées sur le genre, et des actes de racket et d'extorsion. "La majorité des violations restent le fait des groupes armés, [...mais aussi] des forces nationales de sécurité, y compris des exécutions extra-judiciaires, en particulier par le personnel de l'Office central de la répression du banditisme"<sup>116</sup>.

Parmi les violations des droits humains compilées par le Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'Homme (OHCHR), 77% des victimes sont des hommes, 12% sont des femmes, 7% sont des garçons et 4% sont des filles. Les hommes sont plus affectés par les exécutions arbitraires, les arrestations et les détentions arbitraires, les traitements cruels, inhumains et dégradants ainsi que les extorsions.

Les femmes et les filles sont plus affectées par les enlèvements, les accusations liées à la sorcellerie et les violences sexuelles, dont des viols collectifs.

#### **2.4.2. L'ÉGALITÉ DES GENRES**

L'Assemblée Nationale centrafricaine a adopté le 9 novembre 2016 avec une majorité confortable (86 voix pour, 22 contre et 8 abstentions) la loi sur la parité homme-femme proposée par le Gouvernement. Cependant, il reste encore du chemin à parcourir pour atteindre une véritable égalité homme-femme. L'indice sexo-spécifique de développement humain (ISDH) classe la RCA à la 153<sup>ème</sup> position sur 177 pays, ce qui confirme la réalité des inégalités de genre dans le pays, donc des droits bafoués pour les femmes et filles. Les femmes sont touchées plus fortement par la pauvreté, le manque de perspectives politiques, économiques et de développement. Les inégalités de genre s'expriment à des degrés divers selon les secteurs socio-économiques.

**Emploi** - En milieu rural, les taux de pauvreté atteignent 81% chez les femmes, par rapport à 69% chez les hommes<sup>117</sup>. Même si juridiquement les femmes ont le même droit à l'emploi que les hommes, leur faible niveau d'instruction et de qualification ne leur permet pas d'avoir le même accès que les hommes au marché du travail et à certains emplois.

Les femmes actives se trouvent majoritairement dans l'agriculture, soit dans les services et principalement dans le commerce (au moins une femme sur trois). Les femmes représentent moins de 20% des agents de l'administration publique et ne constituent que 4,1% des employés du secteur privé. La quasi-totalité des femmes exerce sans rémunération dans la petite agriculture extensive (81% contre 67% d'hommes), et dans le secteur informel urbain (26%). Les femmes sont en général plus occupées par des tâches non rémunérées (femmes au foyer). Les cadres féminins sont plus nombreux dans le secteur de l'éducation, suivi de ceux de la santé, des finances et de la jeunesse, et restent minoritaires dans les départements techniques.

Même si le précédent chef de l'Etat était une femme, la représentativité des femmes reste faible dans les instances de décision.

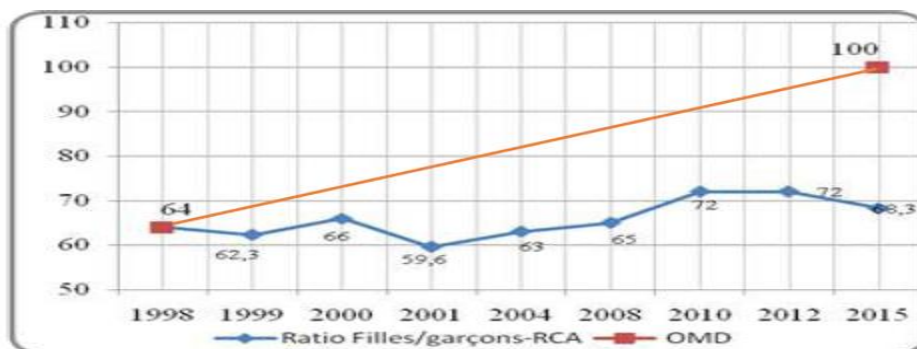
**Education** - La crise a accentué l'inégalité des sexes sur le plan de l'accès à l'éducation et a accru la vulnérabilité des filles à l'exploitation et aux abus. Ainsi sur 10 femmes, 7 sont analphabètes contre 5 sur 10 chez les hommes. Plus de garçons que de filles sont scolarisés: il en est ainsi à tous les niveaux de l'éducation. Il existe une corrélation positive entre le taux de déperdition scolaire et l'âge de la puberté. Les filles connaissent des taux d'échec plus élevés, elles sont sujettes aux grossesses précoces et plus vulnérables en cas de décès d'un de leurs parents.

*Ratio Filles/garçons (Taux brut de scolarité)*

---

<sup>116</sup> Source: Rapport de l'experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine – Assemblée générale de l'ONU, juin 2016.

<sup>117</sup> ONU Femmes, New York, Septembre 2016



Source: *Annuaire statistique de l'éducation*

**Santé** - Les femmes qui représentent 50,7% de la population totale, vivent en moyenne plus longtemps que les hommes. Par contre, elles courent plus de risque de décéder entre 15 et 49 ans, surmortalité essentiellement liée à la grossesse et à l'accouchement. 67,9% des femmes de 20 à 24 ans se sont mariées pour la première fois avant l'âge de 18 ans<sup>118</sup>, et le nombre de grossesses chez les adolescentes est très élevé. En outre la prévalence de l'infécondité, de la stérilité et du VIH/SIDA est plus élevée chez les femmes. Dans la répartition des tâches domestiques, les femmes en raison de la maternité subissent plus le poids et la pénibilité des corvées que les hommes.

**Violences basées sur le genre** - De nombreux actes de violation des droits de l'Homme ont été perpétrés à l'endroit des femmes; bon nombre d'entre elles ont été victimes des violences sexuelles, avec des conséquences désastreuses comme les traumatismes, l'infection par le VIH, la discrimination et la stigmatisation, des enfants nés des viols, la répudiation du foyer conjugal. Le viol est un problème majeur en Centrafrique. Sur l'aperçu général des violences basées sur le genre en RCA, il a été enregistré en 2014, 5320 cas de violences basées sur le Genre dont 20% des victimes sont âgées de moins de 18 ans. Sur la totalité des victimes, 32% des cas de viols dont 77% des cas de sexe féminin ont été notifiés. En 2015, 693 viols avaient été pris en charge dans des structures de santé, et au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2016, 501 cas dont 81 sur mineurs avaient déjà été comptabilisés par des acteurs de la santé<sup>119</sup>. Bien que l'homosexualité soit juridiquement admise en RCA, il n'en demeure pas moins que certains instruments et lois, tels que ceux relatifs à la non-discrimination liée au genre, à l'orientation sexuelle ou à la sexualité (embauche, mariage ou partenariat civil, par exemple) ou interdisant les discours de haine, font défaut.

Les analyses précédentes ont permis d'identifier, les problèmes majeurs de développement en RCA: récurrence des conflits armés, persistance de besoins humanitaires, fragilité de l'Etat, rigidités structurelles de l'économie, insécurité alimentaire et malnutrition, extrême pauvreté, accès et offre limités aux services sociaux, dégradation de l'environnement et mauvaise gestion des ressources naturelles, inégalité des genres, marginalisation des jeunes... qui sont autant de reflets des manques en terme de respect des droits humains.

Les principaux freins<sup>120</sup> à la promotion de l'égalité du genre sont les suivants :

- le poids des tabous et des préjugés qui marque le statut de la femme et la confine dans un manque de confiance en soi;
- la surcharge de travail des femmes et leur faible pouvoir économique;
- les mariages forcés ou précoces, les mutilations génitales féminines, ainsi que les rites de veuvage tels que le lévirat et le sororat ;
- l'ignorance des femmes de leur droit ainsi que des procédures de saisine des juridictions en cas de besoin ;

<sup>118</sup> Source Banque Mondiale 2010

<sup>119</sup> On notera toutefois, que l'augmentation du nombre de plaintes ou de prises en charges, n'est pas forcément le signe d'une augmentation proportionnelle de nombre de ces crimes; comme documenté par ailleurs, une telle augmentation peut être le reflet d'une plus grande confiance dans les autorités et services sociaux, ou le résultat de campagnes de sensibilisation, le nombre de crimes restant identiques, voire déclinant.

<sup>120</sup> Cf. RCA – Politique Nationale de Promotion de l'Egalité et de l'Equité – Novembre 2005

- le faible niveau de scolarisation des filles, notamment à partir du fondamental 2 (secondaire) où l'indice de parité de sexe (IPS) est de 0,67 contre 0,87 au primaire (MICS 2010);
- la faible représentation des femmes dans les instances décisionnelles;
- l'absence de visibilité et de valorisation du travail des femmes dans les secteurs productifs;
- le faible financement des programmes et stratégies en faveur de la promotion de l'égalité des sexes.

### **2. 4.3. LA JEUNESSE**

La population de la RCA est très jeune avec 60% de la population est âgée de moins de 24 ans. Compte tenu de la structure démographique et du taux de croissance naturel de la population, ce pourcentage ira en augmentant au fil des années. Selon les dispositions de la Politique Nationale de Promotion de la Jeunesse (PNPJ), la population âgée de 10 à 35 ans est répartie en trois sous-groupes, en fonction de leurs caractéristiques psychosociologiques: les "pubères-adolescents", soit les 10-17 ans; les "plus jeunes", soit les 18-24 ans et les "moins jeunes", les 25-35 ans.

**Les Enfants soldats** - Les jeunes représentent le principal groupe vulnérable des conflits armés récurrents en RCA. Selon le Haut-commissariat pour la Jeunesse Pionnière Nationale, on estime à 1,6 million l'effectif des jeunes désœuvrés et déscolarisés qui représentent une main d'œuvre bon marché pour les groupes armés.

Ceux qui ont pu recevoir une éducation, sont pour la majorité sans emploi et sans occupation. Cette situation a contribué à augmenter la vulnérabilité des jeunes dont la majorité constitue des principaux acteurs des violences intercommunautaires »<sup>121</sup>. Les enfants comptent parmi les principales victimes de la situation de crise. Plusieurs types de souffrances leur sont infligés : l'enrôlement de force dans les groupes armés, les séparations volontaires ou contraintes, des violences sexuelles, des mutilations et même des assassinats. Des jeunes filles ont été contraintes aux mariages forcés.

**La déscolarisation** - En milieu rural, Conséquence en partie de la non-scolarisation ou de la déscolarisation, le travail des enfants est une réalité en RCA.

Au niveau national, 16,4% des enfants travaillent, mais ils sont 23% à travailler en milieu rural contre 6 % en milieu urbain. Le phénomène de travail des enfants touche environ 7% des filles en zone urbaine et 26 % en zone rurale. Pour les garçons ce rapport est de 6% en milieu urbain et 20% en milieu rural. S'agissant de la malnutrition, le fait qu'elle affecte particulièrement les personnes de la tranche d'âges de 0 à 5 ans, constitue une violation de l'article 24-c de la Convention relative aux droits de l'enfant. En plus de ces caractéristiques, et de celles indiquées aux chapitres précédents qui les concernent directement (éducation, santé...) la jeunesse centrafricaine est confrontée aux difficultés structurelles suivantes :

- une situation de fragilité caractérisée par la pauvreté, le chômage et le sous-emploi, la prostitution, l'analphabétisme, les IST, le VIH/SIDA...
- une exposition aux risques sécuritaires au regard du nombre de jeunes qui compose les effectifs des groupes armés et des différentes milices ;
- un exode rural massif qui vide les villages de leurs bras valides au profit des villes;
- une forte déperdition en cours de cycle scolaire ou universitaire ajoutée à la rareté des opportunités d'insertion socio-professionnelle;
- une faible implication dans les processus décisionnels qui engagent leur avenir notamment les actions de citoyenneté et de consolidation de la paix;
- une faible participation dans l'identification, l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des projets ou programmes les concernant;
- un sous-financement des actions de développement qui se traduit par l'insuffisance des infrastructures au profit des jeunes, l'absence de mécanismes appropriés de protection sociale...
- l'insuffisante et l'inégale répartition des infrastructures d'encadrement et de formation des jeunes sur l'ensemble du territoire,
- l'insuffisance de formation
- l'ignorance et les faibles compétences personnelles et sociales et en résolution pacifique des conflits,
- le manque de lieux de rencontre et d'activités.

<sup>121</sup> Cf. document du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) – BAD, avril 2015

## III. Identification des domaines de coopération

### 3.1. La Coopération en cours

Les Nations Unies, via ses Agences, Fonds et Programmes, ont un long passé d'appui au développement en Centrafrique. Plusieurs Missions de maintien de la Paix ont également été déployées au cours des différentes crises. Le 10 avril 2014, le Conseil de sécurité a autorisé, le déploiement d'une opération multidimensionnelle des Nations Unies, la MINUSCA, dernière en date de ces missions, avec pour priorité, la protection des civils. Ses autres tâches initiales comprenaient le soutien au processus de transition, la facilitation de l'aide humanitaire, la promotion et la protection des droits de l'homme, l'appui à la justice et la primauté du droit, le soutien au processus de désarmement, de démobilisation, de réinsertion et de rapatriement. L'appui des Nations unies en Centrafrique a été déterminante dans la réussite du référendum constitutionnel et des élections présidentielles et législatives (2015-2016). Ces processus ont permis une fin heureuse de la Transition et l'installation des nouvelles autorités. Le mandat de la MINUSCA a été renouvelé à travers la résolution S/RES/2301 du 26 juillet 2016. Du côté du Système des Nations Unies, 19 agences et programmes (dont 2 non résidentes OIT et ONUDI, IFAD est annoncé) sont opérationnels dans le pays.

#### **3.1. INSTRUMENTS DE REFERENCE**

Le développement de l'UNDAF a été traditionnellement basé en RCA sur le PRSP alimenté par des données conventionnelles. Dans le contexte de la RCA d'alors, le PRSP avait été suspendu depuis plusieurs années et les données étaient soit inexistantes, soit obsolètes. Plus important encore, la crise a fondamentalement bouleversé le profil socio-économique des populations et la nature des besoins prioritaires.

#### **3.1.1. Le Plan des Nations Unies d'Assistance au Développement 2012-2016 (UNDAF+)**

Un UNDAF+ avait été adopté par le SNU en mai 2011 pour la période 2012-2016. Mais les manifestations politiques, sécuritaires et humanitaires de la crise déclenchée en décembre 2012 ont conduit à sa suspension et à la mise en place d'un cadre stratégique intégré pour la période 2015-2016.

#### **3.1.2. Le Cadre Stratégique Intégré 2015-2016 (ISF)**

La réponse de l'ONU à la crise en RCA à travers le déploiement de la MINUSCA a créé un nouvel environnement pour le SNU. Il fallait concilier les réponses humanitaires avec la stabilisation et les actions de développement d'urgence.

L'UNDAF+ 2012-2016 devenu de facto caduc, a été remplacé par l'ISF comme cadre de coopération intérimaire du SNU pour la période 2015-2016. La mise en œuvre du DSRP 2011-2015 étant suspendue, l'ISF a été aligné sur la feuille de route du gouvernement de transition et le PURD 2014-2016.

Tout en s'inscrivant dans la vision commune de long terme définie par l'UNCT pour la RCA, l'ISF assurait l'intégration du cadre stratégique intérimaire du SNU 2014-2015, le plan de réponse stratégique (SRP 2015) de l'assistance humanitaire et le budget basé sur les résultats (RBB) qui est le cadre programmatique de la MINUSCA. L'ISF s'articulait ainsi autour de quatre axes de coopération:

1. l'appui à la protection des civils, la restauration de la sécurité et les droits de l'Homme;
2. l'accompagnement des processus politiques de promotion et de facilitation de la réconciliation;
3. l'appui au rétablissement et à l'extension de l'autorité de l'Etat et au renforcement des institutions dans tout le pays;
4. la fourniture de l'assistance humanitaire, l'appui à une relance rapide de l'économie, à la résilience des moyens d'existence et le renforcement de l'accès aux services sociaux de base.
- 5.

#### **3.1.3. Le Cadre Stratégique Intérimaire 2016-2017 (CSI)**

L'élaboration de ce BCP a commencé mi-2015 et devait servir à l'élaboration de l'UNDAF 2017-2021. Le document final avait été partagé avec le Gouvernement en décembre 2015. Entre-temps, les troubles socio-politiques de septembre-octobre 2015 avaient conduit le Gouvernement et l'équipe pays des Nations Unies à s'entendre pour reporter le processus d'élaboration de l'UNDAF à une période plus propice. Un Cadre stratégique intérimaire (CSI) avait alors été élaboré pour couvrir la période 2016-2017, document que Le Système des Nations Unies (SNU) en RCA et le Gouvernement de la République Centrafricaine ont signé le 16 août 2016.

### **3.1.4. Plan de réponse humanitaire 2017-2019**

En réponse aux récents événements d'une violence extrême dans plusieurs localités du pays, le SNU a développé fin 2016 un nouveau plan de réponse humanitaire visant à subvenir aux besoins immédiats des populations victimes, et reposant sur un nouveau partenariat entre acteurs humanitaires et acteurs du développement, axé sur les efforts de prévention et de renforcement des capacités, avec à terme le transfert progressif des responsabilités aux autorités nationales pour fournir les services sociaux de base et de protection.

### **3.1.5. Le Plan de Relèvement et de consolidation de la paix 2017-2021 (RCPCA)**

En 2016, le Gouvernement a décidé de conduire une évaluation des besoins en relèvement et consolidation de la paix en RCA. Cet exercice soutenu par les Nations Unies, la Banque Mondiale et l'Union Européenne a comporté une phase de large consultation à tous les niveaux (politique, national, régional, local et communautaire).

Les résultats de ces consultations ont largement recoupé ceux des consultations menées en 2015. Les principaux problèmes et leurs causes profondes restent les mêmes avec une tendance à l'aggravation. Cette évaluation a permis l'élaboration du Plan national de relèvement de consolidation de la paix en RCA.

### **3.1.6. Le Cadre d'engagement mutuel entre la République centrafricaine et la communauté internationale (CEM)**

Signé à Bruxelles le 17 novembre 2016 par le Secrétaire Général des Nations Unies au nom de la communauté internationale et le Président de la République centrafricaine, le Cadre d'engagement mutuel d'une durée de 5 ans a pour objectif « de fournir un cadre politique et stratégique privilégié pour le suivi des engagements de la RCA et de la communauté internationale, afin de favoriser la concertation et la mise-en-œuvre de la politique de consolidation de la paix et de relèvement dont le RCPCA constituera l'instrument principal de stratégie et de mobilisation de ressources. »

Définissant les priorités du Gouvernement relatives à la réconciliation nationale, la paix et la sécurité, la gouvernance politique, administrative et financière, la justice, les droits de l'Homme et la relance économique, ce document constitue donc avec le RCPCA le document de référence pour les cinq prochaines années (2017-2021), et sur lequel le nouvel UNDAF+ devra s'aligner. Elles ont signé avec le Gouvernement un Cadre stratégique intérimaire le 16 août 2016 pour couvrir la période 2016-2017. Ce document est aligné sur le RCPCA du Gouvernement. Il est également harmonisé avec le Plan de Réponse Humanitaire (PRH 2017-2019) lancé en janvier 2017 par la Communauté humanitaire.

### **3.1.7. L'Agenda international du développement**

#### **3.1.7.1. L'Agenda 2030 des Nations Unies- Les Objectifs du Développement Durable (ODD)**

La RCA n'a pu atteindre aucune des cibles des OMD à l'échéance de 2015: la proportion de la population disposant de moins d'un dollar par jour n'a reculé que de 4 points contre les 31 points attendus; la qualité de l'éducation primaire ne s'est pas améliorée, l'analphabétisme féminin persiste; la mortalité infantile demeure préoccupante; la mortalité maternelle n'a pas baissé; la prévalence du VIH/SIDA se maintient à un taux 2 fois plus élevé que la cible fixée; la préservation de l'environnement reste encore un défi. C'est avec tous ces défis que la RCA s'est embarquée dans l'Agenda des Objectifs du développement durable (ODD, 2030). Les ODD, qui sont entrés en vigueur depuis le 1er janvier 2016, marquent une différence fondamentale avec les OMD sur beaucoup d'aspect qu'il est important de souligner. A la différence des objectifs du millénaire pour le développement (OMD), est un agenda de développement pour la réduction de la pauvreté dans les pays du Sud, les ODD constituent un agenda global partagé entre pays riches et pays pauvres pour l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim dans le monde. Il comporte aussi un engagement fort des gouvernants du monde à protéger la planète à travers des modes de production et de consommation durables dans les pays disposant de niveaux élevés de consommation.

On peut noter que le RCPCA ne fait pas mention formellement des ODD. Pour autant, à la lecture du document, même si le langage n'est pas utilisé, les ODD se retrouvent répartis dans les trois piliers stratégiques du nouveau plan du Gouvernement. Cela est peut paraître insuffisant. Pour autant, on a

noté un engagement politique du Gouvernement à aligner ses politiques sur les résultats attendus de l'Agenda 2030.

C'est ainsi que le 22 août 2016, le Gouvernement centrafricain et l'équipe pays des Nations Unies, en présence des membres du Gouvernement et du corps diplomatique, ont procédé au lancement officiel des ODD au niveau national. Le Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération, point focal au sein du Gouvernement pour les ODD a saisi cette occasion pour donner la compréhension qu'a le Gouvernement de la RCA de l'Agenda 2030 : « *on retrouve dans les 17 objectifs des ODD des actions visant, entre autres problèmes cruciaux du monde actuel, à combattre la faim et la pauvreté, à améliorer l'éducation, la santé, à lutter contre les discriminations et les violences dont sont victimes le plus souvent les femmes, et sans en épuiser la liste, à préserver l'environnement* ». On pourrait dire que les piliers du RCPCA qui sera adopté é mois plus tard n'en seront qu'une variante en termes de formulation ». Aussi, le ministre assurera-t-il que « *le Gouvernement attache du prix à la réussite de ce chantier dont les résultats devraient donner, à terme, des réponses aux énormes préoccupations de la population centrafricaine dont une large frange vit en dessous du seuil de pauvreté* ».

Quoi qu'il en soit, et au regard de la situation institutionnelle actuelle du pays, il reste urgent de renforcer les capacités de l'Etat en matière de collecte, d'analyse et de diffusion des données statistiques fiables sur les ODD, afin de mieux transversaliser l'Agenda 2030 dans les politiques de relèvement et de consolidation de la paix y compris au plan sectoriel.

Pour poser les bonnes bases de réalisation des ODD, dans un contexte aussi difficile, le Gouvernement Centrafricain a orienté ses priorités vers le rétablissement de la paix et la restauration de la sécurité sur toute l'étendue du territoire, le retour et la réintégration des déplacés internes et des réfugiés centrafricains, la réconciliation nationale et la mobilisation des ressources pour le relèvement, la modernisation de l'agriculture et la promotion du secteur privé. « Le retour à la croissance et à l'investissement passe nécessairement par le retour à la paix » a indiqué le Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération. Le Gouvernement de la République Centrafricaine entend renforcer les partenariats existants, s'investir dans les partenariats Sud-Sud ainsi qu'à l'implication du secteur privé pour réussir la mise en œuvre des ODD en RCA. Selon le Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire G2néral des Nations Unies en RCA, s'exprimant à cette occasion, cet impératif de gouvernance, de justice et de paix porté par l'ODD 16 constitue la grande innovation des ODD, mais surtout la condition de base pour rendre possible la réalisation des 16 autres objectifs. « *Cette focalisation sur la bonne gouvernance, la paix et les droits humains constitue un grand progrès apporté par les ODD pour une vision beaucoup plus intégrée du développement* » a-t-il souligné.

Le Gouvernement envisage de mettre à partir de l'année 2017, en œuvre un programme d'appropriation des ODD à travers une campagne d'information, de sensibilisation et de plaidoyer ciblant les structures de l'Etat, le Parlement et les autres institutions publiques, les autorités locales et les communautés décentralisées, les médias, les organisations de jeunes et de femmes. L'objectif est d'assurer une participation inclusive dans le choix des ODD prioritaires pour une meilleure planification du développement en RCA au cours des années à venir. L'étude prospective sur la vision de la RCA à l'horizon 2030 s'inscrira, d'une part, dans le cadre de la Vision africaine 2063 et, d'autre part, inclura des objectifs spécifiques à atteindre.

### *3.1.7.2. L'Agenda 2063 de l'Union Africaine – L'Afrique que nous voulons*

L'Agenda 2063 a été adopté par l'Union Africaine par les chefs d'Etats et de Gouvernements de l'Union Africaine (UA) dans une déclaration solennelle sur le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'organisation. L'objectif ultime est de réaliser à l'horizon 2063 « une Afrique intégrée, prospère et pacifique poussée par ses propres citoyens représentant une force dynamique sur la scène internationale ». Cet objectif devrait être atteint à travers la réalisation graduelle d'un ensemble de 7 « Aspirations » qui sont : (i) une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable, (ii) un continent intégré, politiquement uni et basé sur les idéaux du panafricanisme et la Vision de la renaissance Africaine, (iii) Une Afrique de Bonne gouvernance, de démocratie, de respect des droits humains, de justice et d'Etat de droit, (iv) une Afrique pacifique et sûre, (v) une Afrique avec une identité culturelle forte, un héritage commun, une éthique et des valeurs partagées, (vi) une Afrique dont le développement est conduit par ses peuples et reposant sur les peuples africains, en particulier ses femmes et ses jeunes et protectrice de l'enfance et, (vii) une Afrique forte, unie, résilient et un partenaire et un acteur global influent.

L'Agenda couvre la période 2013-2063. Il a été réaffirmé par l'ensemble des chefs d'Etats et de Gouvernement de l'UA en 2015.

Un plan décennal (2014-2024) a été adopté qui traduit en programmes et projets de développement les 7 aspirations de l'Agenda avec un plan de suivi/évaluation. On note une large convergence entre l'Agenda 2063 (UA) et l'Agenda 2030 (ODD). Comme pour les ODD, le RCPCA ne fait pas expressément référence à l'Agenda 2063. Mais dans la même logique, les aspirations de l'Agenda 2063 se retrouvent réparties dans les 3 piliers du RCPCA sans forcément en utiliser le langage.

5.2.7. Les

## **3.2. Le programme proposé**

### ***3.2.1. L'APPROCHE : L'IMPERATIF D'INNOVATION***

Le système des Nations Unies en République centrafricaine s'est engagé dans un exercice complet de Bilan Commun de Pays pour tenir compte à la fois de la rareté d'études récentes sur les défis de développement présents et futurs du pays, ainsi que des grands changements provoqués par la crise et les initiatives des autorités nationales pour le relèvement et la consolidation de la paix. Les données quand il en existait étaient caduques. En outre la présence de la mission de paix (MINUSCA) était un facteur à prendre en compte dans la définition des interventions. L'Equipe pays a dû faire preuve de créativité à deux niveaux : obtenir des données fiables et assurer la complémentarité avec la MINUSCA.

#### ***3.2.1.1. Une approche participative et inclusive***

Il avait donc été décidé de mettre en œuvre un processus participatif le plus large possible pour compléter ou suppléer les défaillances des données et informations conventionnelles. Un processus unique et novateur a été conçu et mis en œuvre : organiser des consultations populaires à l'échelle nationale pour recueillir les besoins et les priorités des populations. Cette approche est inédite dans l'histoire des UNDAF.

Les consultations populaires, réalisées à l'échelle nationale entre septembre et novembre 2015, ont été conduites pour le compte de l'Equipe pays des Nations Unies par la Croix Rouge Centrafricaine<sup>122</sup>. Le processus a consisté en des entretiens et rencontres avec différentes parties représentant les catégories socioprofessionnelles et démographiques du pays (des entretiens de groupe ou individuel incluant les leaders d'opinion, les groupes vulnérables et/ou défavorisés, les autorités locales, les ONG et les organisations à base communautaire). Ces rencontres ont permis de recueillir des informations sur les besoins des populations et leurs attentes<sup>123</sup>. En conséquence, autant il ne s'est pas avéré utile de reprendre ces consultations, autant l'impératif de revoir le BCP pour l'aligner sur le RCPCA était incontournable. Le présent document est donc une mise à jour parfois substantielle du BCP initié en 2015.

#### ***3.2.1.2. La complémentarité SNU-MINUSCA-Equipe Humanitaire***

Le deuxième aspect novateur de la démarche a consisté pour l'Equipe pays de considérer les interventions de développement comme complémentaires des efforts de la Mission de paix (MINUSCA) et de l'Equipe Humanitaire. Un consensus s'est vite dégagé entre les agences du SNU, la MINUSCA et l'Equipe humanitaire pour assurer une harmonisation de leurs documents stratégiques et programmatiques. C'est ainsi qu'a été prise la décision d'aller vers un UNDAF+. Cette forme d'UNDAF met ensemble les priorités des agences et celles de la mission de Paix. Il prendra aussi en compte les priorités humanitaires telles que formulées dans le PRH (2017-2019). Le nouvel UNDAF doit donc assurer

---

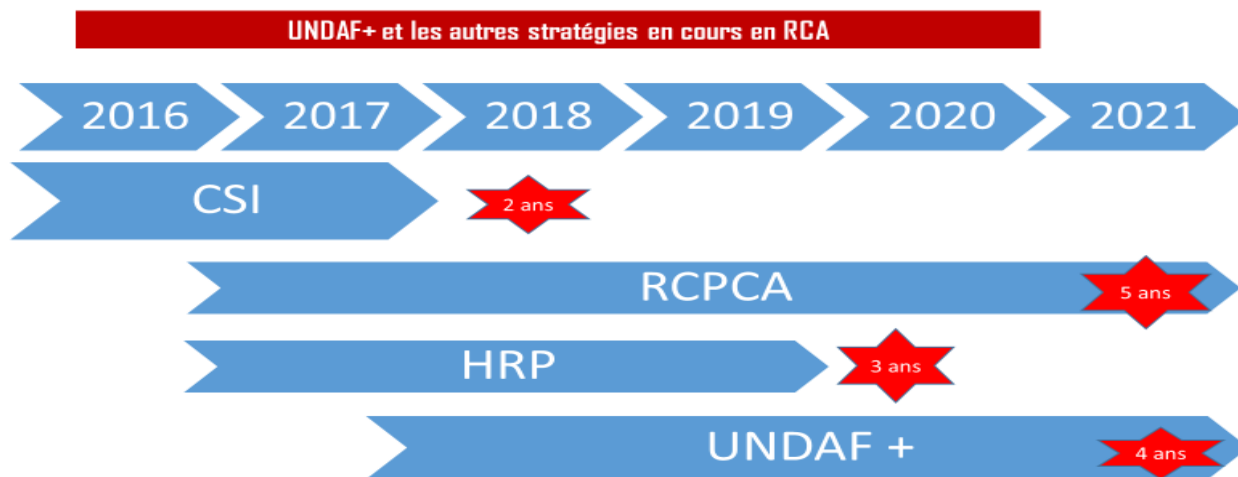
<sup>122</sup> Cf. PNUD et Croix rouge centrafricaine : Rapport des consultations participatives – Version provisoire de novembre 2015

<sup>123</sup> Les organisations à base communautaire dont il est question ici sont des groupements communautaires, ou des organisations de base et/ou locales. Les leaders d'opinion sont les chefs de groupes/chef de quartier, les confessions religieuses, les têtes couronnées, les leaders traditionnels et les enseignants.

Les groupes vulnérables sont composés des populations autochtones, des personnes ayant un handicap, des personnes âgées et de la population vieillissante, des filles et garçons de 25 ans au plus, les personnes vivant avec le VIH, les réfugiés et déplacés internes.

Les groupes défavorisés comprennent les femmes, les travailleurs du secteur informel et les jeunes. Les autorités locales sont un groupe cible pour les consultations réalisées dans les zones autres que celle de Bangui. Elles sont constituées des préfets, sous-préfets, maires, chefs de groupe, de quartiers ou de villages.

une articulation avec les acquis et les initiatives de l'appui humanitaire, de consolidation de la paix et de relèvement. Il va s'aligner sur les priorités nationales et les ODD. Devant démarrer en 2018, il se terminera à la même date que les CEM et RCPCA, soit fin 2021, couvrant ainsi une période de quatre ans. Cette approche entre également dans le *New Way of Working* qui recommande une interaction entre les acteurs de l'humanitaire, ceux du développement et les missions de paix.



3

### 3.2.2. Les avantages comparatifs des Nations Unies en RCA

Pour se positionner par rapport au RCPCA et contribuer de manière significative à l'atteinte de ses objectifs, les Nations Unies (SNU et MINUSCA) comptent sur les avantages qu'ils ont par rapport aux autres PTFs et qui leur permettent d'apporter une valeur ajoutée nécessaire dans le processus de relèvement et de consolidation de la paix en RCA. L'ensemble des Nations Unies en RCA s'appuie sur trois avantages comparatifs essentiels : une capacité de mobilisation unique, une expérience de coopération éprouvée avec la RCA, une expertise infiniment diversifiée.

#### 3.2.2.1. UNE CAPACITE DE MOBILISATION AU-DELA DU CERCLE DES NATIONS UNIES

Son mandat, ancré dans le multilatéralisme consacré par les instruments du droit international, confère au SNU une légitimité et des marges de manœuvre sans pareilles dans des situations post-confliktuelles comme celles de la RCA. À travers le Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire Général (RSASG), les Nations Unies en RCA unifient dans le même organe, les fonctions de Représentant résident du SNU, et de Coordonnateur humanitaire. Dans cette dernière fonction, il assure la mise en cohérence des interventions humanitaires de toutes les organisations humanitaires y compris celles qui ne relèvent pas des Nations Unies stricto-sensu (CICR, MSF, Médecins du Monde, ACF etc.). A ce titre il a assuré l'articulation entre les priorités de relèvement et les préoccupations humanitaires dans l'élaboration du RCPCA et du PRH. Il en sera de même pour l'UNDAF+.

Il est en même temps le représentant résident du PNUD. Il est directement placé sous la supervision du Représentant Spécial adjoint. Les Nations Unies ont aussi le mandat de susciter et bâtir des partenariats stratégiques avec d'autres grandes agences multilatérales ou bilatérales telles que l'Union Européenne ou la Banque Mondiale. Il en a été ainsi dans l'appui à la formulation du RCPCA. Les Nations Unies ont alors travaillé en partenariat avec la BM et l'UE.

#### 3.2.2.2. UNE TRADITION EPROUVEE DE COOPERATION ET DE NEUTRALITE AVEC LA RCA

Les Nations Unies sont présentes en RCA depuis son indépendance (1960) à des degrés divers. Cette présence est restée continue malgré les disparités de l'histoire sociopolitique du pays. Cette présence permanente a créé une forte familiarité avec les populations et les autorités jusque dans les coins les plus reculés du pays. Cela donne un avantage en termes de compréhension de la culture locale et permet d'éviter des incompréhensions dans les missions et le partage des valeurs de l'organisation. Les Nations Unies sont aussi perçues comme un acteur politiquement neutre au regard des dynamiques locales. Les droits universels de l'homme que le SNU conformément à ce mandat, est appelé à concrétiser, sont également une garantie de neutralité de sa coopération. Ainsi face aux enjeux géopolitiques sous-jacents au contexte centrafricain, le SNU apparaît comme le seul partenaire qui peut apporter en toute impartialité une réponse globale, coordonnée et durable aux manifestations

sécuritaires et humanitaires de la crise ainsi qu'à ses conséquences socio-politiques. Sur le plan pratique, les droits de l'homme fournissent au SNU, des outils pour appréhender de façon objective les problèmes de développement, en même temps qu'ils définissent un cadre normatif de référence pour ses différentes interventions. La présence intégrée de la MINUSCA aux côtés des agences de développement et d'action humanitaire est aussi un avantage du SNU en ce qu'elle favorise la synergie d'action au sein du système onusien, facilite le dialogue politique et autres interactions entre protagonistes nationaux, toutes conditions nécessaires à la restauration d'un climat de paix et à un relèvement durable de la RCA. Dans cette perspective, l'UNDAF+ qui est le référentiel opérationnel de cette intégration peut servir de stratégie de sortie de l'urgence en même temps que de tremplin efficace vers un cadre d'assistance plus structurée au développement.

### **3.2.2.3. UNE EXPERTISE INFINIMENT DIVERSIFIEE ET UNE CAPACITE LOGISTIQUE SANS PAREILLE DANS LE CONTEXTE DE LA RCA**

Les agences et programmes des Nations Unies comptent plus de 1000 personnels (dont plus de 300 internationaux) en RCA. La MINUSCA compte plus de 14 000 personnels (dont plus de 12 500 forces de sécurité). Cela fait des Nations Unies le plus gros employeur des PTFs en RCA. Cet ensemble représente des domaines de compétences et de spécialités les plus diversifiées. Il couvre tous les domaines de la paix, de la sécurité, de l'humanitaire et du relèvement. Potentiellement, il n'existe pas de domaine de compétence dans lesquels les Nations Unies ne pourraient pas, de par son mandat et ses ressources internes et externes mobiliser de l'expertise. L'image des Nations affichée par les acteurs nationaux (administration publique, OSC et secteur privé) est celle d'un système au savoir-faire indéniable en matière de renforcement de capacités, notamment dans les domaines ci-après : (i) la coordination des partenaires au développement ; (ii) l'identification des priorités nationales, la planification et la mise en œuvre de stratégies de développement ; (iii) la production des données factuelles, le suivi des tendances de développement etc.

En outre, et dans le contexte actuel de la RCA marqué par un déficit important en matière d'infrastructures de communication, les Nations Unies disposent seules des capacités logistiques nécessaires pour apporter de l'aide aux populations les plus pauvres et dans les localités les plus éloignées du pays. Ses services de transport aériens et terrestres assurent l'acheminement de l'aide, du matériel et des personnes qui ont permis d'éviter des catastrophes plus tragiques que celles que le pays a connu jusqu'ici. L'ensemble de la communauté des partenaires techniques et financiers ainsi que le Gouvernement, très souvent, s'appuient largement sur les Nations pour cette assistance logistique ainsi que pour la sécurité des personnes et des biens.

### **3.2.3. Les domaines de coopération prioritaires 2018-2021**

Il ressort de l'analyse causale ci-dessus, des déficits de capacités au niveau des différents acteurs. Pour répondre à cette situation, les Nations Unies, au regard de ses avantages comparatifs, pourrait concentrer sa coopération sur une période harmonisée avec celle du RCPCA avec une année de décalage pour des raisons de procédure démarrage. La période 2018-2021 est donc la mieux indiquée. Ensuite les analyses causales effectuées ci-haut ont été confirmées en 2016 lors de l'exercice d'évaluation ayant conduit au RCPCA. Enfin, ces analyses ont au surplus été confirmées par les études menées par l'Institut centrafricain des statistiques et d'études économiques et sociales au cours de la même année (voir tableau ci-dessous)

#### **Priorités identifiées dans chaque catégorie (% de ménages)**

##### **Enquête ICASEES août 2016**

<b>Paix, réconciliation et sécurité</b> (Priorité suprême dans le groupe)	<b>Bangui</b>	<b>Ailleurs urbain</b>	<b>Rural</b>	<b>RCA</b>
Rétablir la sécurité dans l'ensemble de la RCA en réformant les forces de défense (FACA)	52,6	56,4	59	57,4
Réintégrer les ex-combattants	15,8	11,3	13,2	13,2
Rétablir la sécurité dans l'ensemble de la RCA en réformant les forces de défense (police et gendarmerie)	1,3	11,3	9,2	8,4
Aider à réduire la violence	5,3	6,3	7,5	6,9
Mettre en place une politique de réconciliation nationale et de cohésion sociale	6,6	6,3	5	5,5
<b>Bonne gouvernance et fourniture de services de base</b> (Priorité absolue dans le groupe)	<b>Bangui</b>	<b>Ailleurs urbain</b>	<b>Rural</b>	<b>RCA</b>
Redéployer les services administratifs dans l'ensemble du pays	32,9	26,4	24,6	26,3

## Priorités identifiées dans chaque catégorie (% de ménages)

### Enquête ICASEES août 2016

Fourniture de services de base à la population, particulièrement les services de santé	11,8	19,5	25,2	21,8
Fourniture de services de base à la population, particulièrement les services d'éducation	13,2	17,7	18,7	17,6
Fourniture de services de base à la population, particulièrement les services hydrauliques	7,9	14,8	11,5	11,6
Garantir la sécurité alimentaire	3,9	10	8,6	8,2
<b>Développement économique</b> (Priorité absolue dans le groupe)	<b>Bangui</b>	<b>Ailleurs urbain</b>	<b>Rural</b>	<b>RCA</b>
Renforcer et développer les secteurs de l'agriculture et de l'élevage	22,7	32,6	36,5	33,4
Construire les routes	12	32,9	36,9	32
Créer des emplois	36	13,7	11,5	15,9
Renforcer et développer les industries extractives	4	4,5	5,4	5
Élaborer des programmes de formation professionnelle	5,3	4,5	2,4	3,3

Remarque : le questionnaire a demandé aux répondants de choisir l'intervention la plus prioritaire dans chaque catégorie. Seules les cinq premières réponses sont indiquées. Les résultats sont pondérés pour ajuster les parts relatives de Bangui, des autres zones urbaines et du milieu rural.

Il en résulte un certain consensus chez la grande majorité des acteurs autour des trois domaines suivants comme prioritaires pour l'assistance des Nations Unies dans le cadre de l'UNDAF+ 2019-2021 : (i) paix sécurité et réconciliation nationale, (ii) le bien-être social et (iii) la transformation économique durable. Du fait de leur caractère transectoriel, les thèmes suivants sont proposés comme thèmes transversaux : gouvernance, Droits humains, Egalité de genre et autonomisation de la femme, jeunesse, production et utilisation des données.

### 3.2.3.1. PAIX SECURITE, JUSTICE ET RECONCILIATION NATIONALE

Dans ce domaine, les actions prioritaires identifiées à l'issue des consultations participatives<sup>124</sup> sont :

- le réarmement des forces armées centrafricaines (FACA) et leur redéploiement sur toute l'étendue du territoire aux côtés des forces onusiennes et Sangaris;
- le désarmement des groupes armés non conventionnels (Ex-Séléka, Anti-balaka, éleveurs peulhs) y compris les détenteurs locaux d'armes de fabrication traditionnelle/artisanale ;
- la sécurisation des zones frontalières avec le Tchad, le Cameroun, le Soudan du nord et le Soudan du sud ;
- le rapatriement des mercenaires tchadiens et soudanais dans leurs pays respectifs;
- la création de centres de formation professionnelle pour la réinsertion sociale des enfants soldats enrôlés dans les groupes armés;
- le renforcement de l'efficacité et de l'impartialité des forces de la MINUSCA et des autres forces internationales.

Les interventions dans ce domaine devront contribuer à créer les conditions requises pour réaliser le droit à la paix, le droit à la vie et à l'intégrité physique et au-delà, l'ensemble des droits civils et politiques en cause dans le contexte centrafricain. Ces appuis pourraient être articulés autour des axes suivants :

- la mise en place de dispositifs nationaux fonctionnels et pérennes de prévention et de résolution des conflits (y compris les initiatives visant à la réconciliation nationale ou à la restauration de la cohésion sociale);
- la stabilisation et la consolidation durable de la paix (poursuite/renforcement du programme de DDRR et de la RSS);
- l'établissement de relations de bon voisinage avec les pays limitrophes pour une sécurisation accrue des régions frontalières ;
- le renforcement des capacités opérationnelles de l'architecture de paix de la CEEAC en lien avec celle de l'UA ;

<sup>124</sup> Cf. PNUD et Croix rouge centrafricaine : Rapport des consultations participatives – Version provisoire de novembre 2015

- La mise en place des instruments de justice et de réconciliation (Cour Pénale spéciale, commissions vérité, réconciliation etc.)
- l'éducation au droit à la paix comme moyen d'instauration d'une culture de paix.

### **3.2.3.2. LE BIEN-ETRE HUMAIN ET SOCIAL**

Les priorités dégagées des consultations participatives et devant concourir à la réalisation du bien-être humain, s'expriment en les termes suivants :

- la réhabilitation/construction des infrastructures de transports (routes et ponts) afin de faciliter la circulation des personnes et des biens ;
- la réhabilitation des infrastructures sanitaires et éducatives détruites durant la crise ;
- l'équipement en tables bancs et fournitures des établissements scolaires ainsi que les matériels et équipements biomédicaux des centres de santé ;
- le redéploiement du personnel enseignant et de santé dans les provinces;
- la construction de barrages hydroélectriques sur les chutes en vue de fournir l'électricité à la population (Lobaye, Haute Kotto, Mambéré Kadéï) ;
- la décentralisation des services de l'Etat dans l'arrière pays ;
- la construction de centres de formation professionnelle et de lycées techniques dans l'arrière-pays afin de donner la possibilité aux personnes défavorisées et vulnérables d'apprendre un métier et de s'insérer dans la vie active ;
- le développement des gares routières, marchés, centres culturels et sportifs dans l'arrière pays ;
- la redynamisation à l'échelle du pays de la jeunesse pionnière nationale ;
- la construction des points d'eau potable à l'intérieur du pays pour une santé saine;
- la prise en charge des personnes victimes de la crise surtout les femmes, enfants et personnes de 3ème âge (exemple : la gratuité de l'école pour les enfants, fourniture des médicaments aux femmes violées, recapitalisation des commerçantes vendeuses de légumes, manioc etc.).
- Il en résulte que dans ce domaine, l'assistance agrège les priorités suivantes :
- l'assistance humanitaire ;
- la sécurité humaine dans ses dimensions politique, économique et alimentaire et nutritionnelle;
- la restauration des dispositifs institutionnels et opération de fourniture de services sociaux de base,
- la protection sociale ;

### **3.2.3.3. LA TRANSFORMATION ECONOMIQUE DURABLE**

Les interventions futures du SNU dans ce domaine pourraient s'orienter dans les directions ci-après :

- renforcement de la résilience et des moyens d'existence des producteurs et communautés vulnérables face aux chocs et changements climatiques ;
- promotion d'un Etat développeur (développement durable comme priorité, promotion d'une croissance verte, création d'un environnement macroéconomique stable et favorable à l'investissement privé, administration publique efficace,...).
- élaboration et mise en œuvre de programmes de transformation économique durable (restauration des plans de développement, intégration des liens-pauvreté dans les politiques publiques, renforcement des capacités de gestion du développement dans toutes ses dimensions économiques, sociales et écologiques,...).
- développement du capital humain dans ses dimensions dividende démographique, emplois décents, employabilité, égalité des genres, infrastructures sociales,...
- promotion du secteur privé (amélioration de l'environnement des affaires, mesures incitatives en faveur de l'investissement et de la compétitivité des entreprises locales...).
- appui à la connexion aux chaînes de valeur (politiques industrielles adéquates, priorité aux produits locaux et marchés sous-régionaux/régionaux, capacités de production et d'échanges).
- recherche et mise en place des financements innovants (fonds de la diaspora, capital-investissement,...).

### **3.2.3.4. LES THEMES TRANSVERSAUX**

- La Gouvernance - Ce domaine regroupe les actions visant à améliorer la gouvernance dans toutes ses dimensions (transparence, responsabilité, primauté du droit, efficacité,...) et dans les différents secteurs de la vie publique. Les appuis envisagés devront permettre de renforcer la

capacité de résilience de l'Etat, favoriser la participation active des autres composantes de la société aux affaires publiques, dans un contexte où les droits de l'Homme sont promus et respectés, où les institutions fonctionnent suivant les règles démocratiques, où les ressources naturelles sont bien gérées, où règne la primauté du droit et où les responsables sont soumis à des obligations de redevabilité.

- Les Droits humains – les actions ici viseront la protection et la promotion des droits de l'Homme, l'alignement de la RCA sur les standards internationaux en matière de droits humains, y compris la ratification et la mise en œuvre des accords et conventions y relatifs, le renforcement des capacités du système judiciaire ;
- L'égalité de genre et autonomisation de la femme- promotion de la parité homme-femmes dans les institutions publiques et privées à tous les niveaux, lutte contre les VBG et abus et exploitation sexuels etc.
- La jeunesse - Elle forme la très grande majorité de la population et s'est montrée très vulnérable aux tentations d'enrôlement dans les dynamiques de violence individuelles en groupes (groupes armés). Une attention particulière doit lui être portée en termes de formation et d'offres d'opportunités socio-économiques ;
- La production et utilisation des données – l'élaboration du présent BCP a montré l'importance de renforcer les capacités nationales dans le domaine de la collecte et du traitement des données pour le suivi et l'évaluation des indicateurs socioéconomiques du pays ; L'Institut centrafricain de statistiques et d'études économiques et sociales devrait bénéficier d'appui conséquents pour être plus performant dans la conduite de son mandat.

### 3.2.4. La cohérence des domaines proposés avec l'agenda 2030 et l'agenda 2063

Les domaines d'appui prioritaires ainsi identifiés s'inscrivent bien dans le programme universel de développement durable 2016-2030<sup>125</sup>, articulé autour des 17 Objectifs du développement durable (ODD)<sup>126</sup> et l'agenda 2063 comme le montre le tableau ci-après :

Domaines proposés	Agenda 2030 (Objectifs)	Agenda 2063 (Aspirations)
1. Paix ; sécurité, justice et réconciliation nationale	16. Paix justice et institutions efficaces ; 17. Partenariat pour la réalisation des objectifs	3. Une Afrique de bonne gouvernance, de démocratie, de respect des droits humains, de la justice et de l'Etat de droit ; 4. Une Afrique pacifique et sécurisée
2. Bien-être humain et social	1. Pas de pauvreté ; 2. Faim « zéro » ; 3. Bonne santé et bien-être ; 4. Education de qualité ; 6 eau propre et assainissement, 10. inégalités réduites ; 11. villes et communautés durables ; 16 ; 17	1. Une Afrique Prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable
3. Transformation économique durable	1 ; 7. Energie propre et d'un coût abordable ; 8. Travail décent et croissance économique, 9. Industrie, innovation et infrastructure, 10 ; 12. Consommation et production responsables ; 13. mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques ; 14. vie aquatique ; 15. vie terrestre et 17.	1. Une Afrique Prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable
4. Themes transversaux : gouvernance, Droits humains, égalité de genre et production et utilisation des données	1 ; 5. Egalité des sexes ; 10. Inégalités réduites ; 16 ; 17	6. Une Afrique dont le développement est conduit par son peuple, s'appuyant sur les le potentiel des peuples africains, et particulier ses femmes, sa jeunesse et attentif pour les enfants

125 Cf. Rapport du Secrétaire Général de l'ONU : « La route vers la dignité d'ici 2030 » - Décembre 2014.

126 A/Res/70/1 adopté par l'AGNU 25 septembre 2015Cf.

## IV. Les risques, opportunités, suppositions et contingences

Les hypothèses et les risques suivants vont conditionner la mise en œuvre de la coopération dans les domaines proposés.

### 4.1. Les suppositions

#### **4.1.1. - VOLONTE POLITIQUE, BONNE FOI ET ENGAGEMENT DES ACTEURS**

La période 2018-2021 pourrait être caractéristique d'une situation post-conflit où les défis sécuritaires et les besoins de renforcement de capacités alternent avec l'assistance humanitaire et les mesures de relance économique. Dans ces conditions, les Nations Unies comptent sur une forte volonté politique du nouveau gouvernement, sur la bonne foi des protagonistes de la crise et un engagement réel des forces de sécurité et de défense, comme des prérequis indispensables à une prise en charge conséquente de ces défis. Tous ces facteurs, conjugués avec l'impact positif de la mission onusienne, devraient contribuer à un retour définitif à la paix et à la sécurité, condition *sine qua non* pour opérer les changements attendus de la mise en œuvre de la coopération envisagée, et contribuer par-là, au relèvement durable du pays.

#### **4.1.2. LEGITIMITE DEMOCRATIQUE COMME CATALYSEUR DE REFORMES**

L'autre hypothèse qui sous-tend la proposition de coopération est que les institutions actuelles renforcent leur légitimité démocratique. Celle-ci devra leur permettre de poursuivre et de conduire à terme les chantiers de réformes ouverts depuis la transition au nombre desquels figurent le DDR, la RSS et autres réformes de gouvernance visant à renforcer la résilience de l'État ainsi que l'allocation efficace des ressources publiques. Les Nations Unies ont conscience que l'avancée de ces réformes est indispensable pour créer le climat de sérénité essentiel au bon fonctionnement des institutions, au retour de la confiance au sein des différentes communautés de la société, à la prise en charge des attentes des populations, et à la mise en œuvre du RCPCA lui-même. C'est pourquoi les engagements de l'État dans le cadre du RCPCA doivent être tenus et la présente coopération proposée est censée y contribuer.

#### **4.1.3. ACCENT SUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES**

Toutes les enquêtes et études ont mis en exergue les déficits de capacités faisant obstacles à la réalisation en RCA des droits de l'homme en général, et en particulier, du droit à la paix, du droit au développement, du droit à l'alimentation, des droits sociaux et du droit à un environnement sain. Dans ces conditions, ce sont les normes des droits de l'homme qui doivent à juste titre, servir de cadre de référence pour la présente réponse commune des Nations Unies. En conséquence, les interventions à inscrire dans l'UNDAF+ devront revêtir pour la plupart, la forme d'un renforcement des capacités ciblées aussi bien sur le principal débiteur d'obligations qu'est l'État que sur les détenteurs de droits que sont : les femmes, les enfants, les jeunes et au-delà, toute la population centrafricaine.

### 4.2. Les risques

#### **4.2.1. INSTABILITE DE LA SOUS-REGION**

La RCA a un voisinage réputé instable en raison : (i) des conflits résiduels au Darfour et en RDC, (ii) de la persistance des hostilités au Soudan du Sud, (iii) des incursions de la LRA (Ouganda), à partir du sud-est du pays, ainsi que (iv) des indices<sup>127</sup> d'une présence de la secte *Boko Haram* dans les régions frontalières avec le Cameroun. En plus de ces menaces, il est à relever que le calendrier politique de la période 2017-2021, prévoit au Cameroun, des élections qui pourraient être source d'instabilité (2018), si elles venaient à être mal organisées ou contestées sans compter le contentieux électoral non vidé au Congo et au Gabon. Ces perspectives incitent à une grande prudence dans la planification stratégique.

#### **4.2.2. COMPLEXITE DE LA SITUATION**

Reconstruire l'État, recoudre un tissu social déchiré, répondre aux besoins humanitaires, fournir les services publics à la hauteur des attentes des populations, telles sont les legs de la Transition politique. La RCPCA offre un cadre de hiérarchisation des priorités stratégiques du Gouvernement. Il s'agira de

---

<sup>127</sup>Cf. Publication de Centrafrique libre du 29 avril 2013

continuer à lui fournir l'assistance nécessaire en matière de renforcement des capacités pour en mettre en œuvre les objectifs.

#### **4.2.3. UNE CONJONCTURE SOCIO-POLITIQUE AMBIGUË**

La configuration des intérêts politiques issue des élections, pourrait être de nature à influencer négativement les processus décisionnels des institutions démocratiques en place et ralentir le rythme des réformes structurelles majeures (DDR, RSS, justice, État). Elle pourrait aussi constituer un obstacle à un dialogue politique inclusif, brider l'action gouvernementale et raviver les hostilités, rendant ainsi inopérante toute stratégie de sortie de crise y compris celle sous-jacente à la coopération proposée.

Dans le même temps, l'impatience légitime des Centrafricains en général et en particulier des groupes d'intérêts spécifiques (syndicats, opérateurs économiques, société civile), de voir en la fin de la Transition, la résolution immédiate de leurs différents problèmes, pourrait pousser à l'exaspération et dégénérer en tensions sociales avec des implications politiques.

#### **4.2.4. RESTRUCTURATION DES FORCES DE MAINTIEN DE LA PAIX**

Il est évident que la RCA doit la stabilisation actuelle de sa situation à la présence des forces internationales (Nations Unies, Union Européenne, France). Il est aussi incontestable que cette présence ne saurait rester en place *ad vitam aeternam*. Tout retrait de ces forces doit en conséquence être anticipé avec méthode y compris en prévoyant un dispositif de recours en cas de besoin. Il faut à tout le moins, s'assurer au préalable que le pays dispose de capacités suffisantes pour assumer pleinement sa souveraineté en matière de défense et de sécurité. Une stratégie de retrait graduel conviendrait mieux dans ces conditions, qu'une stratégie de retrait en bloc motivée par des considérations politiques ou budgétaires. A cet égard, l'on n'a pas encore tiré toutes les conséquences du retrait de la force française (Sangaris) A cet égard, le nouveau mandat de la MINUSCA<sup>128</sup> est une avancée. Il insiste sur la nécessité pour la MINUSCA d'assurer la stabilité des institutions républicaines tout en apportant tout l'appui nécessaire au Gouvernement pour engager un dialogue avec les groupes armés en vue d'une solution politique à la crise.

## **V- Conclusion**

Malgré les difficultés d'obtentions des données fiables, ce BCP a pu compter sur une approche créative de l'Equipe pays des Nations Unies pour obtenir des bases fiables d'une analyse alignées sur les standards conventionnels. Les Nations Unies dans leur ensemble en RCA sont en mesure au regard de leurs avantages comparatifs d'apporter une contribution essentielle, structurée et pertinente à l'atteinte des priorités du RCPCA. En assurant un alignement avec l'agenda international de développement, la coopération proposée permettra à la RCA de rattraper ses déficits, de gérer les legs de la crise et de poser les bases d'un développement économique durable.

---

<sup>128</sup> Res. 2301 du Conseil de Sécurité du 26 juillet 2016

# Bibliographie sélective

## Documents nationaux

1. *Forum National de Bangui - Rapport*, Mai 2015
2. Plan de relèvement et de Consolidation de la paix en Centrafrique (RCPCA) Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération,
3. République centrafricaine, Nations Unies, *Suivi des objectifs du Millénaire pour le développement, Rapport final 2015*
4. République centrafricaine, *Plan national de relèvement et de consolidation de la paix 2017-2021*
5. République centrafricaine, *Cadre d'engagement mutuel entre le République centrafricaine et la communauté internationale*, Novembre 2016,
6. - Commission préparatoire du Forum National de Bangui - Rapport du Groupe thématique 1 : Paix et Sécurité – Avril/Mai 2015.
7. RCA - Commission préparatoire du Forum national de Bangui – Rapport final de la commission n°4
8. RCA - Commission préparatoire du Forum National de Bangui – Rapport final de la Commission N°4 : Développement Economique et Social - Mars 2015.
9. RCA - Commission préparatoire du Forum National de Bangui – Rapport du groupe thématique « Gouvernance » - Mars 2015.
10. RCA - Commission préparatoire du Forum National de Bangui – Rapport du groupe thématique «Justice & Réconciliation» - Mars 2015.
11. RCA - Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté 2008-2010 : Résumé analytique.
12. RCA - FAO - CEEAC : Programme National d'Investissement Agricole, de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN), 2013.
13. RCA - Feuille de route du Gouvernement de Transition (Version recadrée) – Octobre 2014.
14. RCA - Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique – Plan de transition 2015-2017 – 5 septembre 2014.
15. RCA - Ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Plan d'action du secteur de l'éducation 2013-2015, Décembre 2012.
16. RCA - Ministère de la Jeunesse, des Sports, des Arts et de la culture – Politique Nationale de Promotion de la Jeunesse en République Centrafricaine (PNPJ) – Décembre 2006.
17. RCA - Ministère de la Santé et de la Population – Plan de transition du secteur de la santé en RCA 2015-2016, février 2015
18. RCA - Ministère de la Santé et de la Population – Politique Nationale de la Santé de la Reproduction – Juin 2015.
19. RCA – PAM - FAO, Evaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA) – 2014 – avec la participation de, ACF, IEDA Relief, TRIANGLE et l'Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES).
20. RCA - PNUD – Rapport national de suivi des OMD en République Centrafricaine en 2012
21. RCA - Politique Nationale de Promotion de l'Egalité et de l'Equité – Novembre 2005
22. RCA - Programme d'Urgence et de Relèvement Durable – Septembre 2014
23. RCA - SNU - Bilan Commun de Pays (BCP) – Octobre 2010.
24. SNU - Cadre stratégique intérimaire du SNU en RCA 2014-2015.
25. SNU - Rapport annuel du Coordonnateur Résident en RCA – 2012.
26. SNU - Rapport annuel du Coordonnateur Résident en RCA – 2013.
27. SNU - Rapport annuel du Coordonnateur Résident en RCA – 2014.
28. Suivi des objectifs du millénaire pour le developpement: Rapport final 2015
29. The UN Integrated Strategic Framework 2015-2016 in Central African Republic.
- 30.

## Documents Nations Unies

1. Ayad M., Goula R., Schneider S., Zachary B., Koché H. *Atlas de la République Centrafricaine sur les Indicateurs du VIH et du Sida*, UNFPA - Mars 2012,
2. Badjeck B., Ndiaye C.H., Briac V., Costantino A., Bauer J-M., *Rapport special – Mission FAO/PAM d'Evaluation de la sécurité alimentaire en République centrafricaine*, FAO/PAM – Octobre 2014

3. OCHA, Plan de Réponse Humanitaire 2017-2019, RCA
4. Badjeck B., Ndiaye C.H., Briac V., Costantino A., Bottone R., *Rapport special – Mission FAO/PAM d'Evaluation de la sécurité alimentaire en République centrafricaine*, FAO/PAM - Mars 2016
5. Banque Mondiale, *Rapport Doing business 2017*, Octobre 2016
6. Nations Unies (Bureau du Coordonnateur Résident), *Cadre Stratégique Intérimaire 2016-2017*,
7. Nations Unies, *Bilan Commun de Pays, République Centrafricaine* - Décembre 2015
8. Nations Unies – Assemblée Générale, *Rapport de l'experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine*, Juillet 2016
9. Nations Unies – Conseil de Sécurité, *Résolution 2301*, Juillet 2016
10. Nations Unies – Conseil de Sécurité, *Report of the Secretary-General on the situation in the Central African Republic*, Août 2015
11. Nations Unies – République centrafricaine: *Cadre stratégique intérimaire 2016-2017 du Système des Nations Unies en RCA*, Août 2016
12. Nations Unies – République centrafricaine, *Plan Cadre des nations Unies pour la consolidation de la paix et de l'aide au développement de la RCA – UNDAF+ 2012-2016*, Mai 2011
13. Nations Unies – République centrafricaine: *Plan de réponse humanitaire 2017-2019*, Novembre 2016
14. United Nations Development Programme, *Human development report 2015*
15. World Health Organisation, *Santé des femmes en Centrafrique*, Mars 2015
16. BAD - Document du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) – Avril 2015.
17. BAD - RCA : Document d'Assistance Intérimaire à la Transition 2014-2016.
18. Banque mondiale – Rapport sur le développement dans le monde 2000 – 2001.
19. FAO - RCA, *Cadre de Programmation –Pays, 2015-2016*.
20. FAO ; UN-REDD ; EU-FLEGT *Etat des lieux des liens et synergies possibles entre programme forestier national, FLEGT et REDD+ en République Centrafricaine* – Janvier 2013.
21. PNUD - FAO - UNICEF - PAM - BAD : *Analyse Globale de Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire (AGVSAN)* – Juin 2009.
22. PNUD – Programme-Pays pour la RCA 2012-2016 : *Note de synthèse* – Juin 2012.
23. PNUD - *Rapport mondial sur le développement humain 2014*
24. PNUD - RCA : *Rapport national sur le développement humain 2008*.
- 25.

#### *Autres documents*

1. Banque Africaine de Développement, *République Centrafricaine – Document d'Assistance intérimaire à la Transition, 2014-2016*, Juin 2014
2. Touré Z., Andianaonitsoa V., Koudougeret R., *Profil Genre de la République centrafricaine*, Banque africaine de Développement, Novembre 2011
3. Zia A., Mimche H., *Genre et production sociale des violences dans la vie publique en RCA*, Sixième Conférence Africaine sur la Population, Ouagadougou, Burkina Faso, Décembre 2011
4. Global Water Partnership – *Etude nationale sur le financement du secteur eau – Synthèse rapport RCA* – Juin 2010.
5. Global Witness – *Bois de sang – Comment l'Europe a aidé à financer la guerre en RCA* – Juillet 2015
6. International Crisis Group – *Briefing Afrique n°55* – 9 décembre 2008
7. International Crisis Group – *Briefing Afrique n°69* – 12 janvier 2010
8. International Crisis Group – *Briefing Afrique n°96* – 2 décembre 2013
9. International Crisis Group – *Rapport Afrique n°136* – 13 décembre 2007
10. International Crisis Group – *Rapport Afrique n°167* – 16 décembre 2010
11. International Crisis Group – *Rapport Afrique n°203* – 11 juin 2013
12. International Crisis Group – *Rapport Afrique n°219* – 17 juin 2014
13. IPC – *Analyse de la situation de l'insécurité alimentaire en RCA* - Octobre 2014.
14. IPC – *Analyse de la situation de l'insécurité alimentaire en RCA* - Avril 2015.
15. Sites internet
  1. Agence française de Développement : [afd.fr](http://afd.fr)
  2. Banque africaine de Développement : [afdb.org](http://afdb.org)
  3. Banque Mondiale : [worldbank.org](http://worldbank.org)
  4. Bureau du Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme: [ohchr.org](http://ohchr.org)

5. Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale: [cemac.in](http://cemac.in) Human Rights Watch: [hrw.org](http://hrw.org)
6. Union africaine: [au.int](http://au.int)
31. Union économique et monétaire ouest-africaine: [umeoa.int](http://umeoa.int) Union Africaine - Conseil de Paix et de Sécurité - Communiqué du 29 janvier 2014
32. Union Africaine - Conseil de Paix et de Sécurité - Communiqué du 07 mars 2014
33. Union Africaine - Conseil de Paix et de Sécurité - Communiqué du 09 avril 2014
34. Union Africaine - Conseil de Paix et de Sécurité - Communiqué du 27 août 2014
35. Union Africaine - Conseil de Paix et de Sécurité - Communiqué du 17 septembre 2014.
36. Union Africaine – Agenda 2063 – L'Afrique que nous voulons




## ANNEXES

### Enquête ICASEES Août 2016 - Profil du chef de ménage et de la population

		Pondéré		Non pondéré	
		Chef de ménage (%)	Population (%)	Chef de ménage (%)	Population (%)
<b>Zone de résidence</b>	Urbaine	38	37	25	26
	Rurale	62	63	75	74
<b>Genre</b>	Masculin	82	50	83	50
	Féminin	19	50	17	50
<b>Âge</b>	Moins de 25 ans	11	69	11	69
	Entre 25 et 34 ans	26	13	26	13
	Entre 35 et 44 ans	26	9	27	9
	Entre 45 et 54 ans	22	6	21	6
	Au moins 55 ans	14	4	15	4
<b>Éducation</b>	Aucune	23	43	22	44
	Primaire ou alphabétisé	44	43	50	45
	Secondaire	28	13	26	11
	Supérieure	6	2	3	1
<b>Profession (principale)</b>	Agriculture, élevage, pêche	67	35	77	40
	Industrie, construction, mines, artisanat	5	2	4	2
	Commerce	12	5	7	4
	Transport	8	2	7	1
	Étudiant	3	23	2	23
	Sans emploi/inactif	4	12	2	10
	Autres	1	21	1	21
<b>État matrimonial</b>	Célibataire	27	48	24	46
	Marié	10	7	9	7
	Union libre	52	38	56	40
	Séparé/divorcé	5	3	4	3
	Veuf	7	4	7	4
<b>Ethnie</b>	Banda	24	25	24	26
	Sara/Kaba	6	7	7	7
	Mboum	7	6	7	7
	Gbaya	30	29	33	32
	Mandja	9	9	9	9
	Ngbaka-bantou	6	7	5	6
	Yakoma-sango	8	7	5	4
	Zande-nzakara	5	5	5	5
	Haoussa/Peul	2	2	1	2
	Autre ou étranger	4	4	3	3

Remarque : La population enquêtée est fondée sur la liste des membres des ménages.

## 2. Etat des OMD à la fin de 2015

OBJECTIF DU MILLENAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT	Principaux indicateurs	Données de base en 2012	Objectif en 2015	Données récentes en 2015
 <b>1</b> ÉLIMINER L'EXTREME PAUVRETE ET LA FAIM	Proportion de la population disposant de moins d'un dollar par jour	61,3%	31%	62%
	Proportion d'enfants souffrant d'une insuffisance pondérale	23,5%	11,5%	20,8%
 <b>2</b> ASSURER L'EDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS	Taux de scolarisation dans le primaire	68%	100%	55%
	Proportion d'élèves commençant la 1 <sup>ère</sup> année et achevant la 5 <sup>ème</sup> année	71,5%	100%	45%
 <b>3</b> PROMOUVOIR L'EGALITE DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES	Rapport Filles/garçons dans l'enseignement primaire	72%	100%	68,1%
 <b>4</b> REDUIRE LA MORTALITE INFANTILE (MOINS DE 5 ANS)	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	179‰	70%	96‰
	Proportion d'enfants de 1 an vaccinés contre la rougeole	63%	100%	73%
	Proportion d'enfants de 1 an vaccinés au Pentavalent-3	58%	100%	48%
 <b>5</b> AMELIORER LA SANTE MATERNELLE	Taux de mortalité maternelle	890 pour 100 000 naissances vivantes	171 pour 100 000 NV	880 pour 100 000 NV
 <b>6</b> COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET LES AUTRES MALADIES	Prévalence du VIH chez les 15 à 25 ans	2,8%	1,5%	2,8%
	Taux de prévalence du paludisme	32,2%	20%	25,7%
 <b>7</b> PRESERVER L'ENVIRONNEMENT	Proportion de la population n'utilisant pas une source d'eau potable	45,9%	40%	68%
	Proportion de la population n'utilisant pas de meilleurs services d'assainissement	77,7%	37%	77,7%

### ***3. Les Objectifs du Développement Durable***

Objectif 1. Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde

Objectif 2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

Objectif 3. Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

Objectif 4. Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

Objectif 5. Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

Objectif 6. Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

Objectif 7. Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable

Objectif 8. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous

Objectif 9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation

Objectif 10. Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

Objectif 11. Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables

Objectif 12. Établir des modes de consommation et de production durables

Objectif 13. Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions\*

Objectif 14. Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

Objectif 15. Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

Objectif 16. Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous

Objectif 17. Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser

#### 4. Cohérence CEM-RCPCA-ODD

Thème	Cadre d'engagement Mutuel UN/Gov (2017-2021)	Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA) 2017-2021	ODD Correspondants 2016-2030
Paix et Sécurité	Paix et sécurité	DDRR	16. Paix, justice et Institutions efficaces
		RSS	
	Reconciliation nationale	réforme des FACA Frontières Processus Elections locales Autorité de l'Etat sur tout le territoire Instruments Système judiciaire et Pénitenciaire Démilitarisation des prisons Cour pénale spéciale Redéploiement Justice et système pénitenciaire poursuite en Justice/ DH Justice transitionnelle Institut Défense DH	
Justice et DH		Déplacés: Protection(droits) Déplacés: Retour Développement local (participation population) Redéploiement Administration Décentralisation Inclusion des communautés (recrutement etc) Paiement salaires Finances et marchés publics Corruption Fiscalité	10. Réduire les Inégalités (lois, politiques et pratiques discriminatoires) 16. Paix, justice et Institutions efficaces
Gouvernance	Gouvernance politique, administrative et financière	Redéploier l'administration sur tout le territoire et mettre en place une gouvernance locale inclusive 2.4. Renforcer la stabilité macroéconomique et la bonne gouvernance (gestion et contrôle des finances publiques, recettes fiscales, lutte contre la corruption).	1. Pas de Pauvreté (politiques) 5. Egalité des sexes (participation; lois et politiques) 16. Paix, justice et Institutions efficaces

Thème	Cadre d'engagement Mutuel UN/Gov (2017-2021)	Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA) 2017-2021	ODD Correspondants 2016-2030
Services sociaux		<p>Fournir les services de base à la population sur l'ensemble du territoire, en particulier dans les domaines de l'éducation, la santé et l'eau, en commençant à transférer progressivement les capacités et les moyens aux structures nationales</p> <p>2: renouveler le contrat social entre l'état et la société</p>	<p>11. Villes et Communautés durables</p> <p>3. Santé et bien-être</p> <p>5. Egalité des sexes (santé reproductive)</p> <p>4. Education de qualité</p> <p>6. Eau et Assainissement</p> <p>1. Pas de Pauvreté</p> <p>10. Réduire les Inégalités (lois, politiques et pratiques discriminatoires)</p> <p>1. Pas de Pauvreté (résilience)</p> <p>2. Faim zéro</p>
Economie	<p>Relance économique</p> <p>Réformes des secteurs</p> <p>Gestion Ressources naturelles</p> <p>Structures d'affaires</p> <p>Fiscalité attirant les Investissements étrangers</p> <p>Developpement des Régions</p>	<p>Assurer la sécurité alimentaire et la résilience</p>	<p>1. Pas de Pauvreté (accès à la terre et aux ressources; résilience)</p> <p>2. Faim Zéro</p> <p>6. Eau et Assainissement (ressources)</p> <p>12. Consommation et Production responsables</p> <p>13. Changement climatique</p> <p>15. Vie Terrestre</p>
		<p>Relancer et développer de manière durable les secteurs productifs: agriculture et élevage, industries extractives et forestières</p>	<p>8. Travail décent et Croissance économique</p> <p>9. Industrie innovante et Infrastructures</p> <p>10. Réduire les Inégalités (pauvreté et entreprises et des services financiers, emploi)</p> <p>12. Consommation et Production responsables</p> <p>7. Energie</p> <p>9. Industrie innovante et Infrastructures</p> <p>11. Villes et Communautés durables</p>
		<p>Assurer le relèvement économique et la relance des secteurs productifs</p>	
		<p>Atteindre les déséquilibres régionaux</p>	
Transversa	Transversal	<p>Promouvoir l'égalité des genres</p>	<p>5. Egalité des sexes</p> <p>10. Réduire les inégalités</p>
		<p>Redevabilité et transparence</p>	
		<p>Capacités nationales</p>	
		<p>Inclusion des jeunes</p>	
		<p>Durabilité environnementale</p>	